

CHINE-TAÏWAN — RENCONTRE GAGNANT-GAGNANT HISTOIRE — LA MODE, UNE INVENTION DES CROISÉS UNIVERSITÉS — POURQUOI LES CLASSER ?



**Courrier
international**

N° 1306 du 12 au 18 novembre 2015
courrierinternational.com
France : 3,70 €

Afrique CFA 2 800 F CFA, Algérie 450 DA
Allemagne 4,20 € Autriche 4,20 €
Canada 6,50 \$ CAN DOM 4,40 €
Espagne 4,20 € E-U 6,95 \$ US
G-B 3,50 £ Grèce 4,20 € Irlande 4,20 €
Italie 4,20 € Japon 750 ¥
Maroc 35 DH Pays-Bas 4,20 €
Portugal cont. 4,20 € Suisse 6,20 CHF
TOM 740 CFP Tunisie 5 DTU

DÉMOCRATIE

**Les liaisons
dangereuses**

*Pour garantir leur
sécurité, les démocraties
courtisent les dictatures.
L'analyse de la presse
étrangère*

Avec le Forum
mondial de
la démocratie
de Strasbourg

4^e édition
du 16 au 21 novembre

M 03183 - 1306 - F: 3,70 €



Virtual cockpit.



* En option selon finitions. Volkswagen Group France S.A. au capital de 7750000€ - 11 avenue de Boursonne Villers-Cotterêts - RCS Soissons B 602 025 538. Audi recommande **Castrol Edge Professional**. Vorsprung durch Technik = L'avance par la technologie.

Gamme Audi A4 : Consommation en cycle mixte (l/100 km) : 3,7 - 6,4. Rejets de CO₂ en cycle mixte (g/km) : 95 - 147.



Réelles sensations.

Nouvelle Audi A4 avec Audi virtual cockpit*.

Le progrès. Intensément.



Audi
Vorsprung durch Technik



SONY

Made for Bond*

XPERIA Z5

Autofocus ultra-rapide pour des photos réussies, même en mouvement



**DAS: 0,751 W/kg

007[™]

SPECTRE

SEULEMENT AU CINÉMA

*Conçu pour Bond



ÉDITORIAL
ERIC CHOL

Nos amis autocrates

Il y a des rencontres parfois inopportunes, souvent gênantes. Celles qui laissent des taches indélébiles dans les mémoires d'un chef d'Etat. Ces dîners avec le diable pour lesquels, en dépit de toutes les longues cuillères utilisées, les démocraties perdent chaque fois un peu de leur éclat. On se souvient de la réception par François Mitterrand du dictateur polonais Wojciech Jaruzelski, en 1985, une visite qui avait "troublé" le Premier ministre de l'époque, Laurent Fabius, ou celle de Fidel Castro, en 1995. Dans les carnets de bal présidentiels figurent aussi (entre autres) la longue amitié entre la France de Jacques Chirac et Saddam Hussein, l'ancien maître de l'Irak, l'invitation du très contesté président zimbabwéen Robert Mugabe, la tente de Kadhafi plantée dans les jardins de l'hôtel de Marigny, en 2007, ou la venue de Bachar El-Assad au défilé du 14-Juillet, en 2008... Sans parler de la longue liste des voyages présidentiels dans ces pays où les droits des citoyens sont bafoués mais les contrats commerciaux convoités, comme ceux menés tambour battant par Manuel Valls en Egypte et en Arabie Saoudite début octobre. La chute du mur de Berlin, l'effondrement de l'Union soviétique, le décollage économique de la Chine ou les "printemps arabes" avaient pu donner l'illusion que la démocratie était au coin de la rue. Erreur. Les carrefours de l'Histoire sont jonchés d'embûches. La montée des peurs et les nouveaux désordres mondiaux incitent aujourd'hui nos régimes à de nouvelles alliances, et de subtils compromis. Quitte à être moins regardants sur la qualité de nos amis. Pis, au nom d'une prétendue stabilité, il faudrait non seulement dîner mais aussi passer de petits arrangements avec les autocrates. Mais ce retour à la mode de la realpolitik ne doit pas faire illusion. Si celle-ci a pour objet de nous rassurer, elle a aussi ses limites, précisément celles qu'exposait Benjamin Franklin il y a deux siècles et demi : "Ceux qui abandonnent la liberté pour acheter une sécurité temporaire ne méritent ni la liberté ni la sécurité."

* Cette phrase datée de 1855 est inscrite sur une plaque du socle de la statue de la Liberté.

En couverture :
Dessin de Falco, Cuba.

J.-C. FRANCIS



Sommaire

DÉMOCRATIE

LES LIAISONS DANGEREUSES

Dans un monde instable, les démocraties doivent-elles composer avec les régimes autoritaires, voire leur apporter leur caution, comme le fait Obama en Egypte ? Ce serait une stratégie à courte vue, car l'autocratie engendre à terme l'instabilité et le terrorisme. Les Occidentaux ne doivent en tout cas pas cesser d'encourager des transitions démocratiques fragiles, comme en Tunisie. Commentaires et analyses de *The Nation*, *Project Syndicate*, *Maliweb.net*, *Muftah...*

7 jours dans le monde

Birmanie. L'espoir vient des urnes

Le parti d'Aung San Suu Kyi a remporté une nette victoire aux législatives historiques du 8 novembre, avec plus de 70 % des voix. Mais le pays a encore des progrès à faire en matière de démocratie, selon le *Bangkok Post*.

p.9

SUR NOTRE SITE



www.courrierinternational.com



25 ans de Courrier international. Les articles qui ont marqué, de 1900 à 2015.

Photographie. La semaine en images : tout autour de la planète, les scènes à ne pas manquer ces jours-ci.

Liberté ou contrôle ? A partir du 17 novembre, retrouvez les interviews, vidéos et images du Forum mondial de la démocratie à Strasbourg.

Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Google+ et Pinterest



FORMATION p.52

Classement des universités : un mal nécessaire ?

Redoutés et souvent critiqués dans le monde académique, les palmarès publiés chaque année sont néanmoins très attendus par les futurs étudiants et leurs parents. Leurs résultats sont parfois surprenants, écrit *The Straits Times*.

ASIE p.14

Chine-Taiwan. Une rencontre gagnant-gagnant

En se retrouvant pour la première fois depuis 1949, les plus hauts dirigeants des deux pays ont changé la donne, écrit le *Chungkuo Shihpao* de Taipei. Le tabou tombé, les relations ne peuvent que s'améliorer.



PHOTO DE YUSUF AHMED (1^{er} PRIX). PRÉSENTÉ PAR L'AF DE DACCA (BANGLADESH)

ENVIRONNEMENT p.58



Climat : état d'urgence

La Fondation Alliance française organise depuis 2010, en partenariat avec *Courrier international*, un concours de photographie. Des passionnés du monde entier y participent. Une sélection des travaux primés cette année, autour du thème du climat.



360° culture. p.66

Toute la terre qui nous possède, de Rick Bass, est le lauréat du prix Laure-Bataillon/Courrier international 2015.

PHOTO RICKBASS.NET

DESSIN DE TIOUNINE, MOSCOU

LEON PREMIUM 1.2 TSI 110 ch AVEC TECHNOLOGIE FULL LINK

/ APPLE CARPLAY™
/ ANDROID AUTO™
/ MIRRORLINK



TECHNOLOGY TO ENJOY

REPRISE ARGUS®
+4 000 €⁽¹⁾

**VALABLE SUR
TOUTE LA
GAMME LEON**

ÉQUIPEMENTS DE SÉRIE LEON PREMIUM

- Projecteurs Full LED
- Sellerie Alcantara
- GPS avec écran tactile 6,5"
- Caméra de recul

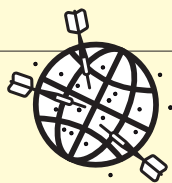
TECHNOLOGY TO ENJOY = La technologie au service du plaisir.

Modèle présenté : SEAT Leon Premium 1.2 TSI 110 ch avec options toit ouvrant, peinture métallisée, pack hiver, pack techno et radars avant à **21 880 € TTC, remises SEAT déduites au tarif n°109 du 28/04/2015.**
Consommation mixte (l/100km) : 5,1. Émissions de CO₂ (g/km) : 119.

(1) Offre non cumulable avec toute autre offre en cours, réservée aux particuliers dans le réseau SEAT participant en France métropolitaine, pour toute commande passée jusqu'au 31/12/2015 et livrée jusqu'au 31/03/2016, d'une SEAT Leon neuve. Reprise de votre ancien véhicule de moins de 10 ans aux conditions de l'Argus® + 4 000 € TTC (en fonction du cours de l'Argus® du jour de la reprise, du kilométrage, des éventuels frais de remise en l'état standard et déduction faite d'un abattement de 15 % pour frais et charges professionnels). Pour les véhicules hors cote Argus®, reprise de 4 000 € TTC uniquement. Détails sur seat.fr

Apple CarPlay est une marque d'Apple Inc. Android Auto est une marque commerciale de Google Inc.

7 jours dans le monde.



✎ Dessin de Riber paru dans Svenska Dagbladet, Stockholm.

BIRMANIE

L'espoir vient des urnes

Le parti d'Aung San Suu Kyi a remporté une nette victoire aux législatives historiques du 8 novembre – il revendique plus de 70 % des voix. Mais cela ne doit pas faire oublier que la Birmanie a encore des progrès à accomplir en matière de démocratie.

— **Bangkok Post** (extraits)
Bangkok

Il y a quelque chose de paradoxal et de pervers à regarder de Thaïlande la Birmanie se rendre aux urnes. Ce pays qui est sous la botte des militaires depuis plus d'un demi-siècle fait un nouveau pas vers la démocratie, tandis que son voisin, longtemps perçu comme faisant partie des démocraties avancées, est en pleine dérive autoritaire. Il est tentant, même si cela est trop simpliste, de considérer que désormais la Birmanie a pris rang parmi les pays démocratiques, laissant la Thaïlande loin derrière.

Mais ne vous y trompez pas, ce qui se passe en Birmanie est encore loin d'être démocratique. La démocratie ne pourra s'enraciner dans le pays que si l'armée se retire de la vie politique et que tous les citoyens ont leur mot à dire, indépendamment de leur appartenance ethnique : deux facteurs essentiels qui, hélas ! ne seront pas réunis avant longtemps.

L'armée détient automatiquement 25 % des sièges au Parlement et la Constitution l'autorise à proposer l'un des trois candidats à la présidence, ce qui l'assure d'avoir un vice-président. De plus, le chef des armées a mis en garde la population contre les dangers de la démocratie. Tout changement de Constitution doit être ratifié par 75 % du Parlement, si bien que l'armée peut opposer son veto à tout ce qui pourrait réduire son influence.

Les abus contre les membres de minorités ethniques sont monnaie courante : beaucoup n'ont pas la nationalité birmane, les listes électorales présentent des incohérences et les bureaux de vote dans les zones de conflits ont été fermés il y a une semaine. Mais les irrégularités ne s'arrêtent pas là : Human Rights Watch estime que le vote est "foncièrement irrégulier" et dénonce le manque d'indépendance de la commission électorale, l'emprise des médias d'Etat, le grand nombre de Birmans privés du droit de vote et les discriminations.

Sans parler des dispositions constitutionnelles visant spécifiquement à empêcher la lauréate du prix Nobel de



la paix, Aung San Suu Kyi, d'accéder à la présidence : il suffit en effet d'avoir un conjoint ou des enfants étrangers pour se voir interdire l'accès à la magistrature suprême. Bien entendu, cela n'a pas freiné les ambitions de M^{me} Suu Kyi, d'autant qu'elle a été écartée du pouvoir il y a vingt-cinq ans. Elle a affirmé depuis longtemps qu'elle gouvernerait depuis le Parlement si son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), remportait la majorité.

La mainmise des militaires signifie que la LND devra remporter au moins deux tiers des sièges à pourvoir pour obtenir la majorité au Parlement. Les Birmans devront encore surmonter de nombreux obstacles avant l'élection d'un président et d'un nouveau gouvernement [par le Parlement] en mars prochain.

Il s'agit de la meilleure occasion pour les Birmans de participer à de véritables élections après les législatives de 1990 – dont les résultats [favorables à la LND] avaient tout bonnement été ignorés par les militaires – et celles de 2010, que la LND avait boycottées. Ce scrutin est en soi une ferme condamnation de la junte au pouvoir depuis 1962 et du régime semi-civil en place depuis 2010 avec [l'ancien] général Thein Sein à sa tête.

Si le régime birman a – lentement – évolué vers la démocratie, c'est parce qu'il n'a pas d'autre choix. Les militaires

ont compris que leur position n'était plus tenable et que leur dépendance envers la Chine était devenue préoccupante. En procédant à la libération de prisonniers politiques et en prenant le chemin des réformes et de l'ouverture sur le reste du monde, le régime a trouvé de nouveaux partenaires capables de contrer l'influence de la Chine dans la région, à savoir les Etats-Unis et le Japon.

Ceux qui pensent que la junte pliera docilement devant la volonté générale des électeurs se trompent : même si Aung San Suu Kyi triomphe dans les urnes, la disparition du pouvoir militaire en Birmanie prendra encore beaucoup de temps. Si l'on peut espérer se souvenir un jour de ce scrutin comme d'un pas décisif vers la démocratie, il ne faut pas oublier que les militaires ont souvent passé outre à l'expression de la volonté populaire pour se maintenir au pouvoir.

La Birmanie ne sera une vraie démocratie que lorsque les militaires ne siègeront plus au Parlement et seront placés sous une tutelle civile, que les nombreuses entreprises criminelles de leurs affidés auront été démantelées et que les citoyens de toutes les ethnies pourront exercer pacifiquement leur droit de vote. Ce n'est pas encore le cas aujourd'hui. —

Publié le 8 novembre

SOURCE



BANGKOK POST
Bangkok, Thaïlande
Quotidien, 55 000 ex.
www.bangkokpost.com
Fondé en 1946, ce journal indépendant, en anglais et réalisé par une équipe internationale, s'adresse à l'élite urbaine et aux expatriés. Il est apprécié pour son sérieux et son impartialité dans le traitement et l'analyse de l'information.



MARTIRENA, CUBA

Pire que la Fifa

SPORT — C'est une corruption "d'un tout autre niveau que le scandale de la Fifa", assure le journal britannique **The Sunday Times**, citant l'un des auteurs du rapport explosif sur le monde de l'athlétisme rendu public le 9 novembre, qui pourrait "bouleverser la donne en sport". D'après ce document, plusieurs dirigeants de l'Association internationale des fédérations d'athlétisme (Iaaf) auraient fermé les yeux sur des cas de dopage, notamment d'athlètes russes et kényans, en échange de pots-de-vin. Pour l'Iaaf, il s'agit "de la plus grave crise de son histoire", note le quotidien.

Provocations en série

UKRAINE — Cinq soldats ukrainiens auraient été blessés le week-end du 8 novembre dans le Donbass, où les incidents se multiplient. "Ce sont des provocations", affirme un porte-parole de l'armée ukrainienne cité par **Oukraïna Moloda**, qui accuse les séparatistes prorusses de pousser Kiev à réagir militairement : "Nous ne céderons pas et n'avons pas donné à l'ennemi la possibilité de nous accuser d'avoir violé les accords de Minsk." Pour l'instant, car l'Ukraine, prévient le quotidien de Kiev, a déjà "promis de riposter à de nouvelles attaques éventuelles".

Dieselgate

ALLEMAGNE — Chez Volkswagen, "les manipulations et la tromperie font partie du quotidien", estime la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**, après de nouvelles révélations selon lesquelles ce sont des salariés du constructeur qui auraient décidé d'installer des logiciels



LA PHOTO DE LA SEMAINE

Une piste embarrassante



MOHAMED ABD EL GHANY/REUTERS

ÉGYPTE— Pourquoi Le Caire et Moscou tardent-ils à évoquer l'hypothèse d'un attentat plus d'une semaine après le crash qui a fait 224 morts le 31 octobre dans le Sinaï, alors qu'il y a de "forts indices" qu'une bombe en soit à l'origine ? Aux Etats-Unis, **The Washington Post** avance deux explications : cela reviendrait à "reconnaître que l'Etat islamique est parvenu à pénétrer le dispositif de sécurité à l'aéroport de Charm El-Cheikh" et que "les aventures syriennes de M. Poutine ont conduit à la pire attaque aérienne dans l'histoire russe". Deux sujets politiquement risqués pour Poutine et Sissi. Le président russe a pourtant suspendu tous les vols vers l'Egypte et fait rapatrier les 80 000 touristes russes encore bloqués sur place.

pour tricher sur les émissions polluantes. Pourtant, la FAZ s'interroge : "Comment ces ingénieurs sont-ils subitement parvenus à des objectifs jamais atteints jusqu'alors ? Personne à la direction, au conseil d'administration, n'a jamais posé la question ?"



KOUNTOURIS, GRÈCE

Vers la guerre civile

BURUNDI— "Les masques tombent", affirme Iwacu le 9 novembre, après la mort de 11 personnes en trois jours, tuées par la police. Alors que la crise sévit depuis six mois dans le pays [lire aussi p. 22], ces nouveaux événements sont autant de "signes annonciateurs", s'inquiète le journal de Bujumbura, "comme si une machine était en train de se mettre en place". Iwacu craint que la situation ne vire au génocide, comme au Rwanda voisin, en 1994: "Bis repetita ?"

56

fois le niveau considéré comme admissible par l'OMS : la concentration élevée de particules fines (1 400 microgrammes par mètre cube) enregistrée le 8 novembre dans la ville de Shenyang, dans le nord-est de la Chine, est "l'un des pires épisodes de pollution depuis que les autorités ont commencé à mesurer la qualité de l'air, en 2013", note **The Guardian**. Il serait dû au redémarrage des centrales de chauffage au charbon à l'approche de l'hiver.

ILS PARLENT DE NOUS

PAOLO LEVI, correspondant de l'agence italienne **Ansa**

Renault-Nissan : une confusion inquiétante

Le torchon brûle entre l'Etat et les dirigeants de Renault-Nissan. Ça vous semble normal ?



La cacophonie entre Emmanuel Macron et Manuel Valls est étonnante : le premier demande une fusion entre les deux constructeurs, et le second refuse. Ils font partie des plus libéraux du gouvernement mais n'arrivent pas à s'entendre sur un sujet comme celui-là ! Cette confusion est inquiétante pour Renault, mais aussi pour son allié japonais Nissan.

Cette intervention de l'Etat est-elle légitime ?

Elle serait proprement impensable à l'étranger, où on s'étonne de cette ingérence très forte de l'Etat français dans la gouvernance d'une grande entreprise, même si le motif – conserver des emplois sur le sol français – est légitime. Cela révèle aussi une certaine schizophrénie des grands chefs d'entreprise de l'Hexagone : il y a deux ans, Carlos Ghosn, patron de Renault, appelait l'Etat à l'aide pour renflouer les caisses. Aujourd'hui, il réclame plus d'indépendance. Cela ne reflète pas une véritable vision à long terme.

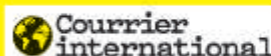
Nissan doit-il craindre ces attermoissements ?

Nissan pèse bien plus lourd que Renault au niveau mondial et n'est plus en difficulté. Pourtant, il paraît secondaire dans l'alliance des deux entreprises. Malgré cela, Macron mène l'offensive. Il en est coutumier : je rappelle qu'il y a peu de temps, en Italie, il vantait "l'esprit de conquête" des entreprises françaises. Au Japon, je pense que cela ne doit guère être rassurant...

Les informés de France Info

Une émission de Jean-Mathieu Pernin, du lundi au vendredi, de 20h à 21h

Chaque vendredi avec



picard



Il y a du Orange chez Picard.

Payer mon
moelleux
avec mon
mobile



Orange
Cash
avec Visa

Téléchargez l'application Orange Cash, utilisable dans plus de 320 000 points de vente, et recevez 10€*.

orange™

Vous rapprocher
de l'essentiel

*Au premier rechargement de votre compte Orange Cash (0,79€), 10€ automatiquement crédités sur votre compte Orange Cash. Offre valable à partir du 8/10/2015, soumise à conditions, limitée aux 150 000 premiers clients Orange Cash. Plus de 320 000 points de vente en France métropolitaine. **Compte Orange Cash** : compte de monnaie électronique prépayé et rechargeable, émis et géré en France métropolitaine par Wirecard Card Solutions Ltd - 3rd Floor Grainger Chambers, 3-5 Hood Street, Newcastle upon Tyne, NE1 6JQ, UK - société autorisée par la Financial Conduct Authority (réf. 900051), sous licence Visa Europe. Service soumis à conditions, réservé aux utilisateurs majeurs d'une ligne mobile Orange souscrite en France métropolitaine (hors offre prépayée), et détenteurs d'une carte SIM et d'un terminal Orange compatibles. Visa et la marque Visa sont des marques déposées de Visa. Plus d'info sur orangecash.fr



CONTROVERSE

↳ Dessin de Vlahovic, Serbie.

Le pape doit-il faire taire les lanceurs d'alerte ?

Deux personnes appartenant au cercle rapproché du souverain pontife ont été arrêtées le 1^{er} novembre, soupçonnées d'avoir diffusé des documents confidentiels. Alors que le pape François prône la responsabilisation et la transparence, cet événement fait des vagues.

NON

Le Saint-Siège doit miser sur la transparence

— CNN Atlanta

On a appris lundi que le Vatican allait poursuivre M^{re} Vallejo Balda et la consultante en relations publiques Francesca Chaouqui pour avoir “gravement trahi la confiance” du pape. Ces deux anciens membres de la commission constituée par le pontife pour réformer les finances de l’Eglise ont en effet été arrêtés pour avoir communiqué des documents confidentiels aux auteurs de deux livres à paraître [jeudi 5 novembre] sur le Vatican.

Cette affaire rappelle le scandale VatiLeaks qui avait marqué le pape Benoît XVI il y a trois ans et qui, d’après nombre de personnes, avait contribué à sa démission. Comme VatiLeaks, la présente affaire porte sur la corruption et l’irresponsabilité financière qui règnent au sein de l’Eglise. Et comme lors de VatiLeaks, la réaction la plus visible du Saint-Siège a été de faire taire ses lanceurs d’alerte et de maîtriser les retombées en matière de relations publiques.

Le Vatican a assurément l’avantage sur le plan juridique et éthique : il déclare que les documents lui ont été volés pour être communiqués à la presse. De tels faits constituent un délit passible de huit ans d’emprisonnement et d’une amende de 5 000 euros. Le père Federico Lombardi, porte-parole du Vatican, a clairement fait savoir que ces agissements ne renforçaient pas la mission du pape mais semaient la “confusion” et donc sapaient le travail de l’Eglise. Mais peu importe.

La réputation du Vatican se joue sur la question de la transparence. On le voit rien qu’en étudiant les réactions aux divers événements qui ont ponctué le pontificat de François. L’immense popularité de celui-ci, une popularité pratiquement sans précédent, repose non seulement sur l’intérêt qu’il témoigne aux pauvres et aux exclus, la compassion qu’il manifeste pour tous et sa personnalité charismatique, mais également

sur l’aura de franchise et de sincérité qui entoure sa personne.

François ne se contente pas d’aller à la rencontre de foules en adoration, il sort des scénarios prévus. Et c’est dans ces moments de sermons spontanés et de rencontres improvisées qu’il semble des plus abordables, des plus aimants et des plus honnêtes.

Tout son succès vient de là. Ses mots d’amour et de pardon pour les femmes qui se sont fait avorter, son intérêt pour les immigrés et son souci de l’environnement lui valent beaucoup d’attention. Cependant, rien de ce qu’il dit n’est vraiment nouveau.

Le pape Jean-Paul II avait manifesté sa compassion à l’égard des femmes qui s’étaient fait avorter, la Conférence des évêques catholiques des Etats-Unis exprime son soutien aux immigrés depuis des dizaines d’années et Benoît XVI soulignait lui aussi les dangers de la destruction de l’environnement. La différence, c’est que quand François parle les gens le croient. Il a l’air sincère et transparent, et c’est ce qui vaut à sa cote de popularité de demeurer élevée.

Celle-ci a cependant souffert lors de l’affaire Kim Davis. Le fait que le pape ait rencontré cette égérie du mariage traditionnel [en marge de son voyage aux Etats-Unis] a envoyé une onde de choc dans les médias.

François est connu pour être favorable au mariage traditionnel, mais sa rencontre avec Kim Davis – en compagnie d’autres personnes, selon un porte-parole du Vatican – a causé le trouble parce que le Vatican a

semblé au début chercher à la dissimuler. La réputation du pape en a été écornée : pour la première fois, les gens se sont demandé s’il était bien ce qu’il paraissait.

Les poursuites intentées par le Vatican contre les lanceurs d’alerte vont sûrement faire long feu. Il s’agit d’une mesure préventive destinée à empêcher toute mauvaise publicité mais qui ne contribuera pas vraiment à améliorer la réputation de l’Eglise.

La rapidité de l’enquête qui a mené à l’arrestation des intéressés contraste avec la lenteur extrême à laquelle les réformes se font au Vatican et la douceur des peines infligées aux personnes accusées d’irresponsabilité financière. Cet incident laisse entendre que l’Eglise préfère punir les personnes qui violent la confidentialité de ses affaires que les personnes corrompues.

Tout cela ne fera qu’attirer l’attention sur les ouvrages à paraître et confortera l’idée que les choses n’ont pas véritablement changé quand il s’agit de transparence et de responsabilité financière

— Candida Moss
Publié le 3 novembre

OUI

Une trahison qu’il ne peut pas tolérer

— Clarín Buenos Aires

A l’heure qu’il est, personne ne doute de l’existence de forces qui veulent empêcher la réforme souhaitée par le pape François d’une curie romaine trop proche du pouvoir et de l’argent. Ces dernières semaines ont été riches en coups de théâtre qui ont conduit plusieurs observateurs du Saint-Siège à croire que, en réalité, un complot contre le souverain pontife était en marche. On ne compte plus les scandales et les intrigues : un fonctionnaire du Vatican qui fait son coming out et vit en couple ; la lettre ouverte au pape de treize cardinaux conservateurs lui reprochant les méthodes du synode (approuvées

par le pape), qui favoriseraient les partisans de l’ouverture ; et les rumeurs à propos d’une prétendue tumeur cérébrale du souverain pontife.

Et là on apprend que des rapports sur les finances du Vatican viennent d’être divulgués en vue de la rédaction de deux livres dont les auteurs nous promettent des révélations fracassantes. S’agit-il d’un nouveau VatiLeaks comparable au vol de documents dans le bureau de Benoît XVI [en mai 2012] ? Une affaire qui, rappelons-le, avait conduit ce dernier à renoncer à sa charge.

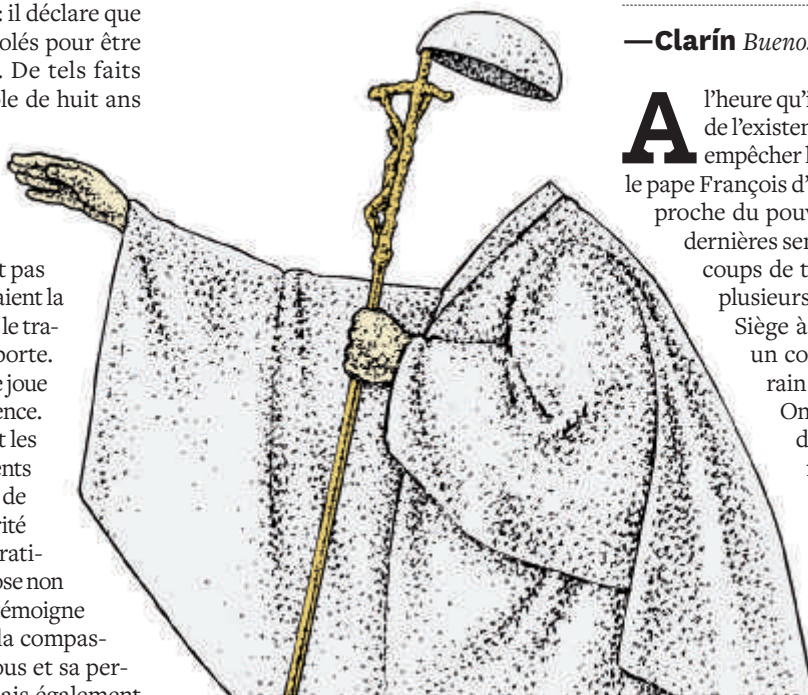
A l’époque, le majordome du pape [à l’origine des fuites] avait fini par être jugé. La nouveauté, aujourd’hui, c’est la rapidité et la fermeté avec laquelle le Saint-Siège a réagi : en lançant une enquête qui a conduit à deux arrestations, et non des moindres, puisqu’il s’agit du secrétaire de l’ancienne Commission sur les structures économiques et administratives du Saint-Siège (Cosea) et d’une conseillère de cet organisme, une trentenaire déjà très controversée.

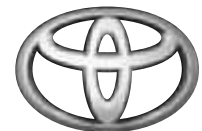
Le message est clair : le pape François va lutter avec toute l’énergie possible contre ces intrigues de palais qui ont poussé en 2013 Joseph Ratzinger à démissionner, une situation inédite depuis pas moins de sept siècles.

Lors des discussions qui ont précédé l’élection de François, les cardinaux avaient établi que l’une des priorités du nouveau pape serait de s’attaquer à la réforme de la curie romaine, minée par des luttes intestines, des intérêts économiques et des soupçons de corruption. Et c’est Jorge Bergoglio qui a obtenu le cadeau empoisonné. Mais il savait que ce ne serait pas facile. L’ampleur du défi à relever se manifeste cependant aujourd’hui dans toute sa brutalité (et ce n’est sans doute que le début). Et il ne s’agit pas là de spéculations de journalistes. Le communiqué du Vatican d’hier était clair : “A cette occasion, comme par le passé, c’est la confiance du pape qui a été trahie.”

On pourrait même se demander s’il ne s’agit pas d’une volonté délibérée de se débarrasser du pape. Mais François, nous l’avons dit, ne compte pas se laisser faire. Et il n’a d’ailleurs pas vraiment le choix. La vaticaniste de l’agence de presse [italienne] Ansa, Giovanna Chirri, l’a écrit hier en toutes lettres : “Ou bien l’abcès des fuites est crevé, ou bien l’Eglise risque de se perdre, de trahir son peuple et d’offenser son Dieu.” Et de conclure : “En d’autres termes, ou l’Eglise se réforme ou elle disparaît.”

— Sergio Rubín
Publié le 3 novembre





TOYOTA

TOUJOURS
MIEUX
TOUJOURS
PLUS LOIN



ESSAYER UNE HYBRIDE, C'EST SIMPLE COMME BONJOUR, JE M'APPELLE ALEX.

**PARTOUT EN FRANCE, DES CONDUCTEURS D'HYBRIDE
VOUS FONT ESSAYER LEUR TOYOTA.**

Parce que personne ne parle mieux des hybrides que ceux qui les conduisent tous les jours, Toyota lance bienvenuedansmonhybride.fr : le premier site d'essais de Toyota Hybride entre particuliers, en France. Connectez-vous et géolocalisez les propriétaires de Toyota Hybride autour de vous, prêts à vous faire essayer leur voiture et à vous en parler.

Rendez-vous dès maintenant sur bienvenuedansmonhybride.fr



d'un
continent
à l'autre.

asie

| | |
|-------------------|----|
| Amériques..... | 18 |
| Moyen-Orient..... | 20 |
| Afrique..... | 22 |
| Europe..... | 24 |
| France..... | 28 |



Chine-Taïwan. Une rencontre gagnant-gagnant

En se rencontrant à Singapour, les deux présidents Ma Ying-jeou et Xi Jinping changent la donne, écrit un journal taïwanais qui a toujours été favorable au rapprochement avec Pékin. Le tabou tombé, les relations ne peuvent que s'améliorer.



✓ C'est formidable non ? Soixante-six ans après, les dirigeants de la Chine et de Taïwan sont enfin réunis sur un pied d'égalité. Xi Jinping et Ma Ying-jeou. Dessin de Kal paru dans *The Economist*, Londres.

— **Chungkuo Shihpao - China Times Taipei**

De la rencontre entre le président Ma Ying-jeou et le dirigeant du continent chinois Xi Jinping à Singapour, Ma devrait sortir grand vainqueur, puisqu'il aura ainsi obtenu ce qu'il souhaitait depuis longtemps : se forger une stature historique. Si cette affaire lui permet de rester dans la mémoire des générations futures, il sera satisfait, un peu comme l'ancien président américain Richard Nixon : à l'évocation de ce nom, tout le monde pense immédiatement à son "voyage qui brisa la glace" avec la Chine populaire en 1972 [alors que les Etats-Unis ne reconnaissaient pas encore Pékin]. Certes, les opposants à Ma Ying-jeou sont avertis de compliments, et les reproches fleurissent inévitablement. On l'accuse en particulier de "vendre Taïwan", d'agir selon un système d'opacité, de chercher à "échapper à toute surveillance démocratique", etc. Mais Ma Ying-jeou approchant de la

fin de son mandat [une élection présidentielle aura lieu le 16 janvier 2016], il n'a plus besoin de peser les conséquences de chacun de ses actes, dès lors qu'il fait ce qu'il considère comme son devoir.

Image. Xi Jinping pourrait également sortir grand gagnant de leur rencontre. Depuis un mois, ses déplacements à l'étranger, de Seattle à Washington, de Londres à Manchester, se sont déroulés dans un climat de controverses qui n'ont pas tellement servi son image. En rendant possible une rencontre des deux dirigeants de part et d'autre du détroit [de Taïwan], il va laisser son nom dans l'Histoire et n'aura donc pas vécu pour rien ! Les questions relatives à la mer de Chine méridionale [où le conflit territorial avec les voisins s'envenime], aux droits de l'homme, à Internet ont donné de lui une image négative qui lui colle à la peau, mais une grande puissance a des considérations qui lui sont propres, comment ces critiques pourraient-elles le déstabiliser ?

Contexte

L'UNIFICATION SEULE SOLUTION

●●● "La rencontre entre Xi et Ma sera une véritable percée", écrit le quotidien officiel pékinois **Huanqiu Shibao** dans un éditorial. "Pour la politique continentale concernant l'avenir de Taïwan, elle sera un moteur positif." Le quotidien souligne que, malgré les progrès considérables depuis la première rencontre entre hauts responsables, en 1993, la reprise officielle des relations entre Pékin et Taipei a toujours échoué sur la qualité des dirigeants appelés un jour à se rencontrer - Pékin considérant Taïwan comme une province, son dirigeant ne pouvait être président. Aussi, en convenant de se rencontrer en tant que "dirigeants" et de s'appeler "monsieur", Xi et Ma ont véritablement ouvert une porte, poursuit l'éditorial. "Cependant, la question de Taïwan peut prendre trois directions : le statu quo, l'unification ou une prétendue 'indépendance de Taïwan'." Or "le maintien du statu quo est une option vague, les relations

ne peuvent s'en tenir éternellement à la situation actuelle, elles évoluent sans cesse". Et de poursuivre : "Les forces en faveur de l'indépendance ne sont le fait que de certains extrémistes à Taïwan, leur point de vue fait fi du principe de la vérité historique." Tandis que "le point de vue opposé [l'unification] est soutenu non seulement par des forces sans cesse grandissantes du continent, mais aussi par une majorité de Taïwanais".

SONDAGE

●●● Que veulent les Taïwanais ? Le quotidien **Lienhepao** fait état d'un sondage récent mené par le Centre d'études sociales de l'Académie des sciences, selon lequel ils sont 46,4 % à souhaiter l'indépendance, 37,5 % en faveur d'une "solution moyenne" (le statu quo) et 16 % pour l'unification avec la Chine. Et quel avenir entendent-ils ? Ils sont 49,7 % à prédire que Taïwan sera un jour "réunifiée (involontairement)" tandis que 35,9 % pensent qu'elle sera indépendante.

Quand l'annonce de la rencontre entre Ma et Xi est parvenue à Washington, elle a tout de suite été saluée positivement par la Maison-Blanche et par le département d'Etat américain. "Nous sommes naturellement enclins à saluer les pas qui sont faits de part et d'autre du détroit de Taïwan pour tenter de réduire les tensions et d'améliorer les relations", a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche, Josh Earnest.

La diplomatie américaine a toujours eu comme principe directeur que "le dialogue doit l'emporter sur l'affrontement". Par le passé, les Etats-Unis avaient choisi de dialoguer aussi bien avec l'Union soviétique qu'avec le pouvoir de Pékin, avec lequel ils n'avaient pas de relations officielles.

En revanche, on pourrait se demander si cette rencontre entre Ma et Xi ne sera pas utilisée par le "camp vert" [l'opposition indépendantiste] pour jeter de l'huile sur le feu et créer des troubles, comme lors du mouvement d'occupation du Parlement durant vingt-quatre

jours par les étudiants, descendus dans la rue [en mars 2014] pour protester contre l'accord-cadre de coopération économique (ECFA). Ce ne devrait pas être le cas, car le contexte est différent : l'élection présidentielle se profile à l'horizon. [La candidate du Parti démocrate progressiste (indépendantiste)] Tsai Ing-wen, qui a la victoire à portée de main et qui n'attend que le 16 janvier pour accéder au sommet de l'Etat, ne veut surtout pas provoquer de débordements maintenant.

Fi des oppositions. En effet, les mouvements de masse peuvent être à double tranchant : ils peuvent assurément rassembler des forces politiques plus importantes, mais ils peuvent aussi déraiper, avec le risque de tout gâcher. Sans oublier que Ma Ying-jeou a la possibilité, en vertu de ses fonctions, de déclarer l'état d'urgence, et d'annuler les élections. Si l'on devait en arriver là, Tsai Ing-wen ne serait-elle pas la grande perdante ? Plus important encore, la rencontre entre Ma

Ying-jeou et Xi Jinping peut permettre d'établir un cadre plus vaste pour les relations entre les deux rives, ce qui est bon pour Tsai Ing-wen. Lors de sa visite aux Etats-Unis en juin dernier, elle avait déclaré que Taïwan et la Chine populaire devaient maintenir leurs activités sur la base des "résultats acquis ensemble au fil de ces vingt dernières années" ; elle avait également souligné que la gestion des relations entre les deux rives devait obéir à une logique de maximisation des intérêts de part et d'autre, "une paix stable étant notre plus grand intérêt". Il va de soi que plus les bases sont solides, mieux c'est pour les deux pays. Lors du précédent scrutin général, M^{me} Tsai avait dit vouloir accepter l'ECFA dans son ensemble. Cette fois-ci, il n'y aurait rien d'étonnant à ce qu'elle accepte en bloc les fruits de la rencontre entre Ma Ying-jeou et Xi Jinping.

Après que Richard Nixon a ouvert la grande porte de la Chine, tous ses successeurs à la présidence des Etats-Unis, quels qu'ils soient,

démocrates ou républicains, ont suivi la voie ainsi tracée, jusqu'à la "normalisation des relations" sous le mandat de Jimmy Carter [en 1979].

Quand Nixon s'était rendu en Chine, son voyage avait fait l'objet d'un arrangement diplomatique secret. Au grand mécontentement de beaucoup d'Américains, Richard Nixon avait donc pris l'avion pour franchir l'océan à destination de ce pays si lointain qui considérait les Etats-Unis comme son ennemi juré. Les services de propagande chinois n'avaient pas hésité à dire qu'il venait "se rendre un drapeau blanc à la main" ! Richard Nixon avait quand même fait ce déplacement qui devait ouvrir une nouvelle ère. S'il n'avait pas fait fi des conseils de ceux qui ne voulaient pas qu'il y aille, comment aurait-il pu écrire cette nouvelle page de l'Histoire ? Ma Ying-jeou et Xi Jinping vont ouvrir une nouvelle voie sur laquelle pourront s'appuyer leurs successeurs. Comment ne pas s'en réjouir profondément ?

— Liu Ping

Publié le 5 novembre

Chronologie

- 1949** — La guerre civile en Chine se termine par la victoire des communistes et la fondation de la république populaire de Chine (RPC) à Pékin. Les nationalistes du Kuomintang s'établissent à Taïwan.
- 1971** — Reconnaissance de la RPC par les Nations unies.
- 1987** — Fin de la loi martiale à Taïwan et début du processus de démocratisation.
- 1992** — Consensus sur l'existence d'"une seule Chine".
- 1993** — Première rencontre d'officiels chinois et taïwanais à Singapour.
- 1996** — Taïwan élit pour la première fois son président. Pékin tire des missiles vers l'île.
- 2005** — Reprise des liens aériens et développement graduel des relations économiques et commerciales.
- 2015** — Samedi 7 novembre, première rencontre entre les deux plus hauts dirigeants à Singapour.

Vision du Monde

1^{ère} ONG de parrainage d'enfants au monde

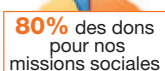
**Pour Noël,
offrez à un enfant
le plus beau des cadeaux !**

Parrainez avec Vision du Monde

Je renvoie ce coupon à Vision du Monde : 9 rue Ampère, 75017 Paris

Nom.....Prénom.....
 Adresse.....
Tel.....

**Votre don est contrôlé et bien géré !
 Nos comptes sont certifiés par le cabinet Mazars.**



J'aimerais parrainer un enfant dans l'un des pays suivants :

- Vietnam Mali Sénégal Bolivie Arménie

Et je choisis le montant de mon don mensuel :

- 30 € (soit **10,20 €***) € (à partir de 25 €)

* Vos dons sont **déductibles des impôts** à hauteur de 66 % dans la limite de 20 % de vos revenus imposables !

15331 - 12_11_2015

Rendez-vous sur visiondumonde.fr ou au 01 49 49 11 12

BANGLADESH

Un Etat aveugle contre l'islamisme

L'assassinat d'un éditeur le 31 octobre est le dernier en date d'une série d'attentats terroristes contre les blogueurs et intellectuels laïques. La faiblesse de la réponse des autorités face à la violence islamiste frise le laisser-faire.

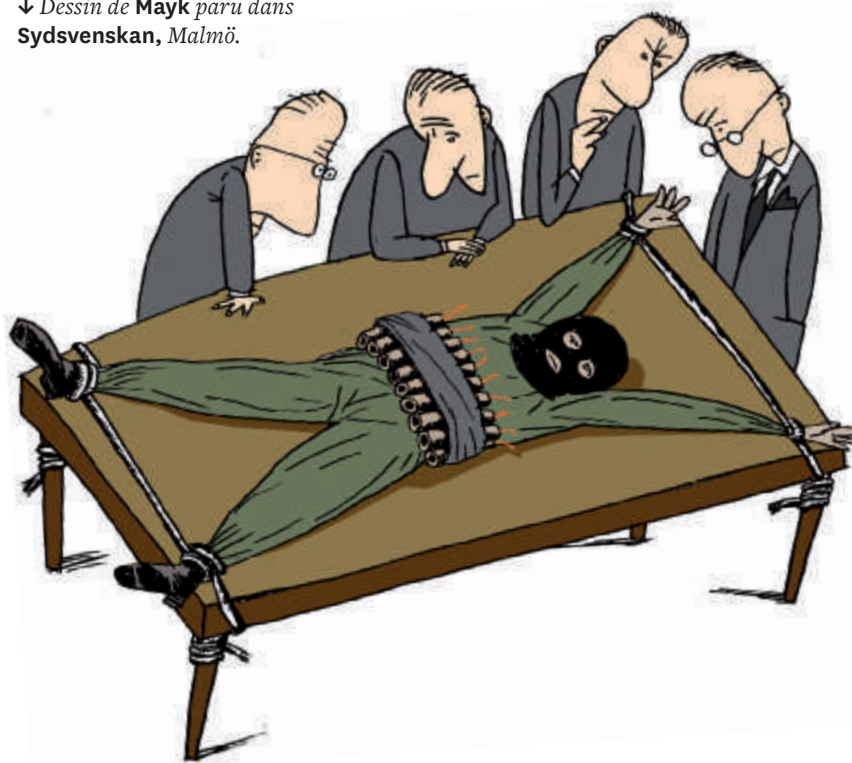
—The Daily Star *Dacca*

Le 31 octobre, le Bangladesh a assisté dans l'impuissance à des attentats qui ont provoqué la mort d'un éditeur libre penseur, en ont blessé gravement un autre et ont attaqué deux blogueurs à Dacca. Les éditeurs avaient publié des livres d'Avijit Roy, l'écrivain blogueur laïque assassiné [en février 2015].

En réaction, le ministre de l'Intérieur, Asaduzzaman Khan Kamal, a tenté le lendemain d'apaiser le pays en déclarant qu'il s'agissait d'incidents isolés et que ce genre de chose se produisait également dans

d'autres pays du monde. C'est confondant. Il n'est donc pas étonnant qu'Abul Kashem Fazlul Haq, ancien professeur de l'université de Dacca, écrivain et père de Faisal Arefin Dipan, l'éditeur assassiné, ait déclaré ne pas vouloir voir la justice mais le bon sens l'emporter : *“Ceux qui font de la politique au nom de la laïcité et ceux qui font de la politique en invoquant une religion d'Etat [le Bangladesh est un Etat laïque] sont tous en train de détruire le pays. Qu'ils reprennent leurs esprits.”* Rafida Ahmed Banya, la veuve du blogueur Avijit Roy, a elle aussi fait savoir aujourd'hui qu'elle ne demandait pas justice pour ces meurtres.

↓ Dessin de Mayk paru dans *Sydsvenskan, Malmö.*



Si Fazlul Haq et Rafida Ahmed Banya se sont exprimés ainsi, c'est par frustration devant l'incapacité des autorités à arrêter et démanteler le réseau d'extrémistes religieux et leur volonté de banaliser ces attentats.

Le ministre de l'Intérieur a beau prétendre qu'il s'agit d'incidents isolés, le fait est que les extrémistes ont tué quatre blogueurs laïques au début de l'année et qu'ils ont assassiné trois *pir* [maîtres soufis] ainsi qu'un Italien et un Japonais entre septembre et octobre.

Les assassinats des blogueurs ont été revendiqués par une organisation appelée Ansar Al-Islam, qui se qualifie elle-même d'Al-Qaida dans le sous-continent indien, section Bangladesh, et Ansarullah Bangla Team. Ansar Al-Islam a envoyé le message suivant aux médias : *“Ces éditeurs laïques et athées ont fait la guerre à l'islam de toutes les façons possibles.”* L'organisation poursuivait en menaçant d'exterminer toute personne qui oserait se dresser contre l'islam.

Notre ministre de l'Intérieur nous a assuré que les forces de l'ordre enquêtaient *“de façon approfondie”* sur ces derniers attentats. Or on a vu ce que ces enquêtes approfondies pouvaient donner.

La semaine dernière, la police avait arrêté quelques personnes *“en relation”* avec l'assassinat du ressortissant italien et déclaré que ces *“criminels”* avaient agi sous les ordres d'un *boro bhai* [frère aîné] qui serait un chef du BNP [Parti nationaliste du Bangladesh, opposition].

Ni ces arrestations ni les conclusions de la police ne sont véritablement crédibles. Après tout, juste au moment où les forces de l'ordre parlaient de ce *boro bhai*, des extrémistes ont, pour la première fois de l'histoire du pays, attaqué une communauté chiite. Une personne a trouvé la mort sur place et une autre quelques jours plus tard.

Jusqu'à présent les autorités n'ont pu mettre derrière les barreaux que deux extrémistes en relation avec le meurtre

du blogueur Oyasiqur Rahman. Les intéressés avaient été capturés par des passants alors qu'ils s'enfuyaient. La police n'a aucun mérite là-dedans.

Au lieu de mener des investigations sérieuses, la police et le parti au pouvoir ont donné au début de l'année une recette pour éviter d'autres attentats : ne pas franchir les bornes sur son blog.

En 2004, quand le terrible Bangla Bhai [terroriste islamiste] a commencé à faire parler de lui dans les médias, Khaleda Zia, la Première ministre de l'époque, avait nié son existence. L'année suivante, l'organisation avait lancé une campagne d'attentats à la bombe dans tout le pays. Cela prouve que nier l'existence des extrémistes ne fait que leur donner l'occasion de croître et de devenir plus dangereux. Il est temps que le gouvernement reconnaisse que les mesures qu'il a pu prendre pour venir à bout des extrémistes sont peu ou pas efficaces. Le gouvernement n'arrivera à rien par de fausses assurances et le déni. Les extrémistes progressent et la Première ministre, Sheikh Hasina, en est la cible depuis longtemps. Après tout, pour trouver une solution, il faut d'abord admettre qu'il y a un problème.

—Sharier Khan

Publié le 1^{er} novembre

SPÉCIAL 15 ANS : un numéro GASTRONOMYTHIQUE !



* édition classique

SOURCE



THE DAILY STAR

Dacca, Bangladesh

Quotidienne, 20 000 ex.

www.thedailystar.net

Le titre, qui a pour devise *“Le droit du peuple à être informé”*, tente de remplir cette mission le mieux possible. Son supplément, *Star Weekend Magazine*, offre d'intéressants articles sociétaux et culturels.

Tous les lundis à 23.30



GRAND CENTRAL

DES NOUVELLES DU MONDE



Ça déchaîne

VICE



amériques

Venezuela. Petites magouilles chez un géant pétrolier

Le groupe PdVSA, fleuron du pétrole vénézuélien géré par l'Etat, fait l'objet d'enquêtes judiciaires en Espagne et aux Etats-Unis. Il est soupçonné de détournement de fonds et de manœuvres frauduleuses.



—The Wall Street Journal
New York

Les dirigeants de l'une des principales entreprises de construction espagnoles étaient ravis d'avoir obtenu un rendez-vous avec Rafael Ramírez, président de Petróleos de Venezuela (PdVSA) [de 2004 à 2014]. Ils envisageaient de soumettre une offre au géant du pétrole pour un projet de production d'électricité d'une valeur de 1,5 milliard de dollars [1,3 milliard d'euros].

Or, selon deux personnes ayant participé à cette réunion, en 2006, c'est Diego Salazar, le cousin de M. Ramírez, qui les a reçus à l'hôtel Marriott de Caracas. Il est allé droit au but : les Espagnols devraient payer au moins 150 millions de dollars [130 millions d'euros] en pots-de-vin pour être

dans la course. “*Si non, vous pouvez retourner à l'aéroport*”, aurait dit M. Salazar aux hommes d'affaires. Ces derniers n'ont pas mordu à l'hameçon. Mais, selon certaines personnes ayant travaillé avec l'entreprise, nombre d'autres fournisseurs étaient prêts à jouer le jeu.

Les autorités américaines ont récemment lancé une série d'enquêtes pour déterminer si des dirigeants vénézuéliens avaient utilisé Petróleos de Venezuela pour détourner des milliards de dollars de fonds publics par le biais de pots-de-vin et autres combines. Ces investigations ont également pour but de déterminer si PdVSA et ses comptes bancaires à l'étranger ont été utilisés à des fins illégales, notamment pour réaliser des transactions monétaires sur le marché noir et pour blanchir de l'argent de la drogue. M. Ramírez, maintenant ambassadeur du

✎ Dessin de Boligán paru dans *El Universal*, Mexico.

Venezuela auprès des Nations unies, n'a pas répondu aux appels téléphoniques ni aux quatre lettres détaillées que nous lui avons adressées pour obtenir ses commentaires. De même que n'ont pas répondu le groupe PdVSA, le ministère des Communications vénézuélien, le bureau du procureur général du Venezuela et le bureau du président Nicolás Maduro, contactés par courriel ou par téléphone. M. Salazar, qui partage son temps entre New York, Miami, Caracas, Paris et Madrid, n'a pas davantage répondu.

Guérilleros marxistes. Les fonctionnaires vénézuéliens ont systématiquement rejeté de précédentes allégations de corruption, les décrivant comme des tentatives de déstabiliser le gouvernement qui seraient menées par des figures de l'opposition alliées aux Etats-Unis. Aucune accusation n'a été rendue publique pour le moment dans la présente affaire et il est possible qu'aucune ne soit finalement retenue.

Selon trois personnes proches du dossier, les procureurs fédéraux des Etats de New York, de Washington, du Missouri et du Texas se sont rencontrés courant octobre pour coordonner leurs actions et partager des preuves et des témoignages dans les diverses enquêtes en lien avec Petróleos de Venezuela. Des agents du département de la Sécurité intérieure, de l'Agence fédérale de contrôle des stupéfiants (Drug Enforcement Administration, DEA), du FBI et d'autres agences auraient également assisté à la réunion.

Sous la direction de M. Ramírez, dont le père était un guérillero marxiste, la compagnie pétrolière PdVSA, qui était autrefois l'une des plus efficaces du monde, est devenue le bras financier de la révolution socialiste du défunt président Hugo Chávez [décédé en mars 2013].

Les pétrodollars ont servi à payer des logements, des équipements d'électroménager et de la nourriture pour les pauvres. Autant de mesures qui ont permis de gagner des voix, mais qui ont aussi eu pour effet de priver l'industrie pétrolière de fonds pour investir et assurer l'entretien des infrastructures.

Ceux qui le connaissent disent que M. Ramírez, 52 ans, a amassé une imposante fortune. Une de ses anciennes connaissances n'hésite pas à mentionner le goût de M. Ramírez pour les meilleurs châteaux-pétrus et lâche : “*Son cœur est à gauche, mais son portefeuille est en sûreté, bien à droite.*”

Des gens qui ont travaillé en étroite collaboration avec lui indiquent qu'il avait tendance à confier les postes importants à des membres de sa famille et se méfiait des étrangers. “*Il gérait le groupe comme s'il s'agissait d'une entreprise familiale*”, estime une source proche de la présidence actuelle de PdVSA.

Dans l'univers de M. Ramírez, Diego Salazar, 47 ans, occupe une place prépondérante, indiquent des sources proches du dossier. Comme son cousin, M. Salazar avait

“*Son cœur est à gauche, mais son portefeuille bien à droite*”

pour père un guérillero marxiste. Quand le père de M. Salazar s'est retrouvé en prison, celui de M. Ramírez a pris soin du jeune Diego et de sa famille. Et, lorsque le père de M. Ramírez a été emprisonné à son tour, les rôles ont été inversés.

Les deux hommes ont grandi avec l'idée que le Venezuela devait subir une profonde transformation et abandonner sa position proaméricaine.

Leur souhait se réalise en 1998 avec l'élection de Hugo Chávez. M. Ramírez, ingénieur, se voit confier en 2002 la gestion du ministère de l'Energie, puis, en 2004, celle de PdVSA. M. Salazar est lui aussi rapidement associé aux affaires de la compagnie. Il négocie les contrats avec les entreprises de Chine et d'ailleurs. Certains de ses proches décrivent sa vie comme une succession de voyages en jet privé et de repas somptueux en compagnie de candidates aux concours de beauté.

Dans les rues congestionnées de Caracas, la Ferrari de M. Salazar est suivie de près par une grosse voiture remplie de gardes du corps. Des amis racontent que son obsession pour les montres de luxe le pousse parfois à offrir des Rolex aux personnes qui assistent à ses fêtes, non sans avoir d'abord réduit en poussière leur ancienne montre dans un mortier qu'il garde à portée de main. D'où ses surnoms de “*el Señor de los Relojes*” [Le Seigneur des montres] ou “*Mr. Wrist Watch*” [M. Montre-Bracelet], si l'on en croit les transcriptions de conversations enregistrées par la police espagnole.

Blanchiment présumé. En mars 2015, le Financial Crimes Enforcement Network (FinCen), une agence du ministère du Trésor américain [chargée de lutter contre la délinquance financière], a révélé des informations sur les mouvements des capitaux de PdVSA. Dans un rapport, elle désigne une banque installée à Andorre comme machine à blanchir des capitaux par des fonctionnaires vénézuéliens corrompus et des malfrats russes et chinois.

Selon le FinCen, des cadres de la Banca Privada d'Andorra (BPA) ont participé au blanchiment d'argent vénézuélien pour un montant équivalent à plus de 4 milliards de dollars [3,6 milliards d'euros], dont environ 2 milliards provenant de PdVSA. Ces révélations du FinCen ont eu des conséquences importantes, puisque dès le mois de mars 2015 les autorités andorranes et espagnoles ont pris le contrôle de BPA et de Banco Madrid, sa filiale espagnole.

Selon des sources bien informées, les autorités espagnoles enquêtent actuellement sur M. Ramírez, M. Salazar et d'autres individus ayant fait des affaires avec PdVSA, pour des faits présumés de blanchiment d'argent.

En octobre 2015, les actionnaires majoritaires de BPA, Ramon et Higini Cierco, ont engagé une procédure devant le tribunal fédéral de Washington pour demander un retrait de l'avis du FinCen. Ni les audits réalisés par les meilleures firmes comptables, ni les vérifications effectuées par les autorités andorranes et espagnoles n'avaient soulevé de préoccupations importantes, affirmait un porte-parole des Cierco. Il ajoutait que la banque avait signalé aux autorités les faits présumés de blanchiment d'argent bien avant la publication du rapport du FinCen.

En mai, les autorités judiciaires andorranes ont préparé un volumineux dossier et demandé de l'aide au ministère de la Justice américain et aux autorités judiciaires vénézuéliennes pour la suite de l'enquête. Un document examiné par *The Wall Street Journal* donne un aperçu des transactions suspectes. Il y est demandé aux autorités américaines de fournir des informations sur une vingtaine de personnes, dont deux banquiers vénézuéliens influents et d'anciens cadres de PdVSA, ainsi que sur des joint-ventures créées entre PdVSA et des compagnies pétrolières étrangères.

Selon les documents d'Andorre, des centaines de millions de dollars auraient été déposés sur les comptes de M. Salazar dans la principauté par diverses entreprises. Nombre de celles-ci étaient en réalité des sociétés fictives basées au Panama, au Belize et dans les îles Vierges britanniques. D'après l'un des documents, "on peut supposer que ces fonds ont une origine criminelle et qu'ils sont issus de la corruption politique".

Profits non déclarés. Les deux documents répertorient également des paiements suspects de plusieurs millions de dollars, dont certains auraient été émis par M. Salazar à destination de cadres de PdVSA et d'autres fonctionnaires vénézuéliens. Selon les transcriptions des enregistrements réalisés par la police espagnole et examinées par *The Wall Street Journal*, M. Salazar aurait ainsi versé 80 000 dollars [73 000 euros] à la police

vénézuélienne pour qu'elle ferme les yeux sur des transactions suspectes.

Les documents andorrans citent également des transactions impliquant des entreprises chinoises. Cinq entreprises de construction et compagnies pétrolières chinoises auraient déposé quelque 154 millions de dollars [139 millions d'euros] sur les comptes d'une société fictive panaméenne appartenant à M. Salazar, sur une période de dix mois jusqu'en septembre 2012.

Ces dépôts correspondraient à des commissions – s'élevant parfois jusqu'à 15% – sur des contrats conclus entre les entreprises chinoises et la société de M. Salazar. Les paiements évoquent des *contrats de conseil*, mais les services fournis ne sont pas décrits de manière plus détaillée. Les entreprises chinoises concernées n'ont pas répondu aux demandes de commentaires qui leur ont été adressées.

“Un système de corruption généralisée au sein de l'entreprise”

D'après des sources proches du dossier, des cadres de PdVSA ont également fait des profits non déclarés, en exploitant le système de change extrêmement complexe du Venezuela. Ils ont profité de l'écart énorme entre le taux de la devise vénézuélienne sur le marché noir des devises, qui n'est pas loin d'atteindre 800 bolivars par dollar, et le taux officiel, qui est de 6,3 bolivars par billet vert.

Les documents andorrans montrent aussi qu'en mars 2012 M. Ramírez a demandé à PdVSA d'obtenir une ligne de crédit en bolivars auprès d'une firme qui avait embauché l'une de ses proches connaissances comme consultant. Le prêt, d'une valeur de 17,9 milliards de bolivars, devait être remboursé en dollars.

Si l'on se fie au taux de change officiel de l'époque – 4,3 bolivars par dollar –, la valeur du prêt était d'environ 4,16 milliards de dollars [3,7 milliards d'euros]. Les bolivars pouvaient cependant être échangés facilement à raison de 9,3 par dollar sur le marché parallèle des devises du pays, ce qui signifie que le prêteur avait théoriquement pu se les procurer pour 1,92 milliard de dollars [900 millions d'euros] seulement et qu'il empochait un profit potentiel de plus de 2 milliards de dollars.

D'après les enquêteurs andorrans, l'arrangement était une opération de change "secrète" qui a permis à une connaissance de M. Ramírez d'empocher une commission d'au moins 70 millions de dollars [63,4 millions d'euros].

Selon des cadres anciens et actuels de PdVSA, l'inadéquation des contrôles financiers rendait difficile la détection des transactions frauduleuses. "Il n'y avait pas de vérification quant à la façon dont l'argent était géré", a confirmé Ramón Espinasa, économiste en chef de PdVSA avant l'ère Chávez.

C'est ainsi que, d'après des sources bien informées, environ 3 milliards de dollars des 15 milliards [13,5 milliards d'euros] de services et d'équipements achetés chaque année par PdVSA représentaient des surfacturations. Elles ont été reversées sous forme de pots-de-vin à des cadres supérieurs de la compagnie, à des responsables du gouvernement et à des hommes d'affaires. Un ancien dirigeant de PdVSA déclare : "Je peux vous dire qu'il y avait un système de corruption généralisée au sein de l'entreprise."

A New York, les enquêteurs "ont tout – les contrats, les mémos et les courriels", ajoute-t-il en désignant la haute pile de documents dont disposent les enquêteurs.

Un taiseux. Un cadre de l'industrie pétrolière a confié que des dirigeants de PdVSA qui souhaitaient acheter un bateau doté d'équipements sismographiques avaient proposé au vendeur européen plus du double des 125 millions de dollars [113,8 millions d'euros] qu'il en demandait. Il a ajouté que leur objectif était de se partager ensuite le butin. De son côté, un ancien cadre d'une société asiatique de services pétroliers a dit qu'il avait systématiquement dû verser des centaines de dollars en espèces ou offrir des cadeaux – des montres, par

exemple – pour obtenir des rendez-vous avec des cadres moyens de PdVSA au cours des dernières années.

Ces pratiques – ainsi que l'hostilité du Venezuela envers de nombreuses multinationales occidentales – ont exclu la majorité des sociétés américaines et de nombreuses entreprises européennes. D'après l'ancien haut fonctionnaire vénézuélien, celles-ci ont laissé le champ libre aux entreprises iraniennes, russes et chinoises.

A New York, les autorités américaines interrogeraient actuellement une demi-douzaine d'anciens hauts responsables du groupe. Elles espèrent aussi obtenir la coopération de M. Ramírez. L'ancien ingénieur est brouillé avec ses ex-camarades au Venezuela depuis qu'il a été évincé de son poste de président de PdVSA et de ministre de l'Énergie, l'an dernier. De fait, sa réaffectation aux Nations unies fait figure de rétrogradation.

Au sein des Nations unies, M. Ramírez, dont la voix basse contraste avec la taille imposante, est perçu par certains diplomates comme très réservé. "C'est un homme solitaire qui parle très peu aux autres", dit l'un d'eux.

— Juan Forero, José de Córdoba
Publié le 21 octobre

Contexte

●●● Le Venezuela connaît une crise économique aiguë, note *The Wall Street Journal*. Selon le FMI, l'économie du pays devrait se contracter de 10% cette année et l'inflation pourrait atteindre 160%. La monnaie (le bolivar) a été fortement dévaluée et le secteur industriel vénézuélien est "moribond", écrit le journal. A l'approche des élections législatives, le 6 décembre prochain, la pénurie et la valse des étiquettes dans les magasins épuisent la population.



OFFREZ L'EXPÉRIENCE BIÈRE PARFAITE.*

*Qualité professionnelle

Pour l'achat de THE SUB® sur the-sub.com
Recevez 2 TORPS® de bières gratuites
avec le code exclusif **SUBSTORE2015****



** Pour tout achat de THE SUB® Heineken Edition, offre promotionnelle valable en France Métropolitaine seulement réservée aux personnes majeures pour l'achat de THE SUB® Heineken Edition du 19/11/2015 au 20/12/2015 au SUBSTORE, et sur le site www.the-sub.com

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



moyen-
orient

Turquie. Les tristes lendemains d'une victoire

Fort de son succès électoral, le président Erdogan va se montrer plus autoritaire, poursuivant ses attaques contre les libertés, au péril de la démocratie turque.



—The Wall Street Journal
New York

Le président Tayyip Erdogan a apporté une nouvelle preuve de son talent pour les manœuvres politiques en obtenant le 1^{er} novembre des électeurs turcs le rétablissement d'une majorité parlementaire pour le Parti de la justice et du développement (AKP). Cette victoire risque pourtant de renforcer les tendances autoritaires du chef de l'Etat et pourrait même mettre en péril la démocratie turque.

Erdogan a emporté les élections en se présentant à la fois comme un homme fort et comme la victime de complots politiques haineux. Cette image contradictoire lui a permis de séduire une part considérable de l'électorat et d'inspirer une sorte de culte de la personnalité. Depuis, il dirige la Turquie en inspirant la crainte et par le biais d'un réseau d'affidés au sein du parti et de l'administration.

Mais, en juin dernier, pour la première fois en treize ans, l'AKP perdait sa majorité

parlementaire. Un gouvernement de coalition entre l'AKP et le Parti républicain du peuple (CHP), de gauche, paraissait inévitable. Cette coalition aurait été une bonne nouvelle pour la Turquie, mais pas pour Erdogan. Les négociations entre les deux partis ont échoué, tout en laissant apparaître les craintes du chef de l'Etat à propos d'éventuelles poursuites judiciaires liées à certaines de ses activités durant son mandat. A l'époque, l'AKP avait indiqué qu'il s'opposerait aux procédures visant Erdogan pour des actes de corruption que d'autres partis s'étaient engagés à entamer.

Le vote du 1^{er} novembre montre que le président turc a les moyens de surmonter ce genre de déconvenue. Il faut dire que les événements ont joué en sa faveur. Sa défaite aux élections de juin a en effet été suivie par la reprise des hostilités avec les militants kurdes du PKK [parti extrémiste kurde], qui ont fait plusieurs centaines de victimes. Pire, Ankara a été le théâtre de deux attentats à la bombe revendiqués par Daech.

✍ Dessin de Carlos Latuff,
Brésil.

Face à une opinion publique traumatisée par les événements de cet été, Erdogan a pu jouer la carte de l'homme fort. Son Premier ministre et allié, Ahmet Davutoglu, a même déclaré qu'en cas de résurgence du conflit avec le PKK on assisterait également au "retour des Taurus blancs", ces véhicules banalisés de la police turque dans lesquels disparaissaient les militants kurdes dans les années 1990. L'AKP a également brandi le marteau du nationalisme turc contre le nationalisme kurde, bombardant des camps du PKK dans le nord de l'Irak et interpellant des centaines de militants. Craignant les uns le retour des attaques terroristes du PKK, les autres le ravivement du conflit avec les autorités turques, les électeurs nationalistes et les communautés kurdes ont largement soutenu la candidature d'Erdogan.

De retour au pouvoir, l'AKP va pouvoir poursuivre ses attaques contre les libertés, notamment celle de la presse, pour faire taire les opposants. L'AKP veut à tout prix éviter une redite des manifestations du parc Gezi de

2013, quand un petit mouvement de défense de l'environnement s'était transformé en quelques jours en vaste rassemblement anti-AKP. Ironie de l'histoire, c'est la classe moyenne – que les réussites économiques d'Erdogan ont permis de faire émerger – qui constitue aujourd'hui la principale menace pour l'AKP.

Le chef de l'Etat n'en continuera pas moins à monopoliser les pouvoirs. On ignore encore s'il prendra des mesures immédiates pour transformer la démocratie parlementaire turque en régime présidentiel, mais il est certain qu'il exercera dans les faits la double fonction de chef de l'Etat et de chef de gouvernement, rassemblant entre ses mains plus de pouvoirs que n'importe quel autre dirigeant démocratiquement élu en Europe.

Sur le plan intérieur, l'AKP ne peut pas combattre les Kurdes indéfiniment. Erdogan finira par inviter le PKK à reprendre les négociations suspendues en juillet. Cela lui fera peut-être perdre quelques partisans nationalistes, mais les Kurdes n'en soutiendront que davantage l'AKP. En fin de compte, Erdogan sait qu'il peut compter sur le soutien populaire en garantissant la prospérité économique. Si le régime permet à la Turquie de renouer avec la croissance, Erdogan gardera le soutien de sa base conservatrice.

C'est un cercle vicieux. Plus il se montre autoritaire, plus il est difficile pour lui d'accepter de perdre le pouvoir et peut-être de payer pour ses crimes. Erdogan n'a pas d'autre choix que d'opprimer un peu plus son peuple. L'homme fort de la Turquie est aussi le plus faible de son pays. Tant que la Turquie demeure une démocratie.

—Soner Cagaptay
Publié le 4 novembre

Vite, une nouvelle Constitution

Le vœu d'Erdogan de faire évoluer la Turquie vers un système présidentiel lui octroyant plus de pouvoirs ne semble pas près de se réaliser.

—Radikal (extraits) Istanbul

Dès le lendemain des élections législatives du 1^{er} novembre, l'AKP a abordé le thème d'une modification de la Constitution dans le but d'évoluer vers un système présidentiel. Le 2 novembre au soir, le porte-parole de l'AKP invitait les partis de l'opposition à collaborer en vue d'adopter une nouvelle Constitution. Au même moment, le secrétaire général du parti d'opposition CHP abordait ce sujet en conférence de presse en expliquant que son parti était prêt à discuter d'une nouvelle Constitution. Toutefois, il excluait tout ce qui est relatif à une évolution vers un système présidentiel.

Le 1^{er} novembre, la moitié de l'électorat a donc voté pour l'AKP, lui octroyant la possibilité, avec 317 députés (sur 550), de gouverner seul. Mais cela n'est toutefois pas suffisant pour pouvoir modifier la Constitution par un vote de l'Assemblée nationale. Pour cela, l'AKP a en effet besoin de 367 députés. Déjà en 2011, le président de l'Assemblée nationale, Cemil Cicek, avait créé une commission regroupant quatre partis. Celle-ci avait réussi à s'entendre sur la rédaction d'une soixantaine d'articles d'une nouvelle Constitution, mais ses travaux s'étaient arrêtés à la suite de la volonté d'Erdogan, alors Premier ministre, d'intégrer à ce projet l'idée d'évoluer vers un système présidentiel.

Aujourd'hui, la probabilité qu'une nouvelle commission réunissant les quatre partis se mette en place semble très faible. L'AKP pourrait aussi encourager des défections dans les partis d'opposition, pratique qui susciterait des critiques sur le plan éthique et qui entrerait en contradiction avec les principes avancés par ce parti sur la question. Par contre, un large consensus populaire autour d'une nouvelle Constitution reste possible dans le cadre d'une collaboration entre l'AKP et le CHP, ces deux partis représentant les trois quarts de l'électorat, avec 451 sièges. Cependant, si le CHP ne souhaite pas dans ces conditions entamer un débat constitutionnel et que par conséquent une nouvelle Constitution n'est pas adoptée, Erdogan a toujours la possibilité de gouverner la Turquie comme si un système présidentiel avait été adopté, ce qu'il fait déjà.

—Murat Yetkin
Publié le 4 novembre

ISRAËL

La dynamique de la haine

Vingt ans après l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin, les commentaires racistes et les incitations au meurtre explosent sur les réseaux sociaux israéliens.



—Maariv Tel-Aviv

Oui, tout cela est exact. “Nous n'avons pas de partenaire [palestinien].” “[Le président palestinien] Mahmoud Abbas est un faible.” “Voyez ce qui se passe autour de nous [au Moyen-Orient].” “Daech.” “Le monde entier est hypocrite.” Etc. Quel est le rapport entre tout ça et l'assassinat par le feu d'un bébé [palestinien, le 30 juillet] avec toute sa famille ? Quel est le rapport avec l'effroi qui me transperce au Bloomfield Stadium [stade du club de foot Hapoël de Tel-Aviv] quand j'entends les supporters de l'équipe adverse [du Beitar de Jérusalem, majoritairement orientaux et réputés pour leur racisme antiarabe, antiashkénaze et antirussophone] hurler : “Dommage qu'Hitler n'ait pas fini le travail !” Quel est le rapport avec la mise en garde à vue de l'épouse juive éthiopienne de mon meilleur ami tout simplement parce qu'elle est noire ? Quel est le rapport avec tous ces Juifs qui se poignent les uns les autres, simplement en raison de leur physique [oriental], qui les fait se prendre les uns les autres pour des Arabes ? Quel rapport, me direz-vous ? La conspiration du silence. La rupture du lien social. Le déni. Le soupçon. La haine.

Vingt années se sont écoulées depuis l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin, ce général qui avait planifié, mené et gagné (ou perdu ?) la guerre des Six-Jours [1967]. Pour certains, il est coupable de son assassinat. C'est la victoire de juin 1967 qui

a conduit à sa mort. En outre, les manuels d'histoire israéliens sont en passe d'être révisés [par la ministre ultranationaliste Miri Regev] et, par un tour de passe-passe, de reporter sur la victime la culpabilité de son propre assassinat.

En Israël, il en va avec Rabin comme il en va dans tous les domaines. Les femmes violées n'ont qu'à s'en prendre à elles-mêmes si elles ne marchent pas en rasant les murs. Les jeunes de la communauté LGBT mortellement agressés n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes s'ils ont choisi cette orientation sexuelle. Les footballeurs russophones n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes s'ils ne parviennent pas à perdre leur accent slave.

La société israélienne flirte dangereusement avec le fascisme

Les Ethiopiens [juifs] n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes s'ils se promènent en public sans cacher leur couleur de peau. En définitive, tous ces Arabes, tous ces gauchistes, tous ces Ashkénazes et tous ces étrangers n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes si leur simple existence suffit à ce que des Israéliens en délire fomentent des émeutes.

Il y a quelques semaines, la Fondation Berl Katznelson publiait un rapport édifiant sur la dynamique de haine aujourd'hui à l'œuvre en Israël. Les médias et les réseaux sociaux sont submergés par des torrents de

haine raciale et politique. Ce rapport met également en évidence la force virale des commentaires racistes et des discours d'exclusion, qui s'autoalimentent, font bouler de neige et tendent à monter les uns contre les autres les différents secteurs sociocommunautaires dans des proportions jamais atteintes auparavant.

Sans équivoque. En un an, les appels à la violence physique ont augmenté de 300 %. Sur Internet, le rapport Katznelson a identifié 10 200 internautes dont la seule occupation est de poster des commentaires appelant à tuer ou à brûler vif. Depuis le début du mois d'octobre, les commentaires racistes et les incitations au meurtre contre les Arabes et les gauchistes ont explosé. La moitié des commentaires appellent au meurtre contre les Arabes et près d'un tiers à s'en prendre physiquement à la classe politique, y compris aux membres du gouvernement actuel.

La tendance qui se dessine est sans équivoque : la société israélienne avance à pas de géant vers un modèle séparatiste et flirte dangereusement avec le fascisme. L'histoire récente nous a appris, à nous, Juifs, à quelle vitesse une société démocratique et pluraliste pouvait sombrer dans la folie extrémiste.

✍ Dessin de Langer paru dans Clarín, Buenos Aires.

Mais, surtout, pas d'examen de conscience ! Nos dirigeants n'ont rien appris de notre expérience historique de peuple persécuté, pas plus qu'ils n'ont appris de ce fait unique dans l'histoire de la nation israélienne : l'assassinat d'un Premier ministre en exercice et démocratiquement élu. Nos dirigeants politiques n'ont pas la capacité (ou la volonté ?) de prendre la mesure de cette évolution effrayante de la société israélienne, une évolution qui menace de détruire l'œuvre sioniste et d'emporter tout notre peuple dans sa chute.

Il semble ne plus exister à la tête de l'Etat d'Israël une quelconque instance à même de retenir le bras des meurtriers racistes ou de ceux qui appellent à l'assassinat raciste ou politique. Aujourd'hui, ce sont des dizaines de milliers de Yigal Amir [l'assassin de Yitzhak Rabin] qui se promènent en liberté et, quand ils entrent dans la clandestinité, ce n'est pas pour palabrer mais pour passer à l'acte. Les militants du Tag Mehir ou de Lehava [groupes extrémistes nationalistes religieux] sont la preuve que nous n'avons plus affaire à du terrorisme individuel, mais à des organisations à la symbolique fasciste et à l'idéologie raciste. Le temps nous est compté.

—Doron Elhanani
Publié le 26 octobre

Le Monde | L'Obs | Télérama | Courrier international | Challenges

présentent

LE SALON GRANDES ÉCOLES

SAMEDI DIMANCHE 14 & 15 NOVEMBRE 2015
10h - 18h

LES DOCKS - CITÉ DE LA MODE ET DU DESIGN
34 QUAI D'AUSTERLITZ - PARIS

ENTRÉE GRATUITE



INFORMATIONS SUR :
SALON-GRANDES-ÉCOLES.COM

INSCRIVEZ-VOUS



RENDEZ-VOUS SUR CAMPUS





afrique

Burundi. Une guerre civile larvée

Vague d'assassinats ciblés, manifestations sanglantes... Le pays sombre dans la violence. Toutes les tentatives diplomatiques ont échoué. Cet éditorialiste craint le pire.



—Terangaweb Dakar

Au Burundi, nous sommes en train de voir se développer les germes d'un danger imminent, sans grande réaction autre que symbolique. L'entêtement de Pierre Nkurunziza à obtenir un troisième mandat malgré la forte opposition d'une partie de son peuple a déjà coûté au pays un bilan macabre. Selon le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU, 134 morts, des centaines d'arrestations et plusieurs milliers de déplacés ont été enregistrés.

Des cadavres de personnes tuées à bout portant, souvent avec des traces de torture, jonchant les rues de Bujumbura, semblent devenir un spectacle quotidien dans le pays. Il se passe au Burundi quelque

chose d'effroyable et qui pourrait bientôt virer au drame pour l'humanité, à l'instar de cette balafre sur le corps de l'Afrique qu'est le génocide rwandais. Il y a vingt ans, par un silence coupable, le monde a regardé une horreur insoutenable se perpétuer au Rwanda, petit pays niché au cœur de l'Afrique profonde, sans ressources. Donc peu digne d'intérêt.

Désinvolte. Parti d'une contestation politique sur fond de divergence d'interprétation de la Constitution entre un président têtu et une opposition soucieuse d'exprimer de façon vive son avis dans la rue, on est aujourd'hui [au Burundi] en face d'un vrai risque de basculement dans la guerre civile.

La répression du pouvoir burundais est atroce. Pierre Nkurunziza

n'a jamais montré une réelle envie de trouver une issue pacifique à la crise qui secoue son pays depuis plusieurs mois. Au contraire, son attitude désinvolte a convaincu les plus optimistes qu'il n'a guère l'étoffe du leader à la hauteur de la situation du pays.

Mais ce qu'il a en face de lui n'est plus seulement une jeunesse qui se dresse pour recouvrer une souveraineté démocratique usurpée par un homme et un clan, mais une véritable résistance armée, organisée et prête à en découdre. La disparition dans la nature du général Godefroid Niyombare, auteur du coup d'Etat

La répression du pouvoir en place est atroce

✓ Dessin de Gado
paru dans Daily Nation,
Nairobi.

Les Nations-Unies ne prennent pas la pleine mesure de la crise

manqué contre Nkurunziza, et le degré de professionnalisme par lequel certains proches du président burundais ont été tués laissent croire à une pareille éventualité. Le Burundi est aux portes de l'enfer de la guerre civile.

Aux exactions du pouvoir succèdent celles du camp d'en face. Les deux parties rivalisent dans la création des conditions d'un équilibre de la terreur.

Fait accompli. A l'assassinat, le 2 août, du général Adolphe Nshimirimana, très proche de Nkurunziza, est venu répondre celui du colonel Jean Bikomagu, ancienne figure de l'armée. Depuis, l'escalade est de mise. Des dirigeants de partis d'opposition ont été tués. Le défenseur des droits de l'homme Pierre-Claver Mbonimpa ainsi que Prime Niyongabo, chef d'état-major de l'armée burundaise, ont tous les deux échappé de justesse à des attentats. Le pays est en passe de basculer dans une violence généralisée sur fond de soupçon de déstabilisation du voisin rwandais. Jusqu'à quel point le pays s'enfoncera-t-il dans la violence ? Aucun scénario de sortie de crise ne se dessine. Pierre Nkurunziza a mis l'Afrique et le monde devant le fait accompli avec sa réélection contestée, en juillet dernier.

Le camp du pouvoir refuse d'entamer le moindre dialogue avec ceux qu'il qualifie d'"*insurgés*". Et l'opposition armée n'est plus dans une logique défensive, mais attaque les positions du pouvoir. Elle est même visiblement dans une stratégie d'isolement de Pierre Nkurunziza au travers de l'élimination d'éminents membres de sa garde rapprochée.

Quel est son but ? Eliminer physiquement Nkurunziza et prendre le pouvoir à Bujumbura ? Ce scénario rappelle douloureusement celui de 1993, quand l'assassinat du président hutu Melchior Ndadaye avait provoqué une guerre civile dans le pays avec à la clé dix ans de conflit et 300 000 morts.

Les Nations unies ne semblent pas prendre la pleine mesure du risque qui pèse sur ce petit pays pauvre. L'Union africaine

ainsi que les instances sous-régionales, quant à elles, malgré quelques déclarations de principe, peinent à imposer le dialogue à des acteurs dont la frénésie guerrière semble sans limites.

Or le monde ne doit pas détourner son regard du Burundi. Nous ne devons pas nous laisser des morts quotidiennes, qui, à terme, deviennent de banales statistiques. Le souvenir du Rwanda doit rester vif dans nos esprits. Le Burundi est un cas sérieux qui mérite qu'on s'y penche avant que l'irréparable ne s'y produise.

—Hamidou Anne
Publié le 24 novembre

CHRONOLOGIE

2005 Victoire du oui au référendum sur la nouvelle Constitution. Election du président Pierre Nkurunziza, ex-chef rebelle hutu, qui met fin au règne presque sans partage de la minorité tutsie.

2010 Réélection de Pierre Nkurunziza.

Mars 2014 Un projet de révision constitutionnelle controversé n'est pas adopté, à une voix près, par l'Assemblée nationale burundaise. Camouflet pour le chef de l'Etat, Pierre Nkurunziza.

Avril 2015 Pierre Nkurunziza décide malgré tout de briguer un troisième mandat alors que la Constitution fixe la limite à deux.

13 mai Le général Godefroid Niyombare échoue dans sa tentative de coup d'Etat contre Nkurunziza. Répression sanglante.

21 juillet Election présidentielle. Nkurunziza est proclamé vainqueur avec 69,41 % des voix.

SOURCE



TERANGAWEB

Dakar, Sénégal

www.terangaweb.com

Lancé en 2011, Terangaweb est un site d'analyse politique, économique, culturelle et sociale. Ce projet est porté par le think tank L'Afrique des idées, qui réunit de jeunes cadres et experts africains, diplômés des plus prestigieuses universités du monde, autour du concept d'"afro-responsabilité".

"Mieux comprendre les défis auxquels fait face le continent africain afin d'œuvrer à ce qu'il puisse les relever", écrivent les promoteurs du site.

PASSEZ AUTANT DE TEMPS AVEC VOS ENFANTS QU'AVEC VOS CLIENTS.

JUSQU'À
25
VOLS
PAR JOUR*



HOP! s'adapte à votre rythme avec le plus grand nombre de fréquences de vols du marché. Avec votre billet dans la gamme de tarifs Flex, HOP! vous permet une vraie flexibilité : vous pouvez changer de date, de vol, de parcours et vous faire rembourser votre billet si vous n'avez pas pu voyager.

   hop.com ou airfrance.fr

Billets en vente sur nos sites ou dans votre agence de voyage.

*Fréquence maximale des vols de La Navette entre Toulouse et Paris.
Voir détails sur hop.com ou airfrance.fr

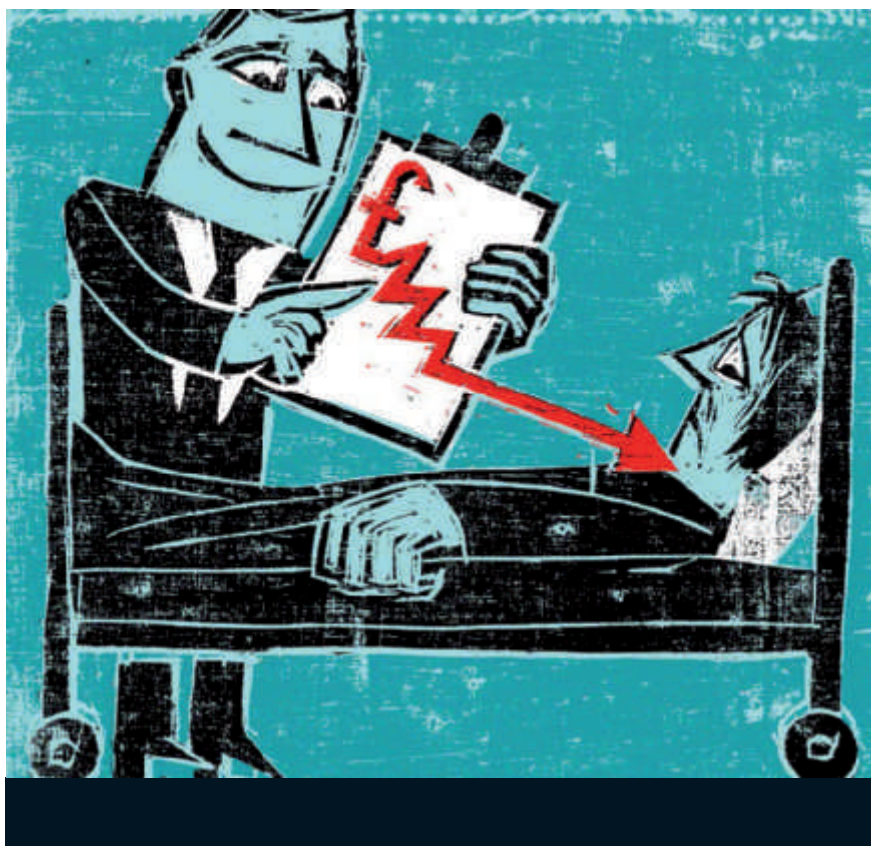
HOP!
VOUS Y ÊTES.



europe

Royaume-Uni. Le système de santé aux urgences

Avec l'évolution démographique, le NHS (National Health Service), financé par les impôts, atteint son point de rupture. La seule solution serait un système fondé sur l'assurance personnelle.



—The Daily Telegraph (extraits)
Londres

Il y a une trentaine d'années, Norman Fowler, qui était à l'époque ministre [conservateur] des Services sociaux, m'avait mis en garde contre une "bombe à retardement démographique" que seul le gouvernement pouvait désamorcer. Il faisait référence au vieillissement de la population : faute de mesures politiques héroïques, le système de santé et les services sociaux s'effondreraient sous le poids de la demande. Quand ? "Dans une trentaine d'années."

Aujourd'hui, chaque fois ou presque que nous ouvrons le *Telegraph*, nous tombons sur des articles terrifiants sur le NHS [le système de santé public]. La médecine générale subit une pression impossible ; les infirmiers sont tellement rares qu'on modifie les lois sur l'immigration pour les faire venir de l'étranger ; les établissements du NHS ont besoin de 450 millions de livres [plus de 630 millions d'euros] pour financer des réparations de matériel en suspens ; pis encore, trois hôpitaux sur quatre ne respectent pas les normes de sécurité de base.

C'est donc ce système qui fait "des jaloux dans le monde entier", un colosse qui coûte

✂ Dessin de Pudles
paru dans *The Guardian*, Londres.

116,4 milliards de livres par an au contribuable rien que pour l'Angleterre. Et on a beau dépenser tout cet argent, les hôpitaux continuent de s'effondrer et demeurent des nids à infections. On manque de médecins et d'infirmiers, et il est plus facile de faire entrer son fils à Eton que d'obtenir un rendez-vous rapidement avec son médecin traitant.

L'une des raisons de cette situation tient au nombre important de personnes âgées, dont beaucoup sont infirmes au point de ne plus pouvoir se débrouiller seules chez elles. Souvent, les familles ne disposent pas des équipements nécessaires pour s'occuper d'elles correctement quand elles deviennent grabataires et incapables de se déplacer. Nombre de personnes qui devraient se trouver en maison de retraite occupent des lits d'hôpitaux coûteux. Cela ne peut pas durer.

Et le pire est encore à venir. Au cours des vingt prochaines années, les plus de 85 ans vont voir leur nombre plus que doubler et passer à 3,5 millions. Et, bien entendu, les miracles que la médecine peut accomplir vont se multiplier aussi, et le contribuable, qui finance le NHS, voudra avoir accès gratuitement à ces prodiges souvent onéreux.

Scandale. Il serait faux de dire que j'attends du gouvernement qu'il prenne le relais de lord Fowler et s'attaque à ce problème. Aucun gouvernement ne s'y attaquera, parce qu'il faudrait pour cela avoir une conversation très adulte avec la population sur le NHS et la viabilité d'un modèle datant de 1948 dans la Grande-Bretagne du XXI^e siècle. Les conceptions des gens sont tellement ancrées dans les émotions, et donc dans l'irréalité, qu'aucun homme politique n'ose les remettre en cause. Or ce débat est urgent, car l'autre issue, c'est l'effondrement.

Le 4 juillet 2011, la commission Dilnot sur le financement de la prise en charge des personnes âgées a publié son rapport, mais il n'a pas été suivi d'effet. C'est scandaleux. Il pointait le risque que des centaines de

Il est plus facile de faire entrer son fils à Eton que d'obtenir un rendez-vous avec son médecin

milliers de personnes âgées se retrouvent dans l'incapacité de s'occuper d'elles ou de payer quelqu'un pour le faire. Il alertait sur le fait que nombre de familles seraient incapables de faire face, malgré leur bonne volonté. Il recommandait un système fondé sur une assurance. Mais il a été ignoré.

Conséquences : un sort misérable attend ceux qui ne se sont pas préparés à une longue vieillesse, et le NHS court à sa perte. Jeremy Hunt, le ministre de la Santé, est fort habile pour ce qui est de garder profil bas, mais le fait est que le NHS est au bout du rouleau, et que seules des réformes fondamentales préserveront ses chances de survie.

Un gouvernement responsable devrait mettre immédiatement en application les recommandations du rapport Dilnot, de façon que les gens anticipent dès aujourd'hui la possibilité de vivre longtemps et le besoin d'une prise en charge professionnelle de longue durée. Il chercherait en outre à réserver le NHS aux maladies et blessures graves, tandis que les pathologies moins importantes seraient couvertes par une assurance personnelle.

On n'applique pas un cautère sur une jambe de bois. Le fait que le gouvernement ne procède pas à des réformes radicales et que l'opposition continue d'affirmer que le NHS peut se maintenir tel qu'il était en 1948 n'est pas seulement honteux : c'est un scandale.

—Simon Heffer
Publié le 17 octobre

SOURCE



THE DAILY TELEGRAPH

Londres, Royaume-Uni

Quotidien, 840 000 ex.

www.telegraph.co.uk

Atlantiste et antieuropéen

sur le fond, pugnace et engagé sur la forme, c'est le grand journal conservateur de référence.

Fondé en 1855, il est le dernier des quotidiens de qualité à ne pas avoir abandonné le grand format.

Les internes montent au créneau

●●● "C'est la première fois en quarante ans que les internes des hôpitaux britanniques sont appelés à voter sur la tenue d'une grève", note **The Guardian**. Ils ont jusqu'au 18 novembre pour exprimer, s'ils le souhaitent, leur mécontentement vis-à-vis des nouveaux contrats de travail proposés par le ministre de la Santé britannique, Jeremy Hunt.

Sa proposition – une augmentation de 11 % du salaire de base et une diminution du nombre maximum d'heures travaillées, qui passe de 91 à 72 par semaine – est jugée insuffisante par l'Ordre des médecins britannique.

"L'augmentation du salaire de base sera en fait annulée par une baisse de salaire pour les soirs et les week-ends", fustige Johann Malawan, le président de l'Ordre des médecins internes, cité par le journal.

HOP!
AIRFRANCE



UN AVION PEUT EN CACHER UN AUTRE.

**AVEC VOTRE BILLET FLEX,
MODIFIEZ LE JOUR, L'HEURE
ET LE PARCOURS DE VOTRE VOL
OU FAITES-VOUS REMBOURSER.***

HOP! suit vos envies avec la plus grande flexibilité du marché.
HOP! s'adapte à votre rythme avec une fréquence pouvant aller jusqu'à 25 vols par jour sur La Navette.



hop.com ou airfrance.fr

Billets en vente sur nos sites ou dans votre agence de voyage.

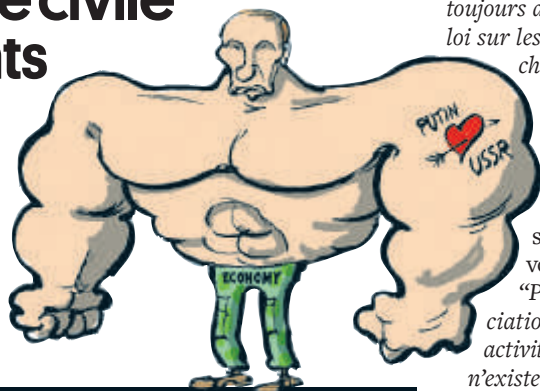
*Voir conditions sur hop.com ou airfrance.fr

HOP!
VOUS Y ÊTES.

RUSSIE

Une société civile sans "agents étrangers"

Depuis le retour de Vladimir Poutine à la présidence, en 2012, le nombre d'ONG russes a chuté de 33 %.



↳ Dessin de Tom paru dans Trouw, Amsterdam.

toujours attention, mais depuis la loi sur les agents étrangers cela a changé", explique-t-elle, admettant que souvent, depuis plusieurs années, les ONG ne ferment plus sous la pression des autorités, mais simplement pour pouvoir continuer à travailler. "Prenez par exemple l'association Golos, elle a cessé son activité. Juridiquement, l'ONG n'existe plus, mais ses membres continuent de travailler de façon informelle", indique cette militante.

—RBC Daily (extraits) Moscou

Les 3 et 4 novembre a eu lieu à Moscou le plus important rassemblement de représentants de la société civile russe. Le centre des expositions Crocus Expo a ainsi accueilli près de 3 000 participants. Le 4 novembre, jour de la fête de l'Unité nationale, Vladimir Poutine lui-même devait prendre la parole au Forum des citoyens actifs (Soobchestvo).

D'après le registre d'Etat des entités juridiques (Egrul), le nombre d'ONG russes a diminué de 33 % depuis le 1^{er} janvier 2012. Cette baisse se confirme dans tous les districts fédéraux, comme l'attestent les statistiques des experts de la Chambre publique [instance relais entre l'Etat et la société civile russe]. Selon les données de cette dernière, la baisse du nombre d'ONG a commencé après le retour de Vladimir Poutine à la présidence, en 2012. Dès l'été 2012, les autorités ont lancé une campagne contre les associations critiques envers le pouvoir qui avaient des liens avec des fondations étrangères. Les députés ont voté un texte sur les ONG qui introduisait la notion d'"agent étranger" dans la législation russe. Toute ONG qui poursuit une activité politique à l'aide de fonds non russes est, depuis, considérée comme un "agent étranger".

Durant les deux années suivantes, le Parquet et le ministère de la Justice ont contrôlé plusieurs milliers d'ONG, dont une centaine ont été reconnues comme agents étrangers. Parmi ces dernières, on peut citer l'association des observateurs des scrutins électoraux Golos, l'association de défense des droits humains Mémorial, et de nombreuses autres, telles que le Comité contre la torture, Obchtchestvenny Verdikt [Verdict public, une association de lutte contre les violences policières], la représentation russe de Transparency International, ou les Mères de soldats de Saint-Petersbourg.

Indésirables. En mai 2015, Poutine a signé une loi sur les organisations indésirables, celles dont les activités représenteraient une menace pour l'ordre constitutionnel, la capacité de défense ou la sécurité de la Russie. Cette loi permet d'interdire n'importe quelle organisation étrangère ou internationale que le parquet juge indésirable en Russie.

Selon la présidente de l'association, Obchtchestvenny Verdikt, Natalia Taoubina, les statistiques brutes sur l'activité des ONG en Russie ne peuvent refléter objectivement la situation du secteur associatif. "Les ONG ferment assez facilement. Avant, on n'y prêtait pas

Capital social. Dans leur analyse de l'état de la société civile par régions, les experts de la Chambre publique ont convoqué la notion de "capital social". "L'étude du capital social permet d'apprécier les ressorts et les capacités de développement de toutes les couches sociales, et d'évaluer l'efficacité du 'troisième secteur' [le secteur privé non marchand] et des politiques publiques", expliquent-ils.

Ont été analysés, pour 100 000 habitants, le nombre d'électeurs ayant voté pour Vladimir Poutine en 2012, le nombre d'atteintes à la personne et aux biens, le nombre de divorces (en 2013), le nombre de sondés qui disent participer à des œuvres de bienfaisance, et le nombre d'utilisateurs actifs des réseaux sociaux [russes] *Vkontakte* et *Odnoklassniki*. Les régions qui ont le plus important capital social sont celles de Moscou et de Saint-Petersbourg. Cinq républiques du Caucase du Nord sont classées dans le top 10.

Les résultats de cette étude entreront dans le rapport annuel de la Chambre publique sur l'état de la société civile, rapport qui sera présenté au président avec la "feuille de route" des modifications à apporter à la législation sur les ONG, qu'il a lui-même commandée en août 2015.

—Viatcheslav Kozlov
Publié le 5 novembre

LA CRISE DES MIGRANTS

9^e VOLET. Opinions, tribunes... Chaque semaine, l'afflux des réfugiés en Europe en débat.

Des quotas au compte-gouttes

La répartition de 160 000 réfugiés est extrêmement lente. C'est un manque de détermination politique indigne de l'Europe, fustige ce journaliste espagnol.

—El País Madrid

Les mois passent et l'Union européenne applique au compte-gouttes son projet de répartition de 160 000 réfugiés entre les pays membres. But de l'opération : soulager la situation de l'Italie et de la Grèce, pays qui ont vu affluer la grande majorité des migrants. Jusqu'à présent, seulement deux petits groupes sont parvenus à quitter l'Italie grâce à ce dispositif de l'UE. Seule une telle lenteur explique [par sa médiatisation] la présence d'une importante délégation de personnalités le 4 novembre à Athènes, pour assister au départ du premier groupe de réfugiés qui quittaient le territoire grec.

En réalité, il s'agissait seulement de quelques familles syriennes et irakiennes : 30 personnes en tout, dont la majorité étaient des enfants. Le président du Parlement européen, Martin Schulz, et le commissaire européen à l'Immigration sont venus en personne serrer la main aux adultes, et faire des câlins aux enfants. C'est dire si le projet de répartition est mal engagé, vu qu'il s'agit d'un groupe minime par rapport aux plus de 700 000 immigrants clandestins arrivés dans l'UE depuis le début de l'année. Ce qui a fait dire au Premier ministre grec, Alexis Tsipras, que ce qui a été fait hier n'était qu'une "goutte d'eau dans la mer".

Les tentatives de sensibilisation des gouvernements aux dures conditions de vie des réfugiés, surtout à l'approche de l'hiver, se heurtent à leurs propres peurs. Même les pays les plus accueillants durcissent leurs conditions. Le gouvernement socialiste-écologiste suédois prévoit de demander à Bruxelles la répartition des dizaines de milliers de réfugiés

qui arrivent – chaque mois ! – sur son territoire, faisant valoir que la Suède est le pays qui reçoit le plus grand nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile par habitant. Cela lui coûte si cher qu'elle a l'intention de réduire son budget d'aide au développement pour consacrer ces moyens à la gestion de la crise des réfugiés. La chancelière allemande Angela Merkel, à la tête d'une coalition démocrate-chrétienne et sociale-démocrate, est elle-même en butte à la critique dans son pays, du fait de son généreux discours d'accueil aux réfugiés. Enfin, la coalition formée par la droite et les sociaux-démocrates en Autriche a mis en chantier une limitation du droit d'asile à trois ans.

900 places. On accuse volontiers l'"Europe" ou "Bruxelles" du manque de solutions au problème migratoire. Mais qui est l'Europe ? Qui est Bruxelles ? Ce sont les présidents des pays membres qui ont conclu un accord de répartition des migrants, et qui, aussitôt après, ne peuvent pas ou ne veulent pas mettre en œuvre les solutions, certes coûteuses, qu'exige un tel accord. Jusqu'à présent, les Etats membres ont fourni quelque 900 places pour accueillir un contingent de milliers de migrants. Entre-temps, le président de la Commission, Jean-Claude Juncker a prêché dans le désert. Il dit que "l'Europe va mal" : il doit être bien placé pour le savoir.

Un climat belliqueux et populiste gagne tout un continent, qui devrait s'armer mentalement pour affronter une situation sans aucun doute très difficile. Car on ne saurait accepter un sacrifice humain qui déshonore la civilisation européenne.

—Joaquín Prieto
Publié le 5 novembre

POUR VOTRE LIBERTÉ
ET POUR LA NÔTRE.

forum/concert

Société civile en Russie - tous des "agents de l'étranger" ?

Avec la participation de Julia Berezovskaia, directrice du site d'information Grani.ru ; Oleg Khabibrakhmanov, membre du Comité pour la prévention de la torture ; Nadejda Koutepova, fondatrice de l'ONG Planète de l'espoir. La discussion sera animée par Laurence Habay, journaliste spécialiste de la Russie et de l'ex-URSS à *Courrier international*.

Samedi 14/11/15 Paris



ELLE **à table** KITCHEN TROTTER

Découvrez la box de Noël ELLE à table - Kitchen Trotter, pour des fêtes placées sous le signe de la gourmandise.



Box spécial Noël ELLE à table et Kitchen Trotter, 30 € + 4,99 € de frais de port (pour une valeur de plus de 65 € de produits), disponible sur le site kitchentrotter.com, et par courrier, accompagné d'un chèque de 34,99 € (30 € + 4,99 € de frais de port) libellé à l'ordre de Kitchen Trotter et adressé 14, rue Taylor, 75010 Paris. En vente jusqu'au 15 février 2016, dans la limite des stocks disponibles.

L'esprit des fêtes

La tradition a du bon : un mélange de thés noirs relevés d'écorces d'orange, de morceaux d'ananas et d'un peu de marasquin. Christmas tea, *Dammann*.

Biscuits express

Inutile d'être un expert pour préparer de délicieux biscuits : il suffit d'ajouter beurre et sucre, et le tour est joué. Préparation bio pour biscuits de Noël, *Marlette*.

Le terroir s'encaille

Le mariage étonnant du foie gras de canard des Landes avec le poivre volcanique de Penja et le poivre tropical de Voatsiperifery. Foie gras de canard entier aux poivres exotiques, *Maison Laffite*.

Made in Normandie

Des pommes normandes, et rien d'autre, dans ce cidre tendance à savourer bien frais avec la galette, pour oublier la bûche et le champagne. Cidre, *Sassy*.

Magie de Noël

Un petit coup de baguette magique sur vos desserts maison, et ils se parent de mille étoiles dorées ou de flocons bleus et blancs en sucre croquant. Etoiles et flocons en sucre, *Patisdecor*.

Made in England

Plus besoin de choisir entre le salé ou le sucré avec ce pop-corn sweet and salty, idéal pour une pause régressive entre deux repas de fêtes. Poshcorn sweet & salty, *Tyrrells*.

En-cas gourmand

Association dattes et noix de cajou pour caler les petits creux, avec cette barre sans gluten, lait, sucre ajouté, mais savoureuse. Barre cookie noix de cajou, *Nakd*.

Ambiance cosy

De délicates notes d'agrumes et d'épices pour cette bougie parfumée qui fleure bon l'esprit de Noël. Bougie parfumée orange poivrée, *Lothantique*.

Concentré de douceur

Des inclusions croustillantes aux notes de caramel et de cannelle pour cette tablette de chocolat au lait-speculoos. Chocolat speculoos, *Michel Cluizel*.

Le tube de l'hiver

Packaging révolutionnaire et recette séculaire pour cette moutarde violette de Brive au goût de raisin. Moutarde violette de Brive, *Sur les quais*.

Photo non contractuelle J.-C. Amiel

EN VENTE ACTUELLEMENT



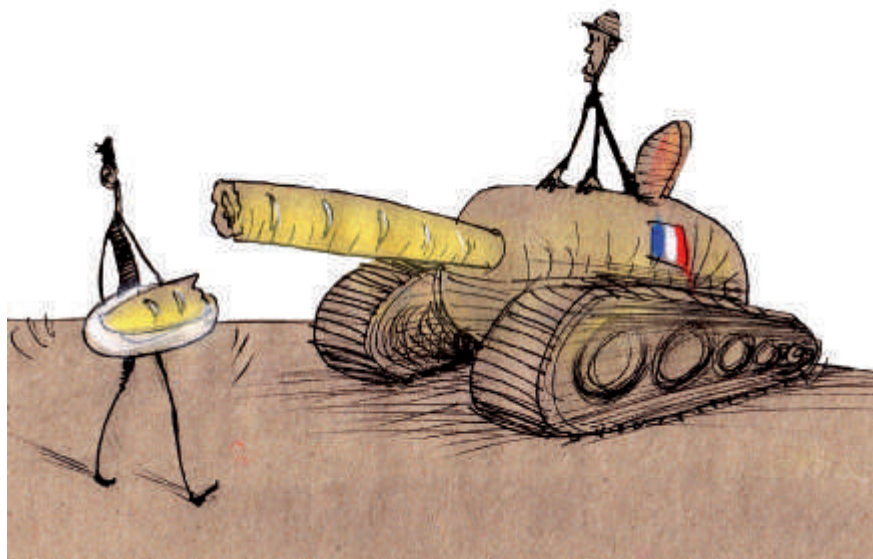


france

Diplomatie.

La campagne du Moyen-Orient

Dans un retournement de stratégie historique, la France s'impose peu à peu dans la région. Ce qui lui permet, au passage, de doper son industrie militaire.



—The Straits Times *Singapour*

La prédiction la plus sûre qu'on puisse faire sur le Moyen-Orient est que le sort de la région demeure imprévisible du fait de la régularité déconcertante avec laquelle les acteurs locaux et étrangers rompent d'anciennes alliances pour en former de nouvelles. Mais il y a un pays qui a réussi à se forger une stratégie plus stable et qui en retire des avantages politiques et économiques importants : la France, dont les activités dans la région sont un exemple de ce qu'on peut faire avec un minimum de clairvoyance et de détermination.

Pourtant, pendant des décennies, le pays a été perçu dans le monde arabe comme une ancienne puissance coloniale en déclin, au même titre que la Grande-Bretagne. Mais, tandis que la plupart des anciennes colonies britanniques découvraient qu'elles étaient assises sur de vastes réserves de pétrole et de gaz, le Liban et la Syrie – anciennes possessions françaises – se retrouvaient avec de belles plages et de belles montagnes. Qui

plus est, alors que les Britanniques préféraient diriger leurs colonies par l'intermédiaire d'un réseau de rois et de princes locaux, les Français choisissaient de le faire de Paris. La stratégie britannique était alors incontestablement meilleure : la plupart des familles installées par la Grande-Bretagne sont encore au pouvoir, alors que les dirigeants que la France a laissés derrière elle ont été rapidement assassinés, renversés ou combattus.

C'est pourquoi, alors que la Grande-Bretagne maintenait des liens étroits et très lucratifs avec les pays arabes les plus riches, la France restait invisible. Paris a certes gardé la haute main sur la Tunisie, l'Algérie et le Maroc, mais aucun de ces pays nord-africains ne comptait parmi les acteurs essentiels. Par ailleurs, l'apparition des Etats-Unis sur l'échiquier régional a plus joué en faveur des Britanniques que des Français. Pourtant, la France n'était pas complètement absente du Moyen-Orient. Ses liens culturels et économiques avec le Liban et la Syrie sont restés importants. Par ailleurs,

✍ *Dessin de Balaban, Luxembourg.*

comme le pays abrite la plus grande communauté juive d'Europe, il a toujours entretenu des relations privilégiées avec Israël. Dans les années 1950 et au début des années 1960, la France a été le premier fournisseur d'armes d'Israël, qui lui doit également le développement de sa technologie nucléaire. Cependant, Paris est toujours resté un acteur quelque peu marginal, beaucoup plus intéressé par l'Afrique du Nord que par le reste du monde arabe, bien trop maladroite dans ses relations avec Washington et Londres pour trouver sa place dans un quelconque système d'alliance régionale.

Les "printemps arabes" ont menacé de marginaliser la France encore plus. Non seulement les Français n'avaient pas prévu les soulèvements qui ont débuté en Tunisie, un pays qu'ils devraient connaître comme leur poche, mais ils ont aggravé leur erreur en refusant de croire que ce mouvement était sérieux et allait durer.

Aujourd'hui, les Français se sont ressaisis, au point que leur empreinte diplomatique dans le monde arabe est certainement supérieure à celle des Britanniques, voire comparable à certains égards à celle des Américains.

Empreinte. L'une des raisons de cette remarquable volte-face tient à ce que certaines faiblesses passées sont soudain devenues des atouts. Le refus de l'Élysée de participer à l'invasion de l'Irak en 2003 a eu pour effet non seulement de faire apprécier l'indépendance de la diplomatie française dans tout le Moyen-Orient, mais aussi d'éviter à la France le poids intérieur d'une intervention militaire. Les présidents français bénéficient de pouvoirs illimités en matière de politique extérieure et sécuritaire, ce qui leur permet d'éviter une éventuelle opposition parlementaire ; la France conserve ainsi une grande souplesse et une rapidité d'action. Enfin, il semblerait que les dirigeants français ne craignent pas que l'opinion publique s'oppose à la vente d'armes à des gouvernements peu recommandables en matière de droits de l'homme.

L'empreinte de l'Etat français au Moyen-Orient [et en Afrique] est aujourd'hui impressionnante. En dehors de la Libye, la France a mené des interventions militaires au Mali en 2013 et aujourd'hui dans le Sahel, où 3 000 soldats combattent des groupes terroristes qui prospèrent au Moyen-Orient. Elle est également engagée dans l'une des plus grandes campagnes de frappes aériennes contre l'organisation Etat islamique en Irak et en Syrie. Les interventions françaises ne sont pas uniquement militaires. En mai dernier, le président Hollande a été le premier dirigeant occidental à participer à un sommet du Conseil de coopération du Golfe. Au cours des six derniers mois, la France a signé un contrat de 3 milliards de dollars avec l'Arabie Saoudite pour la livraison d'armes à l'armée libanaise, un de 7 milliards avec le Qatar et un autre de 5 milliards avec l'Égypte pour la vente de Rafale. Les deux porte-hélicoptères

Mistral que la France n'a pas pu livrer à la Russie à la suite des sanctions imposées à Moscou après l'invasion de l'Ukraine sont partis au Caire, une opération appréciée par les Russes, qui fourniront les hélicoptères pour équiper les navires. Et ce n'est pas fini : 10 milliards d'euros de contrats viennent d'être signés en Arabie Saoudite [lors d'une visite de Manuel Valls à Riyad en octobre dernier].

Menaces. Certains dénoncent ces opérations comme un réalignement stratégique irresponsable, les Français se réjouissant de vendre des armes tout en comptant sur les Etats-Unis pour résoudre les problèmes majeurs de la région. D'autres affirment que Paris tient de grands discours mais que sa puissance militaire est loin d'être à la hauteur de ses aspirations. Alors que le gouvernement a annoncé une augmentation du budget militaire, il reste inférieur à celui de la Grande-Bretagne, et les troupes françaises doivent parfois compter sur la logistique britannique.

Il est incontestable que le repositionnement de la France au Moyen-Orient ne vise pas seulement à marquer des points politiques ou à remporter des contrats de vente d'armes au détriment de Washington et de Londres. Il repose sur une interprétation plus large des changements intervenus dans le paysage stratégique mondial. Les Français se sentent confortés dans leur prédiction que les Etats-Unis finiraient par se lasser d'assurer la défense de l'Europe et qu'il est temps que les Européens se prennent en charge – une idée que le président Obama a lui-même exprimée plus ou moins ouvertement. Les attentats de janvier dernier à Paris ont également confirmé le lien entre menaces intérieures et extérieures.

En résumé, la présence et l'implication croissantes de la France au Moyen-Orient reposent sur la prise de conscience que la région n'est pas seulement riche en potentialités économiques, mais qu'elle est aussi une source de menaces sécuritaires que la France et le reste de l'Europe ne peuvent plus se permettre d'ignorer.

—Jonathan Eyal
Publié le 26 octobre

SOURCE



THE STRAITS TIMES

Singapour
Quotidien, 380 000 ex.
straitstimes.asia1.com.sg

Fondé en 1845, *The Straits Times* est le quotidien le plus lu de Singapour. Journal anglophone de référence en Asie du Sud-Est, il adopte des positions proches du gouvernement singapourien. Sans être un journal d'opinion, *The Straits Times* publie de bonnes analyses.

SOCIÉTÉ

La fin du désert français

Les petites communes se repeuplent peu à peu, attirant les néoruraux grâce aux nouvelles technologies et à un solide réseau de transports.



—The Economist Londres

Plus de dix-huit virages en épingle séparent la commune de Nâves du reste de la vallée et de ses villes. A cette époque de l'année, les habitants de ce village des Alpes font leurs préparatifs pour l'hiver : ils coupent du bois, récoltent les betteraves sucrières et mettent les carottes à conserver dans des bacs de sable. Il y a un siècle, ils étaient 650 habitants à vivre ici de l'élevage et de l'agriculture. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 123. Mais pour la première fois depuis cent ans, la tendance s'inverse.

Dans toute l'Europe, les habitants de villages autrefois peuplés interpellent les autorités pour maintenir les services et la vie de leur commune. Les zones rurales de la plupart des régions pauvres d'Europe, comme les anciens pays de l'Est mais aussi l'Espagne, le Portugal et la Grèce, voient leurs jeunes générations partir pour les villes. Pourtant, après des décennies de déclin, les villages français reprennent du poil de la bête, y compris dans d'obscures régions peu fréquentées par les touristes. En France, les zones rurales les plus reculées perdaient encore 6 400 habitants par an entre 1982 et 1990. Entre 1999 et 2007, ces mêmes régions ont vu leur population augmenter de 59 800 personnes chaque année.

Ce renversement de tendance tient à la fois à des politiques publiques et à des aspirations différentes chez les Français. La France dispose d'un solide réseau de transports et de services publics qui facilite la vie dans les villages. Aujourd'hui encore, tous les matins le bus scolaire monte à Nâves de la vallée pour seulement 8 élèves d'école primaire. L'appel de la nature résonne aux oreilles d'anciens citadins et les néoruraux n'hésitent plus à s'installer en rase campagne maintenant que l'accès à Internet leur permet de satisfaire leur envie de solitude sans être totalement déconnectés.

Ce changement est plus que bienvenu pour les anciens du village. "Quand j'étais petit, dans les années 1950, on était 60 enfants à aller à l'école primaire ici. La camionnette du boulanger passait tous les matins avec du pain frais. Tout ça a disparu", se rappelle Lucien Delapierre, dont la mère, âgée de 97 ans, vit toujours dans le village. Aujourd'hui pourtant, on peut voir

Après des décennies de déclin, des villages d'obscures régions reprennent du poil de la bête

↳ Dessin de Falco, Cuba.

des trampolines et des tricycles devant les chalets récemment construits en périphérie du village. Nâves attire aussi les néoruraux. "Les nouvelles technologies redonnent un avenir aux petits villages", confirme Jacques Delorme, qui gère une entreprise du secteur depuis Nâves.

Gérontologie. Tout le problème consiste maintenant à transformer ce fragile sursaut en tendance durable. Nâves ne se trouve qu'à 42 kilomètres de la très glamour station de Courchevel, mais aucun touriste ne s'aventure de ce côté-là de la vallée. Les services de ce côté-là sont réduits : pas de bus, pas de médecins, pas d'école, pas de boutiques, pas de cafés. Si le nombre d'enfants scolarisés diminue encore, le service de bus scolaire ne sera pas garanti, ajoute le maire, Patrick Gohel. L'hôpital de la commune voisine, Moûtiers, a fermé son service d'urgence. Autrefois spécialisé dans la chirurgie osseuse – à cause de la station de ski –, l'hôpital de Moûtiers est passé par un plan d'économie qui le destine maintenant plutôt à la gérontologie.

Les villages des Alpes sont relativement épargnés par l'austérité budgétaire grâce au dynamisme de métropoles régionales comme Lyon ou Grenoble. Les régions

du Massif central, par exemple, sont plus sévèrement touchées par la désertification. De manière générale, les besoins des régions rurales sont largement délaissés par la politique nationale. Conscient de cela, le président Hollande a lancé le mois dernier un nouveau dispositif visant à améliorer les services. Il a notamment promis une prime pour près de 1 700 jeunes médecins prêts à s'installer dans des communes isolées et s'est engagé à étendre l'accès Internet aux zones non couvertes d'ici à 2017. L'état des finances nationales ne permettra toutefois pas de dégager beaucoup de ressources pour concrétiser ces promesses.

A Nâves, les habitants ont développé une forme de résilience. Certains utilisent toujours l'eau glacée qui traverse les conduites en pierre du village pour laver leurs légumes. A présent, c'est la saison des noisettes et on va ramasser des champignons en forêt. Reste que l'hiver est rude, et la route sinueuse est parfois traître sous la neige. Le froid et l'isolement peuvent faire oublier le charme bucolique de la région. Les villages comme celui-ci sont à la marge de tout, personne n'y arrive par hasard. "Pour vivre ici, reconnaît Lucien Delapierre, il faut aimer la solitude."—

Publié le 24 octobre

Saeco

LA PLUS AVANCÉE DES EXPÉRIENCES CAFÉ À LA MAISON

*GranBaristo
Avanti*



18 DÉLICIEUSES BOISSONS RÉALISÉES SELON VOTRE GOÛT À PARTIR DE VOTRE APPAREIL CONNECTÉ



Maintenant, le café dont vous rêvez est à la portée de vos doigts. La Granbaristo Avanti de Saeco offre une variété incomparable de 18 boissons irrésistibles. Chaque café peut être personnalisé selon votre goût et préparé directement grâce à votre smartphone ou tablette. Enregistrez un nombre illimité de boissons dans votre application.



Téléchargez l'application
et essayez-la maintenant

Tablette et smartphone non inclus

PHILIPS
Saeco et Philips sont des marques de Philips

CARNET



HIGH-TECH
**LA JAMES BOND
ATTITUDE**

ELÉGANTS, TECHNIQUES, PERFORMANTS :
UNE SÉLECTION DE PRODUITS POUR TRANSFORMER
ET FACILITER VOTRE QUOTIDIEN.

REALISE PAR L'AGENCE COURRIER INTERNATIONAL INDEPENDAMMENT DE LA REDACTION



INTEL

POUR DES PERFORMAN

Intel Inside = Intel à l'intérieur
experience what's inside = pour des expériences incomparables

© 2015 Intel Corporation. Intel, le logo Intel, Intel Core, Intel. Experience What's Inside, sont des marques commerciales d'Intel Corporation aux États-Unis et/ou dans d'autres pays. Les autres noms et marques peuvent être revendiqués comme la propriété de tiers. Comparé à un système âgé de 5 ans, en lecture vidéo HD. Pour plus d'information sur les performances et les listes comparatives, rendez-vous sur www.intel.com/benchmarks.



INSIDE

CES LONGUE DURÉE



3X PLUS D'AUTONOMIE

Le nouveau processeur Intel® Core™ de 6^{ème} génération donne aux PC plus d'autonomie que jamais. **Rendez-vous sur intel.fr**



SONY MUSICALEMENT VÔTRE

La musique, vous l'écoutez partout et tout le temps ? Le **Walkman NW-A25** a de quoi vous séduire. Son look, déjà : design coloré, ultrafin et élégant avec ses finitions en aluminium. Surtout, c'est le plus petit (43,6 x 109 x 8,7 mm) et le plus léger (66 g)

lecteur de musique en haute résolution au monde avec système antibruit numérique. Les bruits parasites sont éliminés avec la fonction de réduction de bruit Digital Noise Cancelling. Le Bluetooth NFC permet de jumeler casque et enceintes pour une écoute sans fil de haute qualité. Une bonne expérience d'écoute est garantie par la LDAC, nouvelle technologie audio de Sony qui transmet trois fois plus de données. Avec le NW-A25, Radio FM et Podcasts vous accompagnent. Doté de 16 Go de mémoire interne et d'un slot microSD, il vous permet d'embarquer toute votre discothèque. Profitez-en : l'appareil a cinquante heures d'autonomie (en MP3).

i Sony Walkman NW-A25, prix indicatif : 280 €.

ASUS ESTHÉTIQUE, RÉACTIF, ENDURANT

A peine 4 mm d'épaisseur et pourtant le **Zenfone 2 Laser** en a sous la coque : une batterie amovible (3 000 mAh) capable de tenir plus de vingt-quatre heures, deux emplacements microSIM et un lecteur de MicroSD prévus pour les cartes allant jusqu'à 128 Go, un processeur Qualcomm snapdragon 410.

Avec cette déclinaison Laser, l'écran (5,5 pouces) de définition HD offre une résolution de 267 points par pouce. Doté d'un verre Gorilla Glass 4, il est donc deux fois plus résistant aux chutes que ses prédécesseurs. L'autre atout majeur de cet Asus, c'est la surcouche ZenUI qui rend l'interface d'Android parfaitement fluide et agréable à regarder. Question prises de vue, l'appareil est du genre réactif, grâce à son capteur numérique de 13 mégapixels et une profondeur de champ de f/2.0. L'autofocus laser s'appuie sur une technologie infrarouge très efficace et permet à l'utilisateur de faire la mise au point en un instant.

i Asus Zenfone 2 Laser, prix constructeur : 249 €.



LIVE. LIKE NO ONE ELSE.*

Le BeoLink Multiroom réunit vos produits Bang & Olufsen en un seul système sans fil inédit. Écoutez une musique différente dans chaque pièce ou diffusez le même morceau dans toute votre maison. Il vous suffit de toucher votre produit Bang & Olufsen pour profiter instantanément de votre musique ou de prendre le contrôle de votre système depuis votre téléphone portable.



**LA MAGIE
BANG & OLUFSEN EST
ENFIN ACCESSIBLE**

Profitez de conditions
exceptionnelles, en ce
moment dans votre
magasin.

BEOLINK MULTIROOM
BANG & OLUFSEN

www.bang-olufsen.com

Renault KADJAR

Vivez plus fort.

Système Easy Park Assist*
Boîte automatique EDC à double embrayage*
Projecteurs avant Full LED Pure Vision*

Réservez votre essai au **3023**
APPEL GRATUIT

* Disponible de série ou en option selon version. **Consommations mixtes min/max (l/100km) : 3,8/5,8.**
Émissions CO₂ min/max (g/km) : 99/130. Consommations et émissions homologuées selon réglementation applicable.

Renault recommande **elf**



RENAULT
La vie, avec passion



ACER PERMIS DE JOUER

Design au scalpel et son surpuissant, la tablette **Predator 8** s'adresse aux amateurs de jeux vidéo. L'écran Full HD de 8 pouces (20,32 cm) offre une gamme de couleurs 100 % NTSC. Ses nombreux capteurs lui font gagner en précision. Quatre haut-parleurs, judicieusement placés à chaque angle de l'appareil, assurent un volume sonore propice à l'immersion dans le jeu. Pour que vous soyez totalement dans la partie, la tablette est équipée d'un système "retour de force" - il s'agit de deux moteurs tactiles spécialement configurés : la Predator 8 vibre en fonction de l'action. Elle bénéficie d'une technologie performante avec un SoC Intel Atom x7-Z8700 à 4 cœurs cadencés (entre 1,6 et 2,4 GHz), 3 Go de RAM et une puce graphique Intel HD de huitième génération. Dédiée aux gamers nomades, la tablette ne pèse que 350 g.

ACER Predator 8,
prix indicatif : 349 €.



INTEL L'ORDINATEUR DE POCHE

Imaginez un ordinateur qui tient dans la paume de la main. Sous l'apparence d'une clé USB, l'Intel **Compute Stick** recèle une technologie novatrice et performante : un processeur Intel Atom et, au choix, le système d'exploitation Windows 8.1 ou Linux. Branchez-le à la prise HDMI d'un téléviseur ou d'un moniteur et transformez celui-ci en PC. Connecté au wifi, vous pouvez gérer vos mails, effectuer des recherches sur le web, partager vos photos, regarder des vidéos, créer des documents graphiques. La version Windows (2 Go de RAM, 32 Go de stockage) est protégée des logiciels espions avec McAfee Antivirus Plus. La version Linux possède 1 Go de RAM et 8 Go de mémoire. L'alimentation s'effectue par un miniport USB. Vous pouvez relier d'autres périphériques par le port USB ou par Bluetooth et augmenter les capacités de stockage de l'Intel Compute Stick avec une carte micro SD.

Intel Compute Stick,
version Windows : 131 €,
version Linux : 87 €.



SAMSUNG RIEN QUE POUR VOS YEUX

Immersion totale dans le jeu, le film ou la vidéo garantie avec le **Gear VR**, casque de réalité virtuelle signé Samsung. Look soigné, poids plume et confort optimal rendent son utilisation particulièrement agréable. D'autant que l'écran, avec une résolution en 2 560 x 1 440 pixels, assure une qualité hors norme liée à la technologie Super AMOLED. Un miniventilateur souffle au niveau de l'arête nasale pour éviter d'embuer les deux lentilles. Fixez votre smartphone Galaxy S6 au casque et naviguez dans l'application Oculus (Store, Cinéma, VR Game et Vidéo) avec le pavé tactile ou d'un simple mouvement de tête. Equipé d'un port Micro-USB, vous pouvez alimenter votre smartphone directement via le Gear VR, même pendant que vous l'utilisez : vous ne risquez donc pas d'être coupé en plein jeu, film, concert ou spectacle.

Gear VR pour Galaxy S6 & S6 edge écran Super AMOLED - SM-R321, prix indicatif : 199 €.



Le téléviseur 55PUS7600

a obtenu le Prix EISA

“Meilleur achat TV Européen 2015-2016”

Le téléviseur 55PUS7600 Philips Android TV™, associe un design ultra plat, la technologie 4K Ultra HD, une très bonne qualité de son et l'Ambilight 3 côtés.



TP Vision Europe BV Société Commerciale Etrangère immatriculée au R.C.S. Nanterre 535 359 798



**Best
Product**
2015-2016

MEILLEUR ACHAT TV

Philips 55PUS7600

www.philips.fr/tv

PHILIPS



BANG & OLUFSEN L'ENCEINTE PARFAITEMENT RONDE

D'emblée, l'objet intrigue. Disons plutôt qu'il détonne, car ce disque imposant (70 cm de diamètre), impeccablement circulaire, posé sur un trépied en hêtre, chêne ou teck est, en fait, une enceinte surpuissante (480 watts). Un cache en tissu - coloris au choix - camoufle les 5 haut-parleurs : 1 boomer de style bass-reflex, 2 woofers et 2 tweeters. Tandis qu'au dos de la parabole se cache toute la connectique : port Ethernet, entrée RCA stéréo et USB. Fonctionnant sans fil grâce au AirPlay et compatible DLNA, la **BeoPlay A9** peut lire tous les morceaux de musique stockés sur votre smartphone, tablette ou PC. Dotée de la technologie maison B & O - qui fête ses quatre-vingt-dix ans d'expérience -, l'enceinte garantit une qualité d'écoute optimale. Un capteur permet, d'un frôlement de doigt, de régler le son.

i BeoPlay A9, 2 099 € en coloris rose golden, The Love Affair Collection.

HUAWEI LA MONTRE CONNECTÉE CLASSE ET SOPHISTIQUÉE



Écran circulaire de 1,4 pouce en saphir de cristal - presque aussi éternel que le diamant - doté du système tactile AMOLED, boîtier en acier inoxydable, capteur de pulsation cardiaque ultraprécis et capteur de mouvement sur 6 axes avec gyroscope et accéléromètre intégrés, la **Huawei Watch** est une montre connectée sous le système Android. Elle est simple et intuitive. Vous n'avez qu'à glisser votre doigt sur l'écran pour accéder à vos contacts, envoyer un message, passer un appel ou entrer dans le lanceur d'applications. L'option Bluetooth facilite l'écoute de votre musique (avec un casque sans fil). Grâce à la commande vocale, vous pouvez lancer votre playlist ou bien rechercher votre destination. Et, rien que pour vos yeux, la montre se décline en trois designs luxueux et une gamme de bracelets gigantesque.

i Huawei Watch, de 399 à 699 € en fonction du design et des fonctionnalités choisies.



3^{ème} année
de Garantie
OFFERTE



HUAWEI P8

*Infinite ∞ Creativity**



Design ultra fin 6.4 mm
Ecran Full HD 5,2"



Capteur 13MP RGBW
Stabilisateur optique



Light Painting ****

huaweidevice.fr

Voir conditions sur www.huaweidevice.fr/lans

* Creez à l'infini

** Rendre possible l'impossible

***DAS tête : 1,720W/kg

****Graffiti lumineux

© Huawei Technologies France, 18 Quai du Point du Jour, 92659 Boulogne Billancourt Cedex RCS 451 863 739 - Visuels non contractuels. Ecran simulé.

MAKE it
POSSIBLE**



PHILIPS SAECO AU SERVICE SECRET DE LA TASSE DE CAFÉ

Tel James Bond exigeant que son cocktail préféré soit remué à la cuillère et non au shaker, vous appréciez de déguster votre café exactement selon votre goût : plus ou moins corsé, plus ou moins intense, avec plus ou moins de mousse, avec ou sans nuage de lait. La **GranBaristo Avanti** est une machine espresso automatique que vous contrôlez depuis votre smartphone ou tablette avec l'application Saeco Avanti, en mode Bluetooth ou directement depuis son écran LCD tactile intuitif. Ainsi, 18 spécialités de café (espresso, cappuccino, latte macchiato...) sont disponibles : à vous de personnaliser et de mémoriser votre boisson ou celle de vos invités. Le secret de la machine réside dans la pression réglable : élevée pour un espresso riche et intense, plus basse pour un café long classique.

📌 Saeco GranBaristo Avanti HD8978/01, prix indicatif : 1 599 €.



TOSHIBA DEUX EN UN

Détachable grâce à son support de fixation réversible, le **Portégé Z20t** est un deux en un qui combine les hautes performances des processeurs Intel Core™ M et la flexibilité d'une tablette de 12,5 pouces offrant souplesse et polyvalence. Vous êtes à votre bureau ? Vous devez effectuer une présentation, participer à une réunion, partager des idées ou encore prendre des notes ? Cet hybride est parfait pour la création de contenus multitâches. Avec une autonomie pouvant atteindre seize heures et son châssis poids plume, le Portégé Z20t est le compagnon idéal des professionnels nomades ou sédentaires. Le module TPM (Trusted Platform Module) intégré de Toshiba garantit la sécurité de toutes les données stockées en local.

📌 Portégé Z20t de Toshiba, disponible chez Toshiba et les revendeurs de la marque. Prix indicatif : 1 159 € HT.



ASUS ZenPad™ 8.0

Le luxe à votre mesure



Processeur Intel® Atom™ x3

Quatre-cœurs pour vous fournir des performances sans compromis

Coques interchangeables

Personnalisez votre tablette avec une coque incluant une batterie supplémentaire ou un son 5.1

Expérience fluidifiée

Avec Android Lollipop 5.0 et ZenUI, naviguez de manière intuitive et fluide

Intel Inside® pour des expériences incomparables.

*Prix de vente de conseil (TTC). Chaque revendeur reste libre de sa politique tarifaire.
Intel, le logo Intel, Intel Atom et Intel Inside sont des marques commerciales d'Intel Corporation aux États-Unis et/ou dans d'autres pays.
In Search Of Incredible : Rechercher l'exceptionnel

À partir de 149€*



HP LA 3D QUI Pousse VOTRE CRÉATIVITÉ

Bienvenue dans la troisième dimension. Avec son

Sprout ("pousse" en anglais, prononcez "spraout"), HP révolutionne le PC : plus de clavier, plus de souris, mais une interface par projection tactile. Sprout est d'abord un ordinateur tout en un doté d'un puissant processeur Intel Core i7 et de 1 To de stockage. L'innovation réside dans le projecteur équipé d'une caméra 3D Intel RealSense. Il vous permet de numériser des objets 2D ou 3D et de les afficher instantanément sur le tapis tactile full HD de 23 pouces (58 cm). Grâce à l'interface, vous contrôlez directement votre contenu du bout des doigts ou avec un stylet, comme sur l'écran d'un smartphone. L'application Capture 3D réalise des modèles 3D de haute qualité. Libre à vous de les modifier ou de les transformer selon vos besoins et votre inspiration.

HP Sprout, prix indicatif : 2 090 €.



PHILIPS AU SERVICE DE LA NETTETÉ

Soudain, vous n'êtes plus spectateur d'un James Bond (par exemple), vous êtes dans l'action. Le **TV Philips 8601**, sa diagonale de 55 pouces (139 cm) et ses 18 haut-parleurs (50 Watts) vous plonge au cœur du film. Les technologies Ultra HD 4 k et Bright Pro apportent une netteté inégalée. La résolution est quatre fois supérieure à celle d'un Full HD classique et les contrastes optimisés rendent l'image très réaliste, et ce quelle que soit la source. Le système Ambilight 4 côtés émet un effet de halo autour de votre téléviseur et donne une impression de grande largeur d'écran. Equipé d'Android TV, vous accédez à la plupart des applications disponibles sur le Google Play Store. La navigation est simplifiée grâce à la puissance du processeur Hex Core et à une télécommande dotée d'un clavier AZERTY, d'un pavé tactile et de la reconnaissance vocale.

TV Philips 8601, 2 500 €. Existe aussi en 65 pouces (164 cm), 3 500 €.



CANON ENTREZ DANS LE MONDE DES COMPACTS

Faites vos premiers pas dans le monde de la photographie à objectifs interchangeables. L'**EOS M3** est un appareil photo compact associant aux performances d'un reflex numérique une portabilité optimale. Il est équipé d'un capteur APS-C de 18 millions de pixels, associé à un nouveau zoom de kit, l'EF-M 15-45 mm f/3,5-6,3 IS STM. Réalisez des photos et des vidéos avec un rendu parfait des détails, des couleurs et de l'atmosphère, même en basse lumière grâce à une sensibilité ISO allant jusqu'à 12 800. Changez d'objectif, soit dans la gamme d'objectifs EF-M, soit dans l'éventail d'objectifs EF et EF-S, en installant la bague d'adaptation disponible en option. La marque a misé sur le confort d'utilisation et sur un écran tactile intuitif de 3 pouces (sRGB 1 040 000 points) qui s'incline à 180 degrés. Partagez facilement vos photos et vos vidéos via le wifi et la fonction NFC.

CANON EOS M10, prix de lancement : 449 €.

PROFITEZ DE CETTE OFFRE EXCEPTIONNELLE !



1 AN + **L'AGENDA**
52 numéros (182 €) **2015-2016** (12,40 €)

= **114 €**

au lieu de ~~194,40 €~~*

Cette offre comprend :

- Les magazines **livrés chez vous** chaque semaine
- La **version numérique du magazine** dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du **site Internet**
- **20 ans d'archives**, soit près de 100 000 articles
- **L'accès illimité** sur tous vos supports numériques.
- Possibilité de **faire suivre votre magazine** sur votre lieu de vacances ou le suspendre par simple courrier, mail ou appel téléphonique.



Inclus également dans votre abonnement, un accès à la version numérique : des contenus exclusifs, réservés aux abonnés, issus des meilleurs médias du monde entier pour décrypter les grands sujets d'actualité.

Réduction
de plus de
40%*



Comme chaque année, la rédaction de *Courrier international* a imaginé pour vous un **agenda original** !

Cette fois, nous avons sélectionné parmi nos **unes parues** depuis **25 ans** : les meilleures, les plus belles, les plus emblématiques...

Certaines vont vous faire rire, certaines vont vous rappeler de vagues souvenirs et d'autres seront encore toujours d'actualité !

Avec sa finition soignée, son design aux couleurs de *Courrier international* et son format pratique, cet agenda vous accompagnera dans tous vos déplacements et rendez-vous.

- **FORMAT : 130 X 210 MM**
- **DE SEPTEMBRE 2015 À DÉCEMBRE 2016**
- **RUBAN MARQUE-PAGE**
- **LIVRAISON SOUS 2 À 3 SEMAINES**

BON D'ABONNEMENT

A retourner accompagné de votre règlement à :
Courrier international - Service abonnements - A 2100 - 62066 ARRAS CEDEX 9

Oui, je m'abonne à *Courrier international* - 1 an (52 n°)
+ L'agenda 2015-2016 pour 114 € au lieu de 194,40 €*

Monsieur Madame

RCO1500PBA306

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL [] [] [] [] [] [] VILLE

TÉLÉPHONE [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] E-MAIL@

J'accepte de recevoir des offres de *Courrier international* : oui non

J'accepte de recevoir des offres des partenaires de *Courrier international* : oui non

JE CHOISIS DE RÉGLER PAR : Chèque bancaire à l'ordre de : *COURRIER INTERNATIONAL*

Carte bancaire N° []

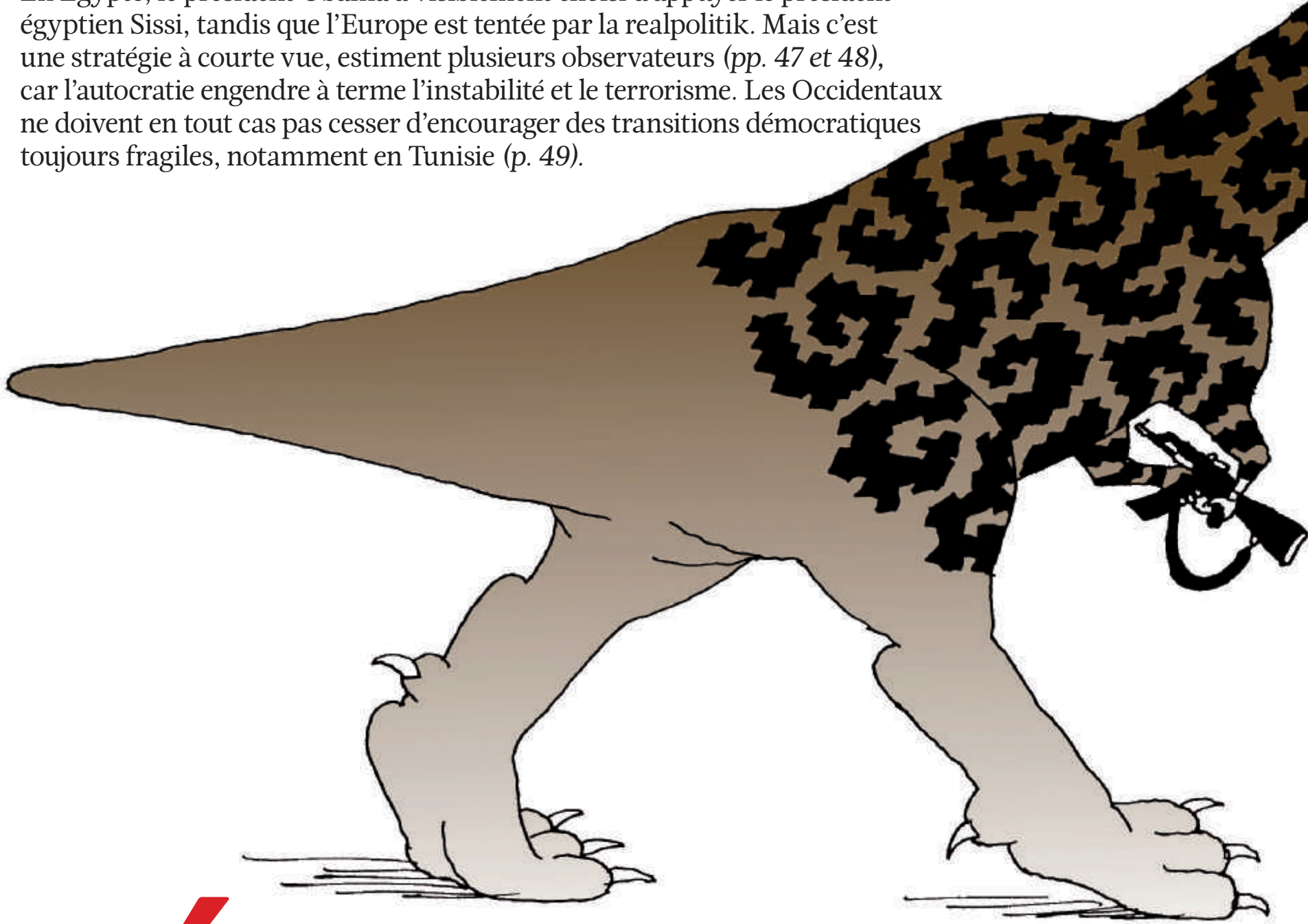
Expire fin [] [] [] [] Cryptogramme [] [] [] []

Date et signature obligatoires :

* Prix de vente kiosque. Offre valable jusqu'au 31/12/2015 pour un premier abonnement servi en France métropolitaine dans la limite des stocks disponibles. Je peux choisir l'abonnement seul au prix de 182 €. Je peux également acheter l'agenda seul au prix de 12,40 € (frais de port compris), livraison sous 2 à 3 semaines. Les informations demandées ci-dessus sont nécessaires à l'enregistrement de votre commande. Elles peuvent être communiquées à des sociétés partenaires de Courrier international. En application de la loi informatique et libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification en vous adressant au service Abonnements. RCS Paris 344 761 000 48

à la une

Dans un monde instable, les démocraties doivent-elles composer avec les régimes autoritaires, voire leur apporter leur soutien et leur caution ? En Egypte, le président Obama a visiblement choisi d'appuyer le président égyptien Sissi, tandis que l'Europe est tentée par la *realpolitik*. Mais c'est une stratégie à courte vue, estiment plusieurs observateurs (pp. 47 et 48), car l'autocratie engendre à terme l'instabilité et le terrorisme. Les Occidentaux ne doivent en tout cas pas cesser d'encourager des transitions démocratiques toujours fragiles, notamment en Tunisie (p. 49).



DÉMOCRATIE

LES LIAISONS DANGEREUSES



Les tyrans font le lit du terrorisme

Barack Obama fait fausse route en soutenant le président égyptien Sissi. Pour cette journaliste, une telle stratégie ne peut que renforcer Al-Qaida.

—The Nation (extraits) New York

En 2009, alors que j'animais un débat télévisé au Caire, j'ai été choquée par les interventions éhontées des services de sécurité pour tenter d'imposer une ligne éditoriale progouvernementale et militariste. Certaines émissions ont été interdites par la censure et d'autres remaniées par le service de presse du gouvernement. Cependant, derrière cette façade d'autoritarisme, l'intelligentsia cairote se passionnait pour le discours historique prononcé en juin de cette année-là par le président Obama à l'université du Caire. Ce n'étaient pas seulement les termes employés par M. Obama qui intéressaient les Egyptiens, c'était aussi l'exemple qu'il offrait : un homme qui avait la même couleur de peau qu'eux et dont le père avait été élevé dans l'islam avait été élu président du pays le plus puissant du monde, alors qu'eux-mêmes étaient encore privés des droits les plus élémentaires dans leur propre pays. Au moment où le président Hosni Moubarak, qui était à la tête d'une minuscule élite oligarchique complètement coupée du peuple, se préparait à laisser le pouvoir à son fils Gamal, un soulèvement démocratique couvait.

Cinq ans plus tard, le président américain, qui avait promis aux Egyptiens de défendre activement leur droit de "s'exprimer et d'avoir voix au chapitre sur la façon dont [ils sont] gouvernés", apporte son soutien à un régime beaucoup plus tyrannique que celui d'Hosni Moubarak. Sous la main de fer du président Abdelfattah Al-Sissi, l'armée, cet "Etat dans l'Etat" qui contrôle un tiers de l'économie égyptienne et domine la sphère du pouvoir, ne cesse d'accroître son

influence. Mohamed Morsi, l'unique dirigeant démocratiquement élu en cinq mille ans d'histoire égyptienne, a été condamné à mort par un tribunal fantôme, et 40 000 prisonniers politiques croupissent derrière les barreaux. Toutes les solutions politiques envisagées pour remplacer le régime actuel ont été rejetées par la force et l'intimidation, et les leaders de l'opposition vivent en exil.

A chaque effort du président Sissi pour rétablir un régime militaire, Washington a fourni le soutien diplomatique et matériel nécessaire pour que Le Caire redevienne la capitale de la répression arabe. Quelques jours avant le massacre d'un millier de manifestants non violents par les forces de l'ordre sur la place Rabia, en août 2013, le secrétaire d'Etat John Kerry a annoncé que le président Sissi était en train de "rétablir la démocratie". En octobre 2014, lors d'une conférence donnée au Caire, M. Kerry a légitimé encore davantage le président égyptien, en saluant le dictateur pour le "rôle essentiel que l'Egypte joue depuis si longtemps dans la région". Et en avril dernier le président Obama a levé le gel des livraisons d'armes lourdes à l'Egypte [suspendues depuis octobre 2013].

Répression. Le président Sissi s'est assuré le soutien de Washington en se présentant comme un garant de la stabilité dans son pays, où ses forces armées combattent des groupes islamistes dans la péninsule du Sinaï, en Libye et au Yémen. Mais sa fermeté inflexible n'a engendré que le chaos. Au cours des trois premiers mois de 2015, l'Egypte a enregistré 1 641 épisodes de violences politiques, soit un toutes les quatre-vingt-dix minutes.

La politique de répression du régime égyptien représente un scénario de rêve pour Al-Qaida et les autres groupes extrémistes. Un nombre inquiétant d'hommes armés – islamistes et laïcs –, qui avaient participé au soulèvement pacifique de 2011, ont rejoint des groupes extrémistes depuis que l'accès à une participation démocratique leur a été refusé. Parmi eux figurait Ahmed Al-Daraoui, un militant prodémocratie qui s'est présenté aux élections parlementaires et qui a fini par rejoindre Daech après le coup d'Etat de 2013.

Il est utile de rappeler comment l'Egyptien Ayman Al-Zawahiri, le chef d'Al-Qaida, mettait en garde les jeunes musulmans contre la démocratie. Dans son livre *La Moisson amère* [1990], il les appelait à changer leur réalité par le djihad armé et non par les urnes, en insistant sur le fait que les dirigeants militaires ne leur permettraient jamais d'exercer leurs droits. Il dénonçait la naïveté des Frères musulmans, qui avaient participé aux élections et nourri des ambitions démocratiques. Selon lui, il était préférable de s'emparer du pouvoir par la violence, car les "croisés" et leurs alliés arabes ne permettraient jamais qu'un véritable Etat islamique voie le jour.

Au Moyen-Orient, un grand nombre de jeunes estiment que les événements en cours donnent raison aux positions nihilistes selon lesquelles la

Les Etats-Unis devraient être aussi inflexibles avec les dictateurs qu'avec les terroristes



En avril dernier, **Courrier international** consacrait sa une au déclin de la démocratie. "Après trente ans d'avancée rapide, la démocratie ne progresse plus dans le monde", écrivions-nous. Pis encore, "depuis dix ans les régimes autoritaires ont le vent en poupe, alors que plusieurs grands pays ont connu une érosion des libertés". Un sombre constat contrebalançant par le politologue américain Francis Fukuyama, qui maintenait, dans une longue analyse publiée à la fin de notre dossier, que "la fin de l'Histoire [serait] démocratique".

← Dessin de Tiounine paru dans **Kommersant**, Moscou.

démocratie est une illusion dangereuse. Les rhétoriques du président Sissi et de Daech sont tributaires l'une de l'autre. Le président égyptien, comme son homologue syrien Bachar El-Assad, justifie la répression par la nécessité de sauver l'Egypte de la "menace terroriste"; cette répression pousse les opposants à reprendre le chemin de la violence, ce qui, à son tour, alimente les thèses du président Sissi. Si les dirigeants des Frères musulmans sont restés fermes sur leur rejet de longue date de la violence, ils ne peuvent plus contrôler les jeunes militants qui n'ont plus aucune perspective politique en dehors de la violence.

Illusion. Le gouvernement Obama continue à se bercer d'illusions en pensant que la sécurité des Etats-Unis peut être assurée par des alliances avec des dictateurs, dont la pratique de la torture et de la prison a donné le jour au djihadisme moderne, avec son père fondateur Sayyid Qutb, et à Al-Qaida, avec son cerveau, Ayman Al-Zawahiri. Il est tout aussi dangereux de penser qu'en accédant aux pressions des monarchies du Golfe alliées à Sissi – notamment l'Arabie Saoudite, dont la religion officielle, le wahhabisme, a produit les racines théologiques de l'idéologie d'Al-Qaida et de Daech – on apportera la stabilité à la région. Toute stratégie nationale de sécurité devrait exiger que les Etats-Unis soient aussi inflexibles avec les dictateurs du Moyen-Orient qu'avec les terroristes. Washington devrait geler immédiatement son aide à l'Egypte et lier sa reprise à des réformes démocratiques concrètes, parmi lesquelles le retour des Frères musulmans dans un processus politique démocratique et participatif. Tant que nous ne nous engagerons pas en faveur de la démocratie et de la dignité au Moyen-Orient, nous jouerons le jeu d'Al-Qaida.

—Rula Jebreal*
Publié le 5 juin

* Journaliste et écrivaine israélo-italienne.

Partenariat

Forum mondial de la démocratie de Strasbourg

Pour sa quatrième édition – du 16 au 21 novembre 2015 –, le Forum mondial de la démocratie, à Strasbourg, dont *Courrier international* est partenaire, a choisi un thème en prise directe avec l'actualité : "Liberté vs contrôle : pour une réponse démocratique".

Voici les événements proposés par *Courrier international* :

- Exposition "Dessins en liberté" (du 16 au 21 nov., L'Aubette, en partenariat avec l'Institut français, et débat le 20 nov. à 18 heures en présence du dessinateur Patrick Chappate).
 - Projection, en partenariat avec Arte, du documentaire *Un œil sur vous, citoyens sous surveillance*, suivie d'un débat avec le réalisateur Alexandre Valenti (jeudi 19 nov. à 20 heures, cinéma Odyssee)
 - Débat "La fin du rêve européen ?" avec la participation de l'ancien ministre du Conseil italien Enrico Letta (vendredi 20 nov. à 20 heures, L'Aubette)
 - Rencontre avec les défenseurs de la liberté (Syrie, Centrafrique, Balkans). (vendredi 20 nov. à 20 heures, L'Aubette).
- Retrouvez l'actualité du Forum mondial de la démocratie sur le site courrierinternational.com et le programme complet sur le site strasbourg.eu.

LA TENTATION DU DESPOTISME

Face à une instabilité grandissante, les Occidentaux semblent prêts à soutenir n'importe quel autocrate au nom de la sécurité. Une stratégie à courte vue, estime l'ancienne responsable de la diplomatie espagnole.

— **Project Syndicate** (extraits) Prague

Autrefois interrogé sur le soutien de l'Amérique au dictateur nicaraguayen Anastasio Somoza, le président Franklin D. Roosevelt aurait, dit-on, répondu : "Somoza est peut-être un salopard, mais c'est notre salopard." Qu'elle soit authentique ou non, cette saillie résume l'approche adoptée depuis bien longtemps par l'Occident dans une grande partie du monde – et qui a sous-tendu la politique étrangère américaine tout au long de la guerre froide.

Mais plus récemment, une approche encore plus troublante semble avoir émergé, consistant pour les dirigeants occidentaux à se contenter non pas de leur propre salopard, mais tout simplement de n'importe quel salopard en mesure d'imposer une stabilité, quel qu'en soit le prix.

On se serait attendu à ce que l'expérience oriente les dirigeants occidentaux dans le sens opposé. Après tout, les années passant, le clientélisme de la guerre froide ne s'est pas révélé idéal. En effet, dans bien des situations – chah d'Iran, Lon Nol au Cambodge, Augusto Pinochet au Chili, ou encore Mobutu Sese Seko en république démocratique du Congo, pour ne citer que quelques exemples –, ce système n'a engendré à long terme qu'insécurité et désordre.

Désespoir. Seulement voilà, nous vivons une époque de désespoir. Incapables de contenir les violences, les souffrances et le chaos qui engloutissent le Moyen-Orient et une partie de l'Afrique du Nord – et dont les conséquences se font de plus en plus ressentir en Europe –, les dirigeants occidentaux retombent aujourd'hui dans le piège de la guerre froide. Ils ne souhaitent plus qu'une seule chose : pouvoir compter sur la présence d'un acteur – et désormais quasiment n'importe qui – capable de faire respecter l'ordre.

C'est sans doute dans le cas de la Syrie que ce désespoir apparaît le plus clairement. Après avoir insisté pendant des années sur le problème que représentait le président syrien Bachar El-Assad, de plus en plus de responsables et stratèges occidentaux estiment finalement qu'il pourrait bien faire partie de la solution – ou du moins d'une transition.

Le mois dernier, la chancelière allemande Angela Merkel a souligné la nécessité d'intégrer Assad aux discussions sur l'avenir de la Syrie. De même, le secrétaire d'Etat américain John Kerry et le Premier ministre britannique David Cameron attribuent tous deux un rôle à Assad dans le cadre d'une éventuelle transition. Le Premier ministre

→ *Selfie. Le gratin de la diplomatie russe, américaine, turque et saoudienne a échangé des idées sur la situation syrienne lors d'une réunion à Vienne. Dessin de Stavro paru dans The Daily Star, Beyrouth.*

L'auteur



H. STIKKE/WIKIMEDIA

ANA PALACIO a été ministre des Affaires étrangères de l'Espagne de 2002 à 2004 et première vice-présidente de la Banque mondiale. La tribune ci-dessus a été publiée par la plateforme *Project Syndicate* et traduite de l'anglais par Martin Morel.

Volte-face

L'Europe à l'heure de la *realpolitik*

"2015 restera-t-elle comme l'année où l'Europe se sera convertie à la *realpolitik*?" se demande **The Wall Street Journal**. "Alors que les migrations mettent à l'épreuve la cohésion de l'UE, les hommes politiques [européens] axent leur politique étrangère davantage sur les intérêts stratégiques que sur la démocratie et les droits de l'homme", fait valoir le quotidien américain. Et acceptent, par exemple, de dialoguer avec le président turc Recep Tayyip Erdogan au sujet des réfugiés "en mettant en veilleuse leur préoccupation quant à ses tendances autoritaires". Certains pays envisagent aussi de discuter avec le président syrien Bachar El-Assad. Comme le déclare l'Allemand Manfred Weber, président du groupe du Parti populaire européen (centre droit), au Parlement européen : "Nous devons reconnaître que le plus important est la stabilité."



espagnol Mariano Rajoy est allé jusqu'à déclarer que le monde devrait "compter sur" Assad dans la lutte contre l'Etat islamique.

Qu'il découle du réalisme ou de la résignation, ce changement d'approche illustre un profond désir de stabilité – désir accentué, notamment en Europe, par l'existence d'un nouveau vide de gouvernance en Libye. Ce même désir a d'ores et déjà conduit l'Occident à soutenir le régime de Sissi en Egypte.

Face à un contexte d'anarchie, cet empressement visant l'instauration d'une stabilité par tous les moyens nécessaires est compréhensible. Il s'agit néanmoins d'une pente glissante. Et cette tentation se fonde en réalité sur une fausse dichotomie entre autocratie et instabilité.

Bien entendu, les personnalités autoritaires telles que le président russe Vladimir Poutine ont profondément intérêt à promouvoir cette dichotomie. Comme l'a récemment expliqué le politologue bulgare Ivan Krastev, le président Poutine – depuis longtemps allié d'Assad – fait activement valoir l'idée selon laquelle les efforts occidentaux

La tyrannie n'est jamais véritablement stable, et sûrement pas à long terme

de promotion d'une bonne gouvernance n'auraient conduit qu'à l'instabilité.

Mais la tyrannie n'est jamais véritablement stable, et certainement pas à long terme. Le désir de respect et de dignité humaine – pierre angulaire d'une bonne gouvernance – ne peut être étouffé, et encore moins à l'heure où les populations bénéficient d'un accès sans précédent à l'information via Internet et les technologies mobiles.

Ainsi la bonne gouvernance constitue-t-elle la clé d'une stabilité à long terme. Néanmoins, tout comme la stabilité, la bonne gouvernance ne peut être imposée depuis l'extérieur ; il lui faut se développer de manière organique, et reposer sur les racines solides d'une société. Cela ne signifie pas que les gouvernements occidentaux ne peuvent agir en la matière. Au contraire, en contribuant à cultiver une société civile dynamique au niveau local et national, les forces externes peuvent jouer un rôle important dans la construction de solides fondations sous-tendant une bonne gouvernance dans les pays en crise.

Le Quartet du dialogue national en Tunisie – groupement d'organisations de la société civile, récompensé cette année par un prix Nobel de la paix – démontre toute l'efficacité que peut produire une société civile énergique dans le soutien à la stabilité. Si elle entend faire réellement la différence dans la stabilisation des régions les plus troublées du monde actuel, la communauté internationale aurait tout intérêt à prendre pour modèle la Tunisie (et à demeurer engagée dans le maintien du cap entrepris par le pays en direction d'une démocratie stable) plutôt que tomber dans le piège des mises en garde formulées par Poutine autour de la Syrie et de la Libye.

— **Ana Palacio**
Publié le 28 octobre

Encourager la transition tunisienne

Grâce au dialogue, le pays préserve son unité. Mais, face au terrorisme, Tunis a adopté des lois liberticides, et sans le soutien de ses partenaires internationaux sa transition vers la démocratie pourrait échouer.

—Muftah (extraits) Scottsdale (Arizona)

Le prix Nobel de la paix 2015 a été décerné à un groupe d'acteurs peu connus : le Quartet tunisien, groupement de quatre organisations de la société civile [l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), le patronat (Utica), l'ordre des avocats et la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH)] qui, en 2013, a négocié une issue pacifique à la plus grave impasse politique que la Tunisie ait connue depuis la révolution [décembre 2010-janvier 2011]. Les causes de cette impasse étaient complexes [citons l'assassinat de deux opposants politiques, Chokri Belaïd, abattu le 6 février 2013, et Mohamed Brahmi, le 25 juillet 2013], mais son résultat a été clair : un dialogue multipartite négocié a sauvé la transition tunisienne à un moment décisif.

Au lieu de sombrer dans le chaos et les coups d'Etat, comme la Libye et l'Égypte, la Tunisie a tenu bon : elle a préservé son Parlement élu, a trouvé un terrain d'entente pour désigner un Premier ministre par intérim non partisan, ratifier une Constitution [le 26 janvier 2014] et nommer un organisme indépendant chargé d'organiser les élections d'octobre-décembre 2014. Grâce aux compromis consensuels orchestrés par le Quartet et d'autres acteurs, la Tunisie reste la première véritable démocratie du monde arabe.

Mais le pays doit encore faire face à de graves difficultés, dont une crise économique imminente et l'intensification des menaces contre la sécurité, exacerbées par l'influence déstabilisatrice de la Libye. La Tunisie saura-t-elle consolider sa fragile démocratie ou bien, au cas où elle serait à nouveau victime du terrorisme, se laissera-t-elle entraîner vers une contre-révo-

La Tunisie reste la première véritable démocratie du monde arabe

lution autoritaire ? Cela dépendra largement de la volonté de ses dirigeants de mener à bien les réformes impulsées par ce dialogue multipartite – avec l'appui de partenaires internationaux, notamment de l'Union européenne et des États-Unis.

Au-delà du Quartet, le comité Nobel a récompensé l'ensemble des Tunisiens qui, par leur attachement au pluralisme, ont contribué à préserver la transition démocratique. Les partis d'opposition laïques et islamistes ont pu dépasser les clivages idéologiques pour parvenir à un accord sur des principes susceptibles de définir une nouvelle Tunisie démocratique. Face aux menaces contre

la sécurité, cependant, la réaction a souvent été tout autre. Historiquement, les dirigeants tunisiens et leurs partenaires occidentaux ont toujours préféré privilégier la stabilité et la sécurité sur le dialogue démocratique.

Rempart. L'ex-dictateur tunisien Zinedine El-Abidine Ben Ali, au pouvoir de 1987 à 2011, a bénéficié d'un soutien significatif de la France, des États-Unis et d'autres pays occidentaux qui voyaient en lui un allié dans la guerre contre le terrorisme. Ben Ali a réussi à jouer la carte de la stabilité tant avec les Tunisiens qu'avec l'Occident, assurant que son Etat policier stable, "moderne" et bienveillant, était un rempart indispensable contre l'extrémisme religieux, chaotique et rétrograde. En même temps, la brutalité de son régime demeure la principale cause de la montée de l'extrémisme chez les Tunisiens, y compris ceux qui sont partis

SOURCE



MUFTAH

Scottsdale, États-Unis
muftah.org

Site d'analyse sur les enjeux géopolitiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, Muftah a été lancé en mai 2010 et a depuis étendu sa couverture éditoriale à l'Europe orientale et l'Asie centrale. Faisant appel de journalistes, des experts, mais aussi des militants politiques, ce site (diffusé en langue anglaise) a pour ambition d'offrir une diversité de points de vue et des perspectives. Il revendique son engagement propalestinien.

↓ Dessin de Willis, Tunisie.

combattre en Irak et en Syrie. En faisant valoir la prétendue stabilité de son régime autoritaire, Ben Ali a ravalé l'"unité nationale" au rang de simple outil de marketing.

En Tunisie, l'unité était et reste incertaine, et parfois intentionnellement assimilée à l'uniformité. Le 24 juillet, à la suite des deux attentats terroristes [le 18 mars au musée du Bardo, à Tunis, et le 26 juin à Sousse], le Parlement tunisien a voté à une écrasante majorité une loi anti-terroriste portant sérieusement atteinte aux droits individuels. Aucun député n'a voté contre ce texte qui fait aujourd'hui figure de *Patriot Act* à la tunisienne, et dix seulement se sont abstenus.

Ces derniers ont alors été la cible d'une violente campagne de dénigrement dans les médias nationaux liés à l'ancien régime qui, les accusant d'être des "non-patriotes", voire les complices en puissance des terroristes, appelait à les traduire en justice. Par la suite, les détracteurs d'un autre projet de loi dit "de réconciliation économique", proposant d'amnistier des hommes d'affaires corrompus ayant détourné de l'argent public sous Ben Ali [à condition qu'ils remboursent les sommes détournées], ont aussi été vilipendés.

Menace. La peur et la menace terroriste ont considérablement aggravé les difficultés de la Tunisie à gérer les inévitables remous post-révolutionnaires. Chose troublante, les concepts de "consensus" et d'"unité", d'inspiration autoritaire, ont été de plus en plus souvent invoqués pour faire taire les voix discordantes, jugées déstabilisantes. La crainte du terrorisme a également retardé tout un train de réformes législatives et institutionnelles dont le pays a cruellement besoin : refonte du code pénal et du code militaire, notoirement répressifs, simplification d'un code d'investissement labyrinthique et réforme des systèmes judiciaire et policier, gangrenés par la corruption.

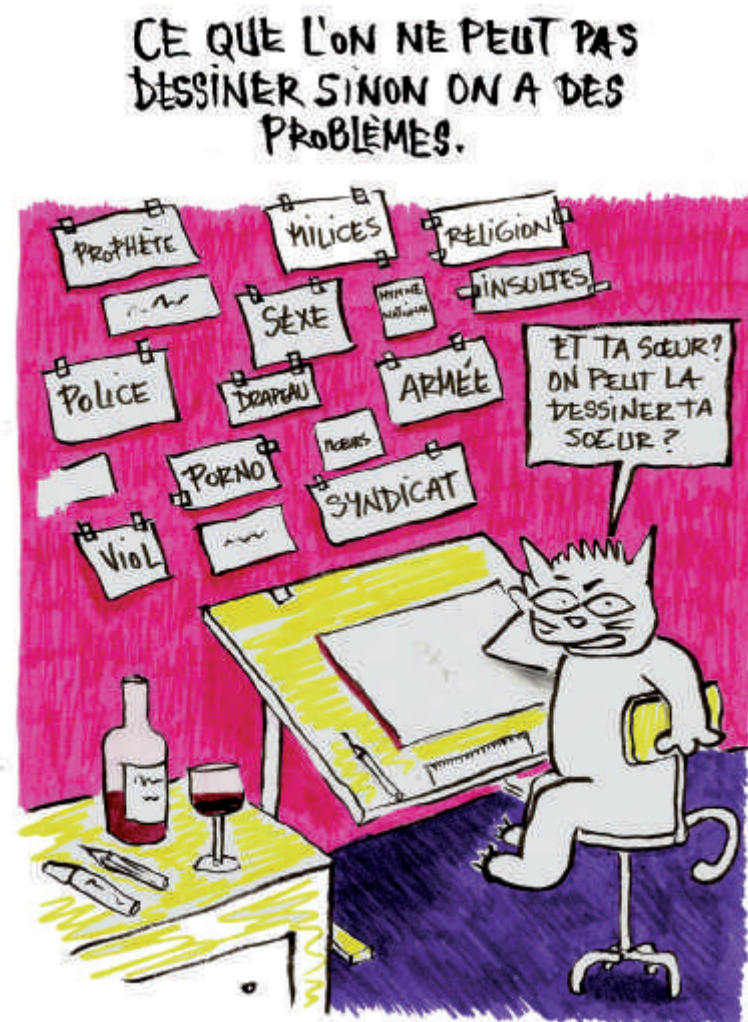
Chacune de ces réformes pourrait aider la Tunisie à relancer son processus de transition démocratique et à lutter plus efficacement contre le terrorisme. En s'attaquant à la corruption, le pays pourrait sécuriser sa longue frontière poreuse avec la Libye, que n'importe qui peut aujourd'hui franchir sans se faire fouiller en glissant un billet à la police des frontières.

Il ne sera toutefois possible de mener à bien ces réformes indispensables que grâce à un processus de débat contradictoire, de négociation et de résolution. Les médias et les militants de la société civile tunisienne doivent continuer à puiser leur inspiration dans le prix Nobel du Quartet : un dialogue critique constructif incluant le gouvernement et les adversaires politiques peut faire avancer la cause de la paix, du développement et de la stabilité. Les partenaires internationaux de la Tunisie, tels l'Union européenne et les États-Unis, entre autres, devraient investir beaucoup plus dans ce pays dans lequel l'Histoire est en marche. Ils contribueraient ainsi à stabiliser une économie menacée par le terrorisme et encourageraient un large éventail de nouvelles réformes issues du dialogue national.

—Monica Marks*

Publié le 15 octobre

* Chercheuse associée au Conseil européen des relations internationales.





← Dessin de Glez
paru dans **Journal**
du jeudi, Ouagadougou.

↘ Dessin de Tiounine
paru dans
Kommersant, Moscou.

Idriss Déby, l'intouchable ami de la France

Au pouvoir depuis 1990, le président et autocrate tchadien s'est fait le champion de la lutte contre le terrorisme dans le Sahel. De quoi s'offrir une totale impunité.

—Maliweb.net (extraits) Bamako

Dans la vie, soyez du bon côté ! Quand vous êtes du bon côté, vous avez tout pour plaire, vous mangez à satiété et vous gardez le monde à vos pieds. C'est ce qu'ont compris les politiciens maliens, passés maîtres dans l'art de nomadiser dès que soufflent les vents porteurs de soupe. C'est aussi ce qu'a compris, à sa façon, le président tchadien, Idriss Déby Itno.

Depuis qu'il a mis ses troupes à la disposition de la puissante France pour traquer les narco-djihadistes d'Aqmi, dans le nord du Mali, et de Boko Haram, au Nigeria, le compère boit du petit-lait.

Voyez-vous, personne ne demande de comptes à Déby pour ses vieilles relations avec Hissène Habré [président dans les années 1980, jugé pour crimes contre l'humanité], dont il fut pourtant, aux sombres heures de la tyrannie, le chef militaire. La douce France, si prompt à enseigner les vertus de l'alternance à ses anciennes colonies, et qui a chassé du pouvoir Hissène Habré lorsqu'il s'est opposé à l'invitation démocratique lancée à La Baule par Mitterrand [dans un discours en 1990], se tient close et coite dès lors qu'il s'agit de Déby. Or ledit Déby gouverne le Tchad depuis le 4 décembre 1990. Donc, vingt-cinq ans sonnés ! Comme nul n'ose lui parler d'alternance, le maître du Tchad a toutes les raisons de se croire indispensable. Il y a quelques jours, il déclarait à haute et intelligible voix que s'il restait au pouvoir c'était par crainte de voir le Tchad sombrer, après lui, dans le chaos. On est tenté de lui demander s'il n'a pas conclu un pacte d'éternité avec le bon Dieu.

Idriss Déby ne se contente pas d'exclure toute alternance ; il n'admet pas non plus que quelqu'un lui demande des nouvelles de ses opposants.

Surtout des opposants disparus. L'un de ces pauvres bougres s'appelle Oumar Mahamat Saleh. Le 3 février 2008, l'intéressé, alors porte-parole de l'opposition et secrétaire général du Parti pour les libertés et le développement, est enlevé par des militaires tchadiens au lendemain d'une attaque rebelle à Ndjamena. L'enquête ouverte, en catimini, au Tchad aboutit, bien entendu, à un non-lieu. En juin 2013, sur plainte de Mohamed Saleh Ibni Oumar, l'un des fils du disparu, un juge d'instruction français décide d'enquêter sur l'affaire. Détail fort éclairant : le parquet s'oppose à l'enquête et le parquet, comme chacun le sait, prend ses instructions au ministère de la Justice. Du coup, il faut sortir d'un asile psychiatrique pour croire que le gouvernement français donnera les moyens à un juge français d'élucider les faits qui lui sont soumis. Pas plus que le gouvernement français n'accordera le moindre intérêt à d'éventuels mandats d'arrêt émis par le malheureux juge.

Si la France se mettait à inculper Idriss Déby ou ses proches pour les beaux yeux d'un illustre disparu, qui irait donc nettoyer les nids de terroristes du Tighergar ou traquer Abubakar Shekau, l'impitoyable tueur de Boko Haram ? La France est entièrement *Charlie*, mais pas Saleh ! Avis aux opposants encore visibles : tâchez de ne pas disparaître ! En tout cas, le fils de Saleh ne se fait pas d'illusions ; au micro de RFI, il murmure d'une voix pathétique : *« Nous nous posons beaucoup de questions pour savoir si ce juge aura réellement les moyens de mener ses enquêtes au Tchad (...) »*

Déby, du haut de son piédestal militaire, se sait tout permis.

—Tiékorobani
Publié le 22 août

LE DÉCLIN DE LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE

Non, les valeurs occidentales ne sont pas aussi universelles qu'on a bien voulu le croire après la fin de la guerre froide. Elles sont de plus en plus remises en cause dans le monde.

—The New York Times (extraits)
New York

Après des siècles de domination mondiale, l'influence de l'Occident a semblé atteindre de nouveaux sommets avec l'effondrement de l'Union soviétique. Les valeurs et la civilisation portées par les pays occidentaux étaient manifestement sorties victorieuses de la bataille contre le communisme. Le triomphe a paru encore plus complet avec le revirement de la Chine en faveur du capitalisme. Nombreux étaient ceux pour qui ce tournant présageait l'émergence progressive d'une classe moyenne et de revendications en matière de droits individuels, de justice et de transparence. Bref, la Chine semblait faire un pas en direction de la démocratie.

Mais la consécration des valeurs occidentales est-elle vraiment inéluctable ? Ces valeurs, pour la plupart issues de la tradition judéo-chrétienne, sont-elles réellement universelles ?

L'histoire de ces dix dernières années a de quoi nous vacciner contre toute pensée simpliste. Le développement d'un capitalisme autoritaire contredit l'hypothèse du politologue Francis Fukuyama selon laquelle la démocratie libérale serait le système politique le plus fiable et le plus durable. Avec le naufrage du communisme, le politologue américain écrivait en 1989 que nous assistions peut-être *« au point final de l'évolution idéologique de l'humanité et [à] l'universalisation de*

SOURCE



MALIWEB

Bamako, Mali

www.maliweb.net

Hébergeant des publications qui n'ont pas les moyens d'avoir leur propre site Internet, *Maliweb* est le principal portail du Mali et le site le plus lu du pays. Depuis peu, il accueille aussi des chroniqueurs, tel le journaliste malien Tiékorobani, qui tient une chronique satirique.

Diplomatie

Les autocrates défilent à Londres

« Y a-t-il un tyran qui ait assez de sang sur les mains pour que nous ne lui déroulions pas le tapis rouge ? » demande le **Daily Mail**.

Un chroniqueur du journal britannique relève que David Cameron a reçu en visite ces dernières semaines, outre le président chinois Xi Jinping, l'Égyptien Abdelfattah Al-Sissi (voir p. 47) et l'autocrate du Kazakhstan, Nursultan Nazarbaev. Le Premier ministre semble décidé à fonder sa politique étrangère *« sur les intérêts commerciaux et rien d'autre »*, observe le commentateur.

Qui poursuit : *« A mon avis, Cameron est allé trop loin. En invitant le président Sissi à Londres, [...] il ridiculise les valeurs britanniques et expose son pays au mépris du monde. »*

trans- versales. économie



Sciences 60
Signaux 61

Classement des universités : un mal nécessaire ?



FOCUS

Formation. Redoutés et souvent critiqués dans le monde académique, les palmarès publiés chaque année sont néanmoins très attendus par les futurs étudiants et leurs parents. Leurs résultats sont parfois surprenants.



↗ Dessins de Kazanevsky, Ukraine.

—The Straits Times (extraits)
Singapour

Les classements d'universités prolifèrent et chaque fois qu'ils sont rendus publics ils suscitent des critiques. À l'heure où les frais de scolarité augmentent et où, dans de nombreux pays, les jeunes diplômés sont sous-employés, voire au chômage, n'est-il pas temps d'avoir un instrument de mesure plus objectif et plus utile de la valeur des universités et de l'enseignement qu'elles dispensent ?

Deux classements mondiaux publiés récemment [en septembre] ont décerné des notes éblouissantes à deux universités singapouriennes – et provoqué une certaine perplexité. L'édition 2015 du palmarès de la société d'étude britannique Quacquarelli Symonds en a étonné plus d'un à Singapour : l'université nationale de Singapour (NUS) et l'université technologique de Nanyang (NTU) figurent désormais dans le top 13, la NUS passant de la 22^e place à la 12^e et la NTU de la 39^e à la 13^e. Autre surprise, la NTU se retrouve juste après la NUS alors qu'elle est d'habitude loin derrière. En revanche, dans le classement du mensuel britannique *Times Higher Education*, la NUS recule d'une place pour figurer en 26^e position mais devient malgré tout la première université d'Asie. L'université de Tokyo, qui occupait cette position l'année dernière, perd 20 places et se retrouve au 43^e rang. La NTU a gagné 6 places pour occuper le 55^e rang.

Venons-en aux critiques. Un lecteur du *Straits Times* écrit à propos du classement de Quacquarelli Symonds : « Ah bon, la NUS et la NTU sont meilleures que Cornell et Yale ? » Ces dernières font partie de l'Ivy League [qui rassemble 8 prestigieuses universités américaines]. Yale figure à la 15^e place, Cornell à la 17^e. Et un ancien étudiant de la NUS demande : « Je sais que la NTU s'est améliorée, mais certainement pas au point de se retrouver juste derrière la NUS en un an. »

Cette progression spectaculaire des deux institutions singapouriennes est en partie due à une modification de la prise en compte des citations de publications : les publications touchant aux sciences de la vie et à la médecine sont plus souvent citées que celles portant sur les arts et les sciences humaines et sociales, une distorsion que Quacquarelli Symonds dit avoir corrigée. Cependant, même sans ce changement de méthodologie, la NUS et la NTU auraient progressé dans le classement. On doit donc admettre qu'elles se sont améliorées, tout au moins dans les domaines pris en compte par la société d'étude britannique.

Que doivent en retenir les parents et les

étudiants ? Le fait est que tous les classements ont leurs limites. En définissant un ensemble d'indicateurs, comme la façon dont les autres universitaires notent un établissement ou le rapport personnel administratif et technique-personnel enseignant, les auteurs d'un classement décident de ce qui est important dans l'enseignement supérieur. De plus, certains des aspects cruciaux, comme la qualité de l'enseignement, sont évalués de manière indirecte, en mesurant le nombre de professeurs titulaires d'un doctorat et la proportion d'enseignants par rapport aux étudiants.

Dans le monde entier, des universitaires estiment que ces classements, qui mélangent des données objectives et subjectives, sont fondés sur de la « mauvaise science sociale ». Mais cela n'empêche pas les universités de consacrer des ressources croissantes à l'amélioration de leurs résultats dans ces classements. Car, aussi imparfaits qu'ils soient, ils sont de plus en plus utilisés par les étudiants et leurs parents au moment de choisir une université. Ils sont également consultés par les enseignants en quête d'affecta-

N'est-il pas temps d'avoir un instrument de mesure plus objectif et plus utile de la valeur des universités ?

tion et orientent les financements accordés par certains gouvernements à leurs établissements nationaux.

J'ai interrogé les dirigeants de la NUS et de la NTU au sujet de l'utilité de ces comparaisons. « Qu'y avait-il avant l'arrivée de ces classements ? Absolument rien, m'a répondu Bertil Andersson, le président de la NTU. Une jeune université comme la NTU avait beau faire de grands progrès, cela passait inaperçu. » Quand il a pris ses fonctions, en 2008, il a essayé d'ignorer ces classements – jusqu'à ce qu'il voie les parents et les étudiants venir aux journées portes ouvertes avec les classements à la main. Il n'est toutefois pas aveugle sur leurs inconvénients et assure que la NTU s'attache avant tout à offrir un environnement de niveau mondial aux étudiants et aux enseignants.

Pour Tan Chorh Chuan, président de la NUS, les classements peuvent fournir des indications utiles sur les progrès réalisés par une université au fil du temps et sur la manière dont elle se situe au niveau régional et mondial. Il reconnaît que les résultats de la NUS l'ont certainement aidée à attirer les meilleurs enseignants et étudiants. « Cet effet ne durera pas si nous ne sommes pas capables de créer un environnement stimulant permettant aux individus talentueux d'exceller », ajoute-t-il toutefois. Il recommande aux étudiants qui doivent choisir une université de se fonder sur leurs centres d'intérêt, leurs aspirations et la qualité des programmes et des pratiques pédagogiques. « Les classements peuvent jouer un rôle, car les établissements bien classés comme la NUS ont en général des

partenariats poussés avec toute une série d'institutions de haut niveau du monde entier. De plus, notre réputation ouvre des perspectives à nos étudiants et à nos diplômés."

Les classements ne sont qu'un élément parmi d'autres, souligne toutefois le professeur Tan. "Les qualités qui distinguent un établissement – par exemple, des méthodes d'apprentissage novatrices, l'ouverture au monde, la vie étudiante – sont difficiles à mesurer, mais ce sont elles qui font la différence pour l'apprentissage et les perspectives à long terme des jeunes." A l'avenir, les étudiants seront peut-être

mieux informés par le classement que l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) est en train de mettre au point. Cet organisme cherche les moyens de mesurer objectivement les acquis des étudiants de premier cycle, a expliqué la semaine dernière son secrétaire général adjoint, Stefan Kapferer, qui participait à une conférence sur l'enseignement supérieur à Singapour. L'évaluation portera probablement sur les capacités d'analyse critique et les compétences dans certaines disciplines. Ce projet pourrait déboucher sur un dispositif comparable au Programme international pour le suivi des acquis des élèves [Pisa, qui évalue les élèves de 15 ans].

Les classements mondiaux des universités tiennent largement compte de la recherche, qui n'est peut-être pas "l'aspect le plus important" pour les étudiants, note M. Kapferer. Le programme de l'OCDE permettra de comparer les acquis des étudiants de différentes universités et d'obtenir davantage de transparence. Pour les décideurs politiques, qui consacrent de plus en plus d'argent public au financement de l'enseignement, il est important de savoir si les universités permettent réellement aux jeunes d'acquérir les connaissances et les aptitudes nécessaires dans un domaine donné.

D'après une étude publiée en 2011 par Richard Arum, de l'université de New York, et Josipa Roska, de l'université de Virginie, une grande proportion d'étudiants n'avaient pas amélioré leurs compétences de façon significative au cours de leurs deux premières années. Le même groupe d'étudiants, qui avaient achevé leur premier cycle et entraient dans le monde du travail, a de nouveau été évalué l'année dernière. Cette fois encore, les résultats ne sont pas positifs.

— Sandra Davie
Publié le 22 octobre

Résistances

●●● Le programme que l'OCDE met au point depuis cinq ans pour évaluer les connaissances des étudiants – sur le modèle du système Pisa, qui s'adresse aux jeunes de 15 ans –, et sensé voir le jour en 2016, "a été suspendu", rapporte **The Australian**.

Les "résistances" au projet Ahelo (Assessment for Higher Education Learning Outcomes) sont "très fortes, particulièrement au sein des institutions d'élite", explique Andreas Schleicher, directeur de l'éducation et des compétences à l'OCDE, dans le magazine britannique **Times Higher Education**. "Trop peu de gouvernements sont prêts à participer pour l'instant, précise-t-il. Si un pays comme le Royaume-Uni était prêt à s'engager, j'aurais continué avec le noyau actuel. Mais avec seulement la Norvège, la Finlande, la Chine, ce n'est pas suffisant."



On mélange des oranges et des pommes !

Les classements d'universités n'ont rien de scientifique. Et, en Afrique du Sud, ils risquent de détourner les établissements de leur mission première : transformer une société encore marquée par l'apartheid.

— Mail & Guardian (extraits)
Johannesburg

Le *Times Higher Education (THE)* vient de publier une version de son palmarès annuel des universités spécialement adaptée à l'Afrique. Si les critères et leur pondération sont un peu différents, elle repose sur la même philosophie que les

autres classements internationaux, comme celui de Shanghai.

Sur le plan scientifique, ces classements ne valent pas grand-chose : ils se contentent d'additionner plusieurs facteurs avant de calculer une moyenne. Peut-on vraiment établir une moyenne entre le "nombre de doctorats" et le "nombre de citations" [d'articles publiés dans des revues scientifiques],



ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT

PORTES OUVERTES

LYON 18 Novembre PARIS 19 Novembre

3A, BÂTISSEURS D'UN MONDE MEILLEUR

PROGRAMME 1^{ER} CYCLE

BACHELOR VISÉ PAR L'ÉTAT BAC+3

PROGRAMME 2^{ÈME} CYCLE

BAC+5 RECONNU PAR L'ÉTAT - RNCP

ENTREPRENEURIAT & INNOVATION SOCIALE
DÉVELOPPEMENT DES PAYS ÉMERGENTS
RELATIONS INTERNATIONALES & ACTION HUMANITAIRE

www.ecole3a.edu 04 72 85 73 73 - 01 85 08 36 60



Votre passeport pour une carrière internationale

●●● 3 ans post-bac - Titre et Licence

Relations internationales-Traduction

& Licence LEA Langues Étrangères Appliquées

●●●●● 5 ans post-bac - Titre niveau I RNCP

Management interculturel, communication & événementiel

Traduction spécialisée & interprétation de liaison

Portes ouvertes de l'ESTRI

5 décembre 2015
UCLy 10 place des Archives Lyon 2^e
27-28 janvier 2016
UCLy 23 place Carnot Lyon 2^e

www.estri.fr f in

ILERI
ÉCOLE DES RELATIONS INTERNATIONALES
À PARIS DEPUIS 1948

SOIRÉE PORTES OUVERTES
> Vendredi 27 novembre
1^{ER} CONCOURS D'ENTRÉE 2016
> Jeudi 21 janvier

LE MONDE PREND UNE AUTRE DIMENSION
"Nos étudiants veulent comprendre le monde pour s'engager et le changer"
Antoine SFER - Président de L'ILERI

UN PARCOURS D'EXCELLENCE À L'INTERNATIONAL

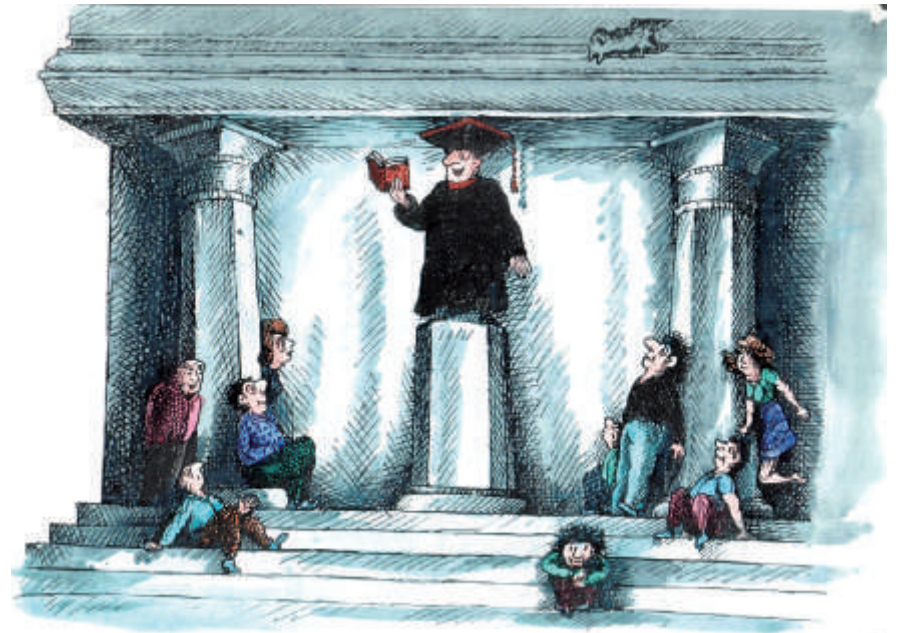
- Bachelor en Relations internationales (en 3 ans)
- Master en Relations internationales (en 2 ans)* :
 - Sécurité internationale et défense
 - Intelligence économique
 - Action humanitaire

*Grade de Master, diplôme d'État

ILERI Paris, l'école référence des relations internationales depuis 1948

www.ileri.fr 7-11 AV. des Chasseurs / 75017 Paris - FRANCE / +33 (0)1 40 53 00 44

↓ Dessin de Kazanevsky,
Ukraine.



Peut-on vraiment établir une moyenne entre le "nombre de doctorats" et le "nombre de citations" ?

et ainsi de suite, pour obtenir une évaluation sérieuse de la qualité d'un établissement ? Il est impossible de faire la moyenne entre des quantités d'oranges et de pommes pour calculer la qualité des fruits.

Et que viennent faire les tomates dans tout ça ? Les tomates, ce sont par exemple les enquêtes de réputation, qui représentent 25 % de la note finale et qui sont discutables d'un point de vue scientifique. Le problème n'est pas seulement que les enquêtes de réputation s'appuient sur des systèmes de mesure grossiers, rudimentaires, mais aussi que beaucoup d'universités américaines recrutent des spécialistes en communication, contrôlent tout ce que leurs collaborateurs disent à la presse et interdisent toute manifestation de mécontentement des étudiants afin d'améliorer leur résultat.

De plus, le calcul des publications et des citations ne tient pas compte du fait que, par exemple, une "initiative locale de prévention du paludisme" n'attirera qu'un faible lectorat dans le système actuel, eurocentrique, des publications académiques, et qu'il est peu probable que des articles en français, en portugais ou dans des langues africaines soient pris en considération.

Les critères retenus ne sont pas le seul aspect problématique de ces classements ; leur poids relatif dans le résultat final est également défini de manière très subjective. Si, par exemple, on décidait que la proportion de professeurs étrangers devait atteindre 4 % au lieu de 2,5 %, le classement en serait modifié. Mais cela indiquerait-il que la qualité de l'enseignement a changé ?

Ces classements évaluent la qualité de l'enseignement de manière approximative, mais ils sont présentés dans les médias, et donc perçus par le public, comme une référence

sérieuse. Ils nous présentent la qualité de l'enseignement comme quelque chose qui pourrait être mesuré objectivement et en toute neutralité. Mais le plus inquiétant est sans doute qu'ils considèrent la qualité comme quelque chose de générique et d'indépendant de tout contexte.

En Afrique du Sud, les universités doivent s'assurer, et c'est une bonne chose, que le corps étudiant est aussi représentatif que possible de la démographie socio-économique et raciale du pays. Etant donné l'héritage légué par l'apartheid, cette volonté d'ouverture a des implications financières et pédagogiques énormes pour nos universités. Mais ces problèmes n'intéressent absolument pas les auteurs des classements.

La volonté de réforme des établissements ne s'arrête pas aux étudiants ; elle nécessite de revoir en profondeur la composition du corps enseignant et des programmes. Les institutions qui investissent du temps et de l'énergie dans ces ajustements le font sans doute au détriment de certains → 56

UNIVERSITÉ DE TECHNOLOGIE DE COMPIÈGNE

UTC
Formation

Le saviez-vous ?

Même avec un Bac ES Bac L
spécialité maths ou bien sûr un **Bac S** vous pouvez devenir **ingénieur**

et participer à la construction du monde de demain en suivant la nouvelle voie

Humanités et technologie

Cette voie s'adresse uniquement à ceux passionnés par la philosophie, les mathématiques, qui s'intéressent à la technologie...

Contact
kpittard@utc.fr
03 44 23 49 54

Téléchargez l'UTC App
App Store
Google play

donnons un sens à l'innovation

JPO
12/12/15
et
12/03/16

École Pratique des Hautes Études
Patios Saint-Jacques, 4-14 rue Ferrus - 75014 Paris
Tél. : 01 53 63 61 59

Enseignement et formation à la Recherche

Sciences de la Vie et de la Terre
Sciences Historiques et Philologiques
Sciences Religieuses

- Diplôme EPHE
- Master Biologie Santé Ecologie
Signalisation et Systèmes Intégrés en Biologie ■ Biodiversité et Gestion de l'Environnement
Systèmes complexes : Cognition Naturelle et Artificielle ■ Psychologie de la Cognition
- Master Sciences historiques, philologiques et religieuses
Sciences des religions et sociétés ■ Études européennes, méditerranéennes et asiatiques
- Études doctorales
- Diplôme post-doctoral
- Habilitation à diriger des recherches

Toutes nos formations sont accessibles au titre de la formation continue

www.ephe.fr

Complexité

●●● En mai 2014, l'Union européenne a lancé à son tour un classement international des universités, baptisé U-Multirank. Présenté comme "un guide de l'offre universitaire", "réaliste et facile d'utilisation", cette évaluation se base, selon ses créateurs, sur "une palette plus large d'indicateurs de résultats" que les autres classements internationaux. A Berlin, **Der Tagesspiegel** est sceptique. "L'U-Multirank apparaît comme le classement le plus compliqué au monde à utiliser", note le quotidien.



ICN

Business School
nancy | metz

PROGRAMME ICN GRANDE ÉCOLE

GRADE DE MASTER



AVEC ICN, DÉMARQUEZ- VOUS !

➤ 14 spécialisations
dont la moitié en anglais

➤ Alliance Artem :
Mines Nancy, École
nationale supérieure d'art
et de design de Nancy et
ICN Business School

➤ 140 universités
partenaires dans 49 pays

➤ 17 doubles diplômes
internationaux et 31 français

www.icn-groupe.fr



CREATIVE THINKING MAKES THE DIFFERENCE*

*La créativité fait la différence



55 ← paramètres pris en compte par les classements.

Non seulement ces derniers font l'impasse sur le rôle de nos universités dans la transformation de la société, mais ils ne tiennent pas non plus compte de l'aspect financier. Les établissements qui peuvent imposer des frais de scolarité élevés et s'appuient sur des investissements de plusieurs millions hérités de l'époque de l'apartheid s'en sortent forcément mieux que ceux qui ont été défavorisés pendant des décennies.

On peut aussi aborder cette question du point de vue du contribuable : les systèmes de classement ne tiennent pas compte de la corrélation qui existe entre, d'une part, les aides financières de l'Etat et, d'autre part, le nombre de diplômés et la recherche produite au sein d'une université.

Si ces classements sont si peu pertinents, on peut se demander pourquoi ils ont autant d'influence. En Afrique du Sud, certaines institutions comme l'université Rhodes ont choisi par principe de ne pas y participer. Elles ne fournissent pas les données demandées par les organisations pour leurs calculs douteux, leur rang est donc défini uniquement à partir d'informations publiques.

Mais, avec la popularité croissante des classements, ces universités sont de plus en plus

tentées de se prêter à ce jeu dangereux et n'y résisteront sans doute pas longtemps. Car aussi peu scientifiques qu'ils soient, ils ont des conséquences bien réelles. Ils sont utilisés par les parents qui cherchent une université pour leurs enfants, par les bailleurs de fonds et par les établissements étrangers en quête de collaborations. Résultat, plusieurs universités sud-africaines ont désormais des équipes chargées de travailler avec les auteurs de classements et de leur fournir les données qu'ils réclament. Je suis sûr qu'avant longtemps elles embaucheront des consultants spécialisés, comme il y en a tant dans le système américain.

Plus inquiétant encore, la stratégie de certaines institutions vise à améliorer leur classement plutôt que la qualité de leur enseignement. Ce faisant, les universités sud-africaines cessent de se considérer comme des composantes d'un secteur financé par l'argent public, et qui devrait travailler ensemble pour répondre à de nombreux besoins. Au lieu de cela, elles vont s'adonner au jeu néolibéral du classement, qui transforme l'université en une entreprise soucieuse d'imposer sa marque sur un marché concurrentiel.

—Sioux McKenna
Publié le 11 septembre

La Russie vise le top 100

Le gouvernement concentre ses efforts sur cinq universités du pays. Pour être dans le top 100, elles doivent améliorer leur réputation internationale.

—Kommersant (extraits) Moscou

Le 19 octobre, le gouvernement de Russie a établi un bilan intermédiaire du programme 5-100, selon lequel cinq universités du pays doivent intégrer d'ici à 2020 le top 100 des classements mondiaux. Au début de la rencontre avec les recteurs des instituts d'études supérieures les plus en vue, la vice-Première ministre Olga Golodets a félicité Viktor Sadovnichki : l'université d'Etat de Moscou [MGU], qu'il dirige, a gagné six places dans le classement QS [établi par la société britannique Quacquarelli Symonds] et occupe désormais la 108^e place. "L'objectif est à portée de main", s'est-elle réjouie.

Le ministre de l'Education et des Sciences, Dmitri Livanov, a rappelé que le décret

présidentiel de 2012 lui avait assigné comme tâche de faire figurer cinq instituts d'études supérieures russes dans les 100 premières places de l'un des trois palmarès mondiaux : celui de Shanghai, le QS et celui de Times Higher Education. Le programme 5-100 a prévu le déblocage de 54 milliards de roubles [780 millions d'euros] entre 2014 et 2016 pour 14 universités, à l'exclusion de la MGU et de l'université d'Etat de Saint-Petersbourg [SPbGU], qui sont déjà subventionnées via une autre ligne budgétaire.

Compétitivité. "Il faut comprendre qu'intégrer le top 100 n'est pas un but en soi, a dit le ministre. Ce qui compte, c'est d'améliorer les résultats des universités afin qu'elles deviennent plus compétitives." Selon lui,



Diplôme visé Bac+5
Grade de Master





ESCE : international dans toutes les langues

International
in any language

Faire le choix de l'ESCE, c'est :

- Devenir Global Manager en 5 ans
- Etudier à l'étranger dans l'une des 170 universités partenaires
- S'orienter vers un cursus de double diplôme
- Se professionnaliser pendant 15 mois de stages, en France ou à l'étranger
- Acquérir une double compétence en Affaires Internationales et dans l'une des 8 spécialisations proposées

www.esce.fr / esce@esce.fr

ESCE Paris 10 rue Sextius Michel 75015 Paris
Tél. 01 81 51 15 15

ESCE Lyon Université Jean Moulin Lyon 3
6, cours Albert Thomas 69008 Lyon
Tél. 04 78 75 74 13



—ÉMELINE, THOMAS & LAURA, ÉTUDIANTS ESIEA
www.esiea.fr

ECOLE D'INGÉNIEURS
DU MONDE NUMÉRIQUE



DE NOUVEAUX
VISAGES POUR
LE NUMÉRIQUE

Choisissez des métiers d'avenir. Devenez ingénieur(e) du monde numérique.

Portes Ouvertes

- Campus de Paris : samedis 5 décembre 2015, 23 janvier et 12 mars 2016
- Campus de Laval : samedis 12 décembre 2015 et 27 février 2016

Systèmes d'Information & Systèmes embarqués







les indicateurs affichés par les instituts d'études supérieures russes témoignent d'une dynamique positive. Le nombre de publications des chercheurs russes dans les bases de données internationales WoS [Web of Science] et Scopus a plus que doublé, et celui des citations d'articles scientifiques a augmenté de 160 % depuis 2012. Le bilan final du projet sera dressé en 2018.

Le recteur de l'Ecole supérieure d'économie, Iaroslav Kouzminov, qui préside l'association Universités globales, rassemblant les institutions participant au projet 5-100, a créé la surprise en déclarant que, à part pour la MGU, les chances d'être classé dans l'un des fameux top 100 d'ici à 2020 étaient quasi nulles. Selon lui, pour atteindre cet objectif, dix à quinze années supplémentaires seront nécessaires, notamment à cause des critères utilisés par ces classements. "Par exemple, dans le QS, 60 % de la note correspond au vote d'experts", a expliqué M. Kouzminov [la réputation est évaluée par des enquêtes auprès de scientifiques externes et d'employeurs].

Pour les autres critères, les universités russes ont de bons résultats, mais, comme elles sont peu connues à l'étranger, leur note finale baisse. Pour régler ce problème, le recteur de l'Ecole supérieure d'économie suggère de développer les doctorats internationaux et d'allouer entre 500 millions et 1 milliard de roubles [7 à 14 millions d'euros] aux revues scientifiques russes, afin de les aider à intégrer les bases de données internationales.

Comme les universités russes sont peu connues à l'étranger, leur note finale baisse

Par ailleurs, a-t-il poursuivi, les universités russes présentent d'excellents résultats dans les classements complémentaires par domaines, comme en médecine. "Là, nous avons la meilleure progression du monde", a tenté de convaincre M. Kouzminov. "Pour nos universités, ce n'est pas moins important que de progresser dans les classements généraux", a approuvé le ministre.

En Union soviétique, le système d'enseignement reposait sur la division en secteurs, et de nombreux instituts ont un niveau international dans des domaines spécifiques de la recherche. A l'issue de la rencontre, Olga Golodets a laissé entendre que le décret présidentiel pouvait être exécuté de façon un peu différente. "Nous voulons avant tout renforcer la présence de nos universités dans les classements par disciplines, puisqu'elles sont organisées de cette manière." Fin octobre, à Vladivostok, un deuxième concours devait être organisé pour intégrer 10 nouvelles universités au projet.

—Alexandre Tchernykh
Publié le 19 octobre

SKEMA BUSINESS SCHOOL

VOIR
LE MONDE
SOUS UN
AUTRE
ANGLE

LES PROGRAMMES MSc ET MASTÈRES SPÉCIALISÉS® DE SKEMA

WWW.SKEMA-BS.FR

- › Six campus dans le monde pour découvrir le monde
- › 6 Mastères spécialisés® et 18 programmes MSc (Finance, Marketing, Management, Droit, Business et Stratégie)
- › Des programmes reconnus mondialement (MSc Financial Markets and Investments classé 6^e dans le Financial Times)
- › Accompagnement personnalisé dans la construction du projet professionnel
- › 2 rentrées pour choisir votre rythme : janvier-février et/ou septembre-octobre
- › 33000 diplômés pour booster votre carrière

Contact : admissionspostgraduate@skema.edu

skema
BUSINESS SCHOOL



ADN SKEMA
#ADNSKEMA



↑ *Erosion fluviale, Dohar, 2014.*
Photo de Yusuf Ahmed (1^{er} prix), présenté par l'AF de Dacca (Bangladesh)

→ *Paraiso en peligro, Isla de Plata, parc national Mochima, Guanta, 2015.*
Photo d'Oniblis José Gonzalez Urbaz, présenté par l'AF de Caracas (Venezuela)

→ *Matadero Lago Epecuén – province de Buenos Aires, 2014.*
Photo d'Ernesto Raul Rocca, présenté par l'AF d'Olavarría (Argentine)



ENVIRONNEMENT



Climat : état d'urgence

La Fondation Alliance française organise depuis 2010, en partenariat avec *Courrier international*, un concours de photographie. Voici une sélection des travaux primés cette année.

A lors que Paris accueille cette année la 21^e conférence sur le changement climatique (COP21), la cinquième édition de ce concours international de photographie avait pour thème "Climat, état d'urgence". Les candidats étaient invités à présenter des travaux illustrant les questions que posent chez eux les évolutions du climat, réelles ou perçues. Les 105 Alliances françaises de 43 pays ont d'abord sélectionné un lauréat pour chacune des villes représentées. Les images ont ensuite été soumises à un jury parisien, présidé par le journaliste Philippe Rochot. Outre Yann Arthus-Bertrand, parrain de cette édition, le jury était composé de Luc Briand (chef du service iconographique de *Courrier international*), Agnès Grégoire (rédactrice en chef du magazine *Photo*), Jean-Claude Jacq (secrétaire général de la Fondation Alliance française), Jean-Yves Langlais (directeur général de la Cité internationale des arts) et Anne de la Roussière (directrice de la galerie Arcturus). Ils ont décerné le 1^{er} prix au Bangladais Yusuf Ahmed. Les 44 meilleures photographies seront présentées à la Cité internationale des arts à Paris, du 12 au 25 novembre. Sélectionnée par la COP21, l'exposition sera ensuite présentée sur le site Paris-Le Bourget le temps de la conférence, du 30 novembre au 11 décembre. Elle circule déjà dans les Alliances françaises du monde entier et sera prochainement dans celles de Lyon, du Canada, de Tanzanie ou d'Espagne. Son parcours se poursuivra par la Belgique, Haïti, le Royaume-Uni, la Hongrie et bien d'autres pays.—

➤ *Conciencia*, 2015.

Photo de Diego Julian Gonzalez, présenté par l'AF de Puebla (Mexique)

➔ *Salt Lake, Westgate Park, Melbourne*, 2015.

Photo de David Porteus, présenté par l'AF de Melbourne (Australie)



SCIENCES



Le coyloup, fils du coyote et du loup

Zoologie. Il est rare qu'une nouvelle espèce apparaisse sous nos yeux. C'est pourtant ce qui serait en train de se produire en Amérique du Nord.



↳ Dessin de Neil Swaab paru dans *Seed*, New York.

généralement une progéniture moins vigoureuse, qui n'est même pas toujours viable. Mais le croisement de l'ADN du loup, du coyote et du chien, conséquence d'une nécessité reproductive, a créé une exception. Un nouvel animal d'une extraordinaire vigueur physique venu de l'est de l'Amérique du Nord est donc apparu. Certains l'ont baptisé le coyote de l'Est, d'autres le coyloup. A en croire Roland Kays, zoologiste à l'Université publique de Caroline du Nord, leur population se compte désormais en millions.

Le mélange des gènes à l'origine du coyloup s'est généralisé plus rapidement et a engendré plus de transformations qu'on aurait pu le penser. Javier Monzón, chercheur en biologie à l'université Pepperdine, en Californie, a étudié le matériel génétique de 437 animaux dans dix Etats du Nord-Est et dans l'Ontario. Il a découvert que, si l'ADN du coyote reste dominant, un dixième du code génétique du coyloup appartient au chien et un quart au loup.

Large mâchoire. Partager l'ADN du loup et du chien (pour la plupart des races comme les dobermans et les bergers allemands) est plutôt avantageux, explique Kays. Avec 25 kilos ou plus, de nombreux coyloups sont deux fois plus lourds que les coyotes ordinaires. Leur mâchoire est plus large, ils sont plus musclés et plus rapides : un coyloup peut ainsi s'attaquer à un petit daim et une meute est capable de tuer un orignal. Contrairement aux loups, les coyotes détestent chasser dans les forêts. Or ce croisement génétique a engendré un animal capable d'attraper ses proies à la fois sur un terrain dégagé et dans des zones densément boisées, explique Kays. Même son cri est un hybride de celui de ses ancêtres. La première partie du hurlement ressemble à celui du loup (dans les graves) et ensuite il se transforme en un hurlement plus aigu comme le jappement du coyote.

On trouve désormais cet animal dans la totalité du nord-est de l'Amérique, et depuis au moins dix ans dans les zones urbaines. C'est un phénomène complètement inédit. Les coyotes n'avaient jamais réussi à s'établir à l'est de leurs prairies. Quant aux loups, ils ont été décimés dans les forêts de l'Est il y a bien longtemps. Mais la combinaison de l'ADN des deux espèces a donné naissance à un animal qui a pu proliférer dans un vaste territoire censé être inhospitalier. Les coyloups sont désormais installés

Cette capacité à s'adapter à la vie urbaine viendrait de l'ADN du chien

dans de grandes villes comme Boston, Washington et New York. Selon Chris Nagy, du Gotham Coyote Project, qui les étudie à New York, la ville en compterait déjà 20. Et leur nombre est en constante augmentation.

Certains avancent que cette formidable capacité à s'adapter à la vie urbaine viendrait de l'ADN du chien, qui rendrait les coyloups plus tolérants aux humains et au bruit, et contrebalancerait la prédisposition génétique des loups à se méfier des humains. Ce croisement a sans doute aidé les coyloups à s'adapter au milieu urbain en modifiant leur régime alimentaire. Ils mangent des citrouilles, des pastèques et autres produits des jardins, mais également des restes de nourriture trouvés dans les poubelles. Ils chassent aussi des rongeurs et autres petits mammifères.

Grâce à cette abondance, les coyloups peuvent se contenter de la moitié du territoire dont ils auraient besoin dans la nature. Et venir en ville est facile : il suffit de longer les voies ferrées. Leur survie dépend alors de leur discrétion. Les coyloups se sont également adaptés à la vie urbaine en devenant nocturnes. Ils ont

même appris à regarder des deux côtés avant de traverser. Kays ne cache pas son enthousiasme face à cette "incroyable histoire d'évolution qui se déroule sous nos yeux".

Débat. Que le coyloup ait vraiment évolué en une espèce distincte est sujet à débat. Dans un article qui va bientôt être publié, Jonathan Way, biologiste au National Park Service du Massachusetts [agence fédérale chargée des parcs nationaux], explique que les différences morphologiques et génétiques du coyloup par rapport à ses ancêtres sont suffisantes pour parler d'évolution.

Mais ses contradicteurs sont nombreux. Par définition, une espèce ne peut pas se reproduire avec une autre espèce. Puisque les coyloups continuent à s'accoupler avec les chiens et les loups, il ne s'agirait donc pas d'une espèce à part entière. En outre, les coyloups étant nés de l'union d'un coyote et d'un loup, les loups et les coyotes ne devraient pas non plus être des espèces différentes – quant à savoir si les chiens domestiques sont une espèce, ou seulement une forme dégénérée de loup, c'est une autre histoire.

Comme le montre ce débat, le concept d'espèce n'est pas très clairement défini. Avec l'exemple du coyloup, on voit que l'évolution ne consiste pas seulement pour une espèce à se subdiviser en de nombreuses autres. D'ailleurs, de récentes découvertes génétiques font apparaître que même l'*Homo sapiens* est partiellement un produit de l'hybridation. Les Européens d'aujourd'hui portent des gènes de Neandertal, et les actuels Asiatiques de l'Est, ceux d'un type d'hominidé récemment découvert, le Denisovien. On ne sait pas exactement comment cela a pu se produire. Mais peut-être était-ce le seul moyen, pour certains des premiers habitants de ces régions du monde, de trouver l'âme sœur. Comme pour les loups de l'Ontario. —

Publié le 31 octobre 2015

—The Economist Londres

A l'instar de nombreuses personnes – qui préfèrent ne pas le reconnaître –, les loups revoient leurs exigences à la baisse quand ils sont confrontés à une pénurie de partenaires sexuels. Selon les biologistes, c'est donc faute de mieux que ces animaux, dont la population dans le sud de l'Ontario déclinait, ont commencé, il y

a un siècle ou deux, à s'accoupler avec des chiens ou des coyotes.

Le déboisement à des fins agricoles et la persécution du loup par l'homme ont rendu la vie difficile à cette espèce. Cette même déforestation, cependant, a permis aux coyotes de s'aventurer sur des territoires auparavant exclusivement peuplés de loups, et de faire venir les chiens qui accompagnaient les fermiers. Le croisement entre espèces engendre

Tamkin
IF تمكين

LES JEUNESSES ENGAGÉES DU MONDE ARABE

Un Grand Format disponible dès le 20 novembre

www.institutfrancais.com/fr/tamkin

Produit par
INSTITUT
FRANÇAIS

En partenariat avec

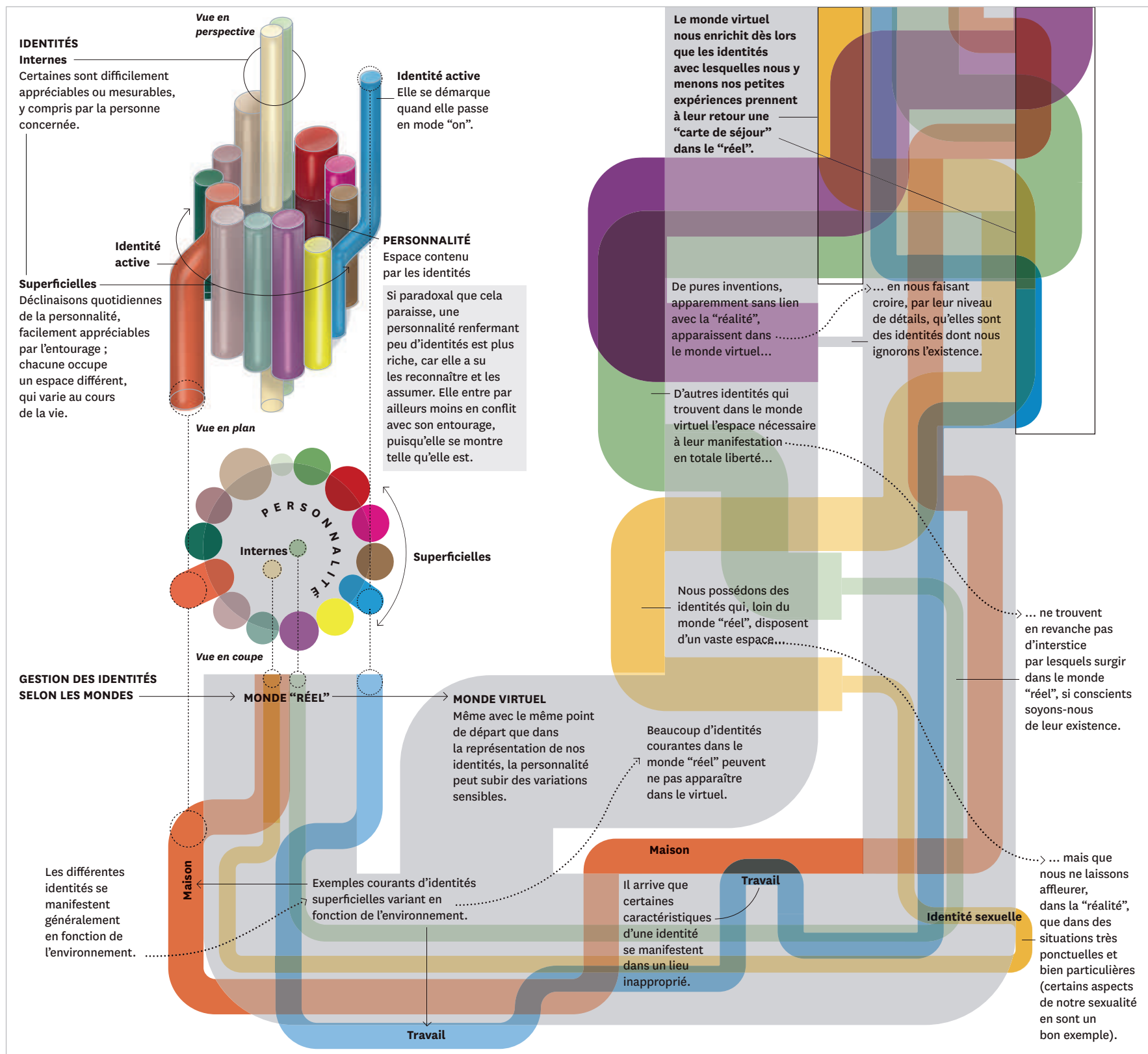
↳ LA NÉSCOUADE
Courrier
international



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Moi, moi et tous mes autres

Nous avons tous plusieurs identités qui varient, qui s'adaptent suivant notre environnement. Petite mécanique de nos mondes virtuels.



L'auteur

JAIME SERRA. Directeur artistique à La Vanguardia, il publie chaque semaine un éditorial sous forme d'infographie. Celle-ci est parue le 11 octobre dans le quotidien barcelonais sous le titre "Mr Hyde et le monde virtuel". Son postulat :

chaque individu compte de multiples identités qui varient selon son environnement. Dans ce labyrinthe de nos mondes parallèles, Jaime Serra explore avec son humour habituel son sujet préféré : l'être humain et ses interactions avec les autres.

360



MAGAZINE

Un désir de désert • CULTURE 66-67
 Cent régiments et une armée
 de fantômes • PLEIN ÉCRAN 68-69
 La technologie à bout de bras • TENDANCES 70

A leur retour de Terre sainte, chevaliers et pèlerins rapportent dans leurs bagages de nouveaux goûts en matière d'habillement, inspirés par le luxe et l'apparat de la cour des Fatimides. De quoi ébranler la stricte hiérarchie vestimentaire qui règne alors dans l'Occident chrétien.

—Lapham's Quarterly [extraits] New York

→ Sur ce tesson de poterie, le personnage porte des brassards *tiraz* (vers 1200). Musée d'Art islamique, Le Caire. Photo Bridgeman Images

→ → Arrivée au Caire de prisonniers, lors de la 7^e croisade (1248-1254). Gravure sur bois de Gustave Doré (colorisée). Photo AKG

Et les croisés inventèrent la mode



Roland Barthes établit une distinction entre la pratique universelle de la parure et ce que nous appelons aujourd'hui la mode. La mode, ce ne sont pas seulement des vêtements et des accessoires, c'est aussi un langage qui s'adapte à un temps et à un espace. Indépendamment des raisons évidentes pour lesquelles le vêtement a été inventé, Barthes affirme que la mode remplit une fonction essentielle : raconter une histoire. Le port d'un vêtement plutôt qu'un autre, écrit Barthes [dans *La Mode et les Sciences humaines*, 1966], est "un acte de signification [...], et donc un acte profondément social".

Au haut Moyen Âge, le vêtement traduisait une fonction et une place dans la société. La stabilité et la lisibilité du rang social étaient d'une importance prépondérante, et l'habillement servait à les exprimer. La rigidité d'un tel système contraste avec la conception moderne de la mode, où priment les aspirations et la mobilité – qu'une comtesse décide de s'habiller comme une reine ou qu'une adolescente américaine veuille ressembler à une Parisienne. Et ce sont les croisades (1095-1291) qui ont marqué l'une des premières ruptures dans les codes du paraître au Moyen Âge.

En 1095, le pape Urbain II prêche la première croisade. De fervents chrétiens s'en vont reconquérir la Terre sainte ; quand ils arrivent au Levant, ils découvrent le raffinement des cours islamiques, une société de consommation développée et des armées musulmanes aux splendides uniformes. On pourrait croire que les affrontements médiévaux entre islam et chrétienté laissent peu de place aux échanges

culturels. Pourtant, ne serait-ce que du point de vue de la mode, cette période est marquée par la concorde et la coopération. Les échanges entre les royaumes de l'Occident chrétien et les califats musulmans vont finalement aboutir à une révolution du costume aristocratique en Europe. En France, les dames de la cour vont ainsi trouver une nouvelle source de distinction dans les somptueuses soieries de Bagdad, de Constantinople, d'Alexandrie et de Damas.

Il n'est guère étonnant que les Européens en mal d'innovations vestimentaires se tournent vers l'Orient. Jusqu'au XI^e siècle, dans l'Europe occidentale chrétienne, le moindre morceau de soie est importé d'Orient.

Pour les Européens du Moyen Âge, l'Orient évoque les Lieux saints de la chrétienté, les rois mages et les premiers martyrs.

Tout ce qui vient de cette région du monde relève du sacré. Et les croisades ouvrent la Terre sainte aux grands pèlerinages. Plus nombreux et plus divers que jamais, les pèlerins sont des milliers à se rendre chaque année dans cette région du monde et à y découvrir les fastes du monde islamique.

Chevaliers et pèlerins, dont la majorité viennent de la France capétienne, ramènent des souvenirs de leur périple, notamment des textiles et autres articles de

luxe fabriqués en terre d'islam. Vendus sur les marchés des États francs d'Orient [gouvernés par des croisés au Levant], ces produits sont soit des dons des cours islamiques, soit du butin. Qu'ils aient été achetés, donnés ou dérobés, ils se présentent souvent sous la forme légère et pliable de tissu : des robes, des sacs, des turbans, des voiles. Et ils ne ressemblent à rien de connu pour la plupart des Européens.





Les croisés et les pèlerins européens arrivent en Terre sainte alors que la culture du textile y est à son apogée. La dynastie fatimide (909-1171) est à la tête d'un empire qui s'étend de l'Afrique du Nord à La Mecque, Médine et Jérusalem. Des récits de visites à la cour fatimide du Caire décrivent toutes sortes de splendeurs, les tissus jouant un grand rôle dans le luxe affiché. Des visiteurs sont conduits à travers des cours somptueuses, tendues de riches étoffes. Une tente en particulier est décorée d'images de chaque animal connu, vaste bestiaire en tissu pour la confection duquel il a fallu neuf ans et 150 personnes. Au centre de la cour se trouve un trône voilé d'or, sur lequel le calife s'assoit vêtu de tenues du même éclat. Les Fatimides, minoritaires en Egypte, utilisent un langage textile complexe pour affirmer leur autorité sur leurs sujets et leurs rivaux.

Dans l'Egypte fatimide, les croisés découvrent ainsi quelque chose d'entièrement nouveau pour eux : un système complexe d'investiture, très répandu dans l'islam médiéval. L'investiture est un cérémonial consistant à faire revêtir à une personne des vêtements spéciaux pour lui conférer un nouveau rang : un dirigeant offre à un officier de la cour un vêtement, le *khil'a*, accompagné parfois d'un sabre de cérémonie.

Au XI^e siècle, la plupart de ces vêtements sont tissés ou brodés de fil d'or, la qualité du tissu variant en fonction du rang exprimé. Pour les Fatimides, le textile symbolisant le rang le plus élevé est le *tiraz* (d'un mot persan qui désigne la broderie), un tissu dont la bordure porte une inscription en arabe. Ces inscriptions, connues elles aussi sous le nom de *tiraz*, sont des formules de bénédiction suivies du nom du calife ou du

vizir, ainsi que du lieu et de la date de production. Le *tiraz* est fabriqué en terre d'islam entre 700 et 1171, de la Perse à la Sicile, et atteint son sommet artistique dans l'Egypte fatimide. L'écrit revêt un caractère sacré dans les sociétés musulmanes à l'époque, et la signature du calife sur le *tiraz* possède des significations allant bien au-delà de celle des noms de créateurs sur nos propres vêtements. Dans le monde fatimide, une inscription sur un *tiraz* n'est pas seulement une marque, elle ressortit à la magie.

Sous les Fatimides, Le Caire est un lieu de relative ascension sociale, avec quelque chose qui ressemble à une bourgeoisie – un monde qui a certainement étonné les croisés. En règle générale, les Fatimides sont tolérants vis-à-vis des juifs et des chrétiens, et Le Caire admet une grande mixité religieuse. Certaines soieries produites par les ateliers de *tiraz* royaux sont destinées à être exportées vers l'Occident, avec des motifs représentant la Sainte Trinité. A l'instar des mosaïstes, les tisserands travaillent à la fois pour les chrétiens et les musulmans.

Bon nombre de ces vêtements et textiles conquièrent l'Occident chrétien après le début des croisades, en particulier au tournant des années 1060, quand des soldats fatimides privés de solde dévalisent le trésor royal et pillent des quantités inimaginables d'articles de luxe pour les revendre. Des marchands, dont le commerce a débuté sous l'Empire romain et s'est poursuivi de façon presque ininterrompue, rendent alors ces biens disponibles sur les marchés méditerranéens, y compris ceux vendus aux armées franques. L'échelle de cette liquidation est impressionnante – on estime que la plupart des articles de luxe islamiques [médiévaux] qu'on trouve en Europe aujourd'hui ont appartenu aux Fatimides jusqu'en 1061.

Les textiles entrent aussi en Europe sous forme de butin des guerres contre la Sicile et l'Italie du Sud, alors sous domination byzantine et musulmane. Guillaume de Tyr [1130-1184, historien des croisades] fait valoir qu'après la chute d'Antioche [en 1098] les pillages sont tels qu'*"il était impossible de compter ou de mesurer l'or et l'argent, les pierres précieuses, les soieries et les tissus de valeur"*. Geoffrey de Vinsauf [poète et écrivain anglais, fin XII^e – début du XIII^e siècle] raconte qu'en 1192 l'armée de Richard Cœur de Lion attaque une caravane turque et trouve *"de l'or et de l'argent, des capes de soie, des robes violettes et écarlates, des vêtements aux ornements divers"*.

L'existence d'une forte demande pour ces textiles en Occident est bien attestée. Quand les croisés, venus d'horizons relativement divers, voient l'abondance qui règne dans les cours islamiques, ils veulent posséder ces richesses nouvelles et exotiques. Celles-ci deviennent accessibles à des chevaliers issus de la petite noblesse ; à leur retour, ils poursuivent l'envie de se distinguer, d'être originaux, après avoir découvert une culture chevaleresque où tous les chevaliers imitent les rangs nobiliaires les plus élevés.

Les récits d'aventures des cycles de la croisade [des chansons de geste], lus à des auditoires nostalgiques en France à partir d'environ 1190 et jusqu'au XV^e siècle, contiennent de magnifiques descriptions d'étoffes orientales. Dans *Les Chétifs* (vers 1190-1200), des chevaliers francs rencontrent un dirigeant musulman dont la tente est somptueuse, *"tendue de soie brillante, avec de la soie verte à motifs jetée sur l'herbe, ainsi que des bandes de tissu découpé ornées d'oiseaux et de bêtes"*. Les lecteurs sont friands de ce genre de détails. Les couleurs et les types de textiles changent même d'une copie à l'autre de la même histoire : ici la tente est tendue de soie impériale

Ce sont les hommes, et non les femmes, qui ont été les premiers à se languir de vêtements exotiques



byzantine, là elle présente des rayures violettes, et dans une autre version encore elle est striée de blanc.

Certaines scènes montrent les croisés en train de rêver de cérémonies de *khil'a* ou de se voir offrir des robes d'apparat. Toujours dans *Les Chétifs*, un croisé reçoit des robes de cérémonie de la main d'un musulman bienveillant, puis il les partage avec ses compagnons en signe d'humilité chrétienne. Dans ces récits, on voit donc de simples chevaliers, et pas seulement des héros, imaginer qu'on leur donne de splendides vêtements. Les textiles islamiques deviennent ainsi également un instrument d'ascension sociale, car toute personne recevant une telle tenue peut la porter et saper les hiérarchies du paraître.

Il faut souligner que les hommes, et non les femmes, ont été les premiers à se languir de vêtements exotiques. En fait, les épopées des croisés s'intéressent le plus souvent aux tissus portés par les chevaux. Dans l'un de ces récits, un sultan, qui veut tenter le héros Godefroy de Bouillon [1058-1100] par sa richesse, se voit conseiller de lui montrer son destrier, un cheval arabe blanc. Tandis que Godefroy résiste, le poète et son public succombent – non pas à la taille et à la force du cheval, mais à ses accessoires éblouissants. Si les historiens évoquent volontiers le rôle joué par les épouses des croisés dans cette folie des étoffes qui saisit toute l'Europe, cette description est sans doute anachronique, privilégiant l'influence des femmes dans un univers de la mode qui n'existait pas encore.

Une nouvelle ère de prospérité économique s'ouvre avec les croisades. Des comptoirs sont établis dans des Etats croisés comme la principauté d'Antioche, le comté de Tripoli et le royaume de Jérusalem ; Acre [capitale du royaume de Jérusalem], située dans ce qui est aujourd'hui le nord d'Israël, est un marché essentiel et un port important pour les Francs en Terre sainte. Au-delà de la signification symbolique des textiles qu'ont découverts les croisés, l'engouement pour ces étoffes n'est possible que parce qu'elles sont disponibles en quantité pour être vendues, achetées et portées en Europe.

La rencontre avec l'islam fait naître cette idée que les tissus peuvent être source d'honneur, ce qui en fait des objets de fantasmes. Outre la valeur monétaire attachée à ces produits de luxe, ils se mettent à constituer une marque de statut social – ce qui était déjà le cas dans le contexte islamique. Par ailleurs, il est probable que l'origine orientale de ces textiles contribue à leur donner une aura sacrée qui va à l'encontre de la tradition chrétienne de renoncement aux biens de ce monde.

Les nouveaux tissus et costumes que les croisés rapportent d'Orient en incitent plus d'un à acquérir des vêtements raffinés, confectionnés par des couturiers émérites. Des motifs apparaissent sur les tissus. Les bas sont remplacés par des chausses sur mesure, les vêtements drapés par la confection à façon. Les robes des femmes deviennent longues et flotantes, s'allongeant de traînes, les silhouettes deviennent plus amples. Un nouveau type de tunique à longue robe, le b্লাiut, aux manches parfois très évasées, devient en vogue aussi bien chez les hommes que chez les femmes. Les b্লাiuts des femmes se composent d'une tunique ajustée, parfois lacée sur les côtés, et d'une robe portée avec deux ceintures, l'une à la taille, l'autre aux hanches, à la jonction du haut et de la robe. Autant dire que, en Europe, à cette époque, les vêtements cessent d'être simples et fonctionnels.

A presque un millénaire de distance, il est presque impossible de retracer avec certitude l'histoire de tel ou tel objet revenu des croisades. Ceux qui s'intéressent à l'histoire des



↑ **Détail du Voile de Sainte-Anne, tiraz de l'époque fatimide. Cathédrale d'Apt.**
Photo Philippe Gromelle

arts textiles islamiques trouveront les objets les mieux préservés dans des églises françaises. En dehors des innombrables produits importés de Terre sainte pour des usages privés, des étoffes précieuses sont présentées en Europe comme des reliques bibliques. Les textiles rapportés des croisades viennent enrichir les trésors des églises, ils garnissent les reliquaires, servent de linceuls pour les saints ou enveloppent des reliques (cheveux ou fragments d'os). Mais on ne connaît aujourd'hui que deux textiles fatimides parfaitement intacts : l'un se trouve dans la cathédrale d'Apt, dans le Vaucluse, et a longtemps été considéré comme le voile de sainte Anne, la mère de la Vierge Marie. L'autre, considéré comme le saint suaire [jusqu'en 1936], censé avoir enveloppé le corps de Jésus lors de sa mise au tombeau, est conservé dans l'abbaye de Cadouin [en Dordogne].

De même, les textiles *tiraz* à inscriptions en arabe commencent à être utilisés de manière créative dans l'art occidental. On a recensé quelque 800 cas où des peintres italiens de la fin du Moyen Âge ont représenté leurs sujets – personnages bibliques, Sainte Famille – dans des robes brodées de textes en arabe ou portant des brassards *tiraz*. Quant aux saints et autres figures sculptés autour des portails et des cloîtres des cathédrales françaises, certains portent eux aussi des brassards *tiraz* des années 1140 à 1160.

La Sainte Famille, bien entendu, ne peut pas avoir porté de robes fatimides du X^e ou du XI^e siècle. Artistes et ecclésiastiques se sont tout simplement trompés, attribuant des significations chrétiennes à des textiles islamiques confectionnés pour des dirigeants musulmans. Mais cette pratique prend tout son sens quand on songe que ces étoffes étaient en soi des produits hybrides. Un *tiraz* pouvait être orné d'animaux de style égyptien et de motifs byzantins néoperses, avoir été confectionné par des chrétiens coptes pour des dirigeants musulmans, bien avant que les croisés ne l'aient acheminé en Europe.

Les adeptes des nouvelles modes, en tout cas, ne cessent de se multiplier. Pour une culture comme celle

de l'Europe médiévale, qui voue une telle importance aux signes extérieurs du rang, cela crée une sorte de panique de classe. L'ancien ordre vacille. Au début du XII^e siècle, le moine Orderic Vital, auteur d'une histoire ecclésiastique, fait le portrait du comte français Foulques IV d'Anjou [1043-1109], dit le Réchin, dont il raille le goût pour les chaussures à la poulaïne, "qui encouragent une nouvelle mode en Occident, pour la plus grande joie d'hommes frivoles en quête de nouveautés. Pour les satisfaire, des cordonniers fabriquent des chaussures aux extrémités recourbées comme des queues de scorpions... et presque tous, les riches comme les pauvres, veulent maintenant être chaussés ainsi. Auparavant, les souliers étaient toujours à bouts ronds, ajustés au pied, et répondaient aux besoins des hommes de tous rangs, qu'ils fussent clercs ou laïques. Mais désormais les laïques, par vanité, adoptent une mode qui trahit leur corruption morale."

A la fin du XIII^e siècle, des ordonnances somptuaires apparaissent en Europe occidentale. Elles interdisent le port de vêtements pourpres dans les rues, ainsi que celui de certaines fourrures, soieries et accessoires luxueux. Ces lois interdisent aux roturiers de porter certains vêtements nobles, et parfois fixent le nombre maximal de robes que les ducs et barons peuvent acheter par an, afin de réduire les banqueroutes dans l'aristocratie. Le moment choisi pour ces nouvelles lois n'a rien d'étonnant, étant donné l'apport de nouvelles modes dans le sillage des croisades.

L'afflux de styles vestimentaires islamiques déstabilise l'Occident chrétien en y apportant de nouveaux produits de luxe et en rendant accessible l'élégance au quotidien. Ecclésiastiques et aristocrates du monde médiéval sont prêts à absorber les biens et les textiles, mais pas à les voir circuler en dehors des structures sociales rigides de l'époque. Les nouvelles étoffes doivent servir leurs intérêts. Dès que les nouveautés commencent à donner des idées aux classes inférieures, le pouvoir n'a de cesse d'en réglementer l'utilisation. La noblesse et le clergé sont mûrs pour adopter les nouveaux styles à des fins de distinction sociale ; ils ne sont pas mûrs pour la mode.

—Danielle Peterson Searls
Publié le 15 septembre



SOURCE



LAPHAM'S QUARTERLY

New York, Etats-Unis

Trimestriel, 40 000 ex.

www.laphamsquarterly.org

Fondée en 2007 par Lewis H. Lapham, ancien rédacteur en chef du prestigieux *Harper's Magazine*, cette revue trimestrielle sur l'histoire et la littérature décortique à chaque tome un thème particulier (l'ivresse, la médecine, la célébrité, le rire...) "en sollicitant au micro du présent les avis et les conseils du passé". Les voix d'Aristote, de Shakespeare, Balzac ou Tolstoï viennent ainsi se mêler à celles d'auteurs contemporains. L'article que nous vous proposons ici a été publié dans un numéro consacré à la mode.



culture.



Un désir de désert

Toute la terre qui nous possède est le lauréat du prix Laure-Bataillon/Courrier international 2015. Avec ce roman, traduit en français par Valérie Tronchet, Rick Bass s'est imposé comme "le William Faulkner des champs de pétrole", titre le site américain *The Daily Beast*.

—*The Daily Beast* (extraits)
New York

J'ai rencontré pour la première fois Rick Bass à la fin des années 1980, à l'occasion d'une fête donnée dans la belle maison de George Plimpton, pleine à craquer de gens de lettres qui brûlaient de faire la connaissance du jeune auteur du *Guet*. Ce premier recueil de nouvelles [disponible aux éditions Christian Bourgois, comme tous ses romans traduits en français] avait révélé un grand romancier, et il comptait parmi les plumes que Plimpton mettait volontiers en avant pour vanter les mérites de sa *Paris Review* [revue littéraire trimestrielle dont il était cofondateur et éditeur]. "C'est là que sont parus les premiers textes de Philip Roth, Rick Moody, Rick Bass, T. Coraghessan Boyle, Richard Ford, Terry Souther..." se plaisait-il à rappeler.

Bien qu'il fut l'invité phare de la soirée, Bass semblait un peu détonner dans cette fête de la *Paris Review*. Il racontait qu'il vivait dans une vallée du Montana, ce

qui, dans ce milieu, semblait totalement déplacé. Et pourtant ce natif du Texas, qui avait été ingénieur pétrolier avant de se tourner vers l'écriture, s'était bel et bien installé en 1987 dans la vallée du Yaak, à l'extrême nord-ouest de l'Etat.

La culture des grands espaces du Montana lui convenait – il avait passé sa jeunesse à aller chasser et pêcher avec son père – et lui offrait la solitude dont il avait besoin pour écrire. Les deux activités sont très complémentaires, assure-t-il : "A la chasse, toutes les cellules sont en éveil, pétillantes de concentration – et c'est une bonne expérience pour habiter l'émotion d'une histoire, dans le travail d'écriture. Chercher une chose que l'on ne voit pas mais dont on sait, ou dont on espère, qu'elle est là : c'est assez proche de ma conception du processus d'écriture."

Encore aujourd'hui, c'est là-bas qu'il réside avec sa famille, dans un isolement relatif. ("Le Yaak, dit-il, est mon jardin – la minuscule île de quelque 400 000 hectares du Yaak, qui existe comme une puissante

LITTÉRATURE

← Série “Limbs”, USA, 2014. Photo Kyle Thompson. Agence Vu
 ↘ Rick Bass. Photo Rickbass.net

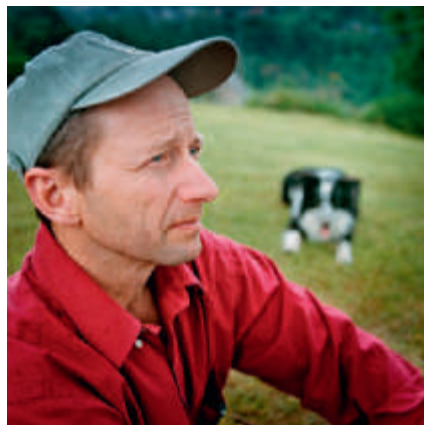
cellule brillante dans le système sanguin d'un espace vierge qui s'étirait – et pourrait encore s'étirer – de la toundra arctique jusqu'au fin fond du Yellowstone et au-delà, des centaines de milliers d'hectares de bon sens, de logique, et la grâce radieuse et ininterrompue des choses sauvages.”) Il a publié plus d'une vingtaine d'ouvrages. En 2000, le *Los Angeles Times* a couronné son recueil de nouvelles *L'Ermite* “meilleur livre de l'année”, et son témoignage autobiographique *Why I Came West* [2008, non traduit] a été sélectionné en 2009 pour le prix du National Books Critics Circle.

Rick Bass s'est également beaucoup investi dans les luttes écologistes, et son écriture éloquente, ancrée dans l'attachement à la terre, lui a valu d'être comparé à Wallace Stegner [romancier écologiste américain, 1909-1993]. En février 2013, il a été arrêté devant la Maison-Blanche au cours d'une manifestation contre l'oléoduc Keystone.

Hybride. Son dernier roman, somptueux, puise dans sa passion pour le terroir, et aussi dans sa formation de géologue dans les champs pétroliers du nord de l'Alabama et du Mississippi. *Toute la terre qui nous possède* est campé dans un paysage imaginaire saisissant : un désert qu'il appelle Castle Gap, dans l'ouest du Texas, Horsehead Crossing [un gué sur la rivière Pecos], et un lac salé intérieur, le lac Juan Cordoba. “Je n'ai jamais vu cet endroit, ces endroits, mais j'ai connu des lieux similaires dans tout l'Ouest américain, à plus petite échelle, raconte-t-il. J'ai magnifié et imaginé un paysage qui cadre dans le roman, créé un paysage hybride. Je ne sais pas trop ce qui m'a poussé à écrire dessus. Mon roman parle de désir, et je m'étonne toujours de constater que les paysages caractérisés par le vide, comme les déserts, sont un réceptacle ou un réservoir idéal pour contenir de grandes quantités de désir.”

Bass avoue “[s'identifier] un peu” à Richard, le géologue qui est au cœur du roman. Richard a “une vision intuitive de différentes choses – du pétrole et des réserves fossiles enfouies sous terre, bien sûr, mais aussi du pouvoir des paysages, des esprits magiques cachés derrière des masques apparemment inanimés, et des lieux de refuge et des sanctuaires.” Ce narrateur géologue travaille avec un crayon à dessin, “reconstruisant la topographie d'un monde souterrain très ancien, en s'appuyant sur des données, guidé par son intuition. Il cherche du pétrole et il cherche du gaz avec cette intense convoitise que connaît tout chasseur.” Trouver du pétrole est effectivement un processus intuitif, affirme Bass. “J'ai grandi dans un environnement où l'idée de sonder, de continuer à chercher des choses invisibles ou cachées était à la base de tout. Je suis convaincu que cela m'a influencé en tant qu'écrivain.”

Rick Bass a peuplé son roman de personnages animés d'une obsession. Richard



est poussé par son besoin impérieux de chasser sous la surface – et par son amour pour sa compagne Clarissa. Clarissa est obsédée par le souci de protéger sa peau claire du soleil et ne rêve que de quitter son trou perdu d'Odessa, dans le Texas. Omo, un immigré allemand, ne songe qu'à récolter du sel sur le lac. Herbet Mix, lui, ne pense qu'à récolter des crânes, des ossements, des fossiles, des montres à gousset, et autres trésors ensevelis sous la terre.

Phrases vagabondes. Quant aux prospecteurs, ils sont obnubilés par la recherche du pétrole et du gaz et le désir de faire fortune. Quelles sont leurs autres motivations ? “Je pense qu'à ce niveau le gène de la convoitise propre au chasseur-cueilleur les influence plus que les richesses”, souligne Bass. Il n'est pas retourné depuis près de trente ans dans l'ouest du Texas ni dans cette région du Mexique qui s'étire au pied de la Sierra Madre, où se situe une autre partie du roman. “Pour moi, maintenant, tout cela n'est plus que souvenir et imagination.”

Son roman est constellé d'histoires mythiques – un éléphant de cirque perdu dans le désert, la carcasse ensablée d'un convoi de chariots, avec ses chevaux encore attelés. “Un paysage étrange et puissant appelle des événements étranges et puissants”, écrit-il. Ces histoires semblent fondées sur la vérité ou la légende, mais elles sont bel et bien inventées.

Les premières nouvelles de Rick Bass sont aussi soignées que celles d'Hemingway (*Mexique*, la première nouvelle du recueil *Le Guet*, ouvre sur ces mots : “Kirby est fidèle. Il est loyal. Il a une femme, Tricia.”) *Toute la terre qui nous possède* est une superposition de longues phrases vagabondes qui serpentent sur un paragraphe entier et s'achèvent sur des conclusions totalement inattendues et pourtant inéluctables. Elles appellent une lecture à haute voix. Pour l'auteur, c'est un choix stylistique qui a guidé ce nouveau roman : “J'adore qu'on me lise des histoires à haute voix, et je me rends compte que, à mesure que je vieillis, comme j'écris plus lentement, je prononce souvent les mots en les écrivant. Et le phrasé, les transitions et les conjonctions cadrent résolument avec l'idée de strates et de récurrences aux variantes étranges.”

“Richard cherche du pétrole et du gaz avec cette intense convoitise que connaît tout chasseur”

“Un paysage étrange et puissant appelle des événements étranges et puissants”

Le ton qu'il imprime à son récit est “plein d'espoir, éprouvé par l'espoir, dans une attente, une impatience et une espérance entretenues. Un désir entretenu, et une exploration de ce désir.”

Jusqu'à quel point est-il à jour dans sa description des dégâts écologiques dus à l'exploration pétrolière ? “Je ne m'attache pas beaucoup aux aspects réels du forage, de la production (et du transport) ; ce qu'un écrivain peut faire de pire ou presque dans la fiction, c'est de prêcher, et de toute façon ce ne serait pas très original de mettre les prospecteurs du côté des méchants. Il serait toutefois tout aussi convenu d'essayer d'en faire des chics types pour jouer le contraste. J'ai donc plutôt essayé de les rendre intéressants, mais ni bons ni mauvais – simplement d'une insatiable avidité, comme presque tous les autres personnages de ce roman, d'ailleurs.”

Pense-t-il parfois à l'époque où sa vie d'écrivain a débuté ? “Bizarrement, je repense

souvent au bon vieux temps, et plus particulièrement lorsque des gens comme Plimpton, Carol Houck Smith et Harry Foster nous quittent – ce sont des gens qui m'ont aidé. C'était l'époque où j'étais tout le temps fourré avec Ron Carlson, Jim Harrison, Tom McGuane, pour citer ceux qui, Dieu merci, sont encore en vie. Mais il y avait aussi Eudora Welty, Barry Hannah, et mon cher ami Larry Brown, aujourd'hui disparus. Tout était si neuf pour moi, et j'avais faim de vie : j'étais une véritable éponge. D'ailleurs, je suis en train de travailler à un gros livre, *Eating with my Heroes* [Dîner avec mes héros, à paraître aux Etats-Unis en 2017], où je voyage dans tout le pays (ainsi qu'en France pour aller voir John Berger), et je rends visite à mes maîtres en littérature pour leur préparer de bons petits plats, les remercier, et leur présenter l'un ou l'autre de mes deux poulains – un écrivain de fiction, et un autre, de non-fiction.”

—Jane Ciabattari
 Publié le 22 août 2013



SOURCE

THE DAILY BEAST

New York
 Site d'information
www.thedailybeast.com
 Ce site a été créé en 2008 par Tina Brown, ancienne rédactrice en chef de *Vanity Fair* et du *New Yorker*. Il publie essentiellement des opinions ou des analyses.

Partenariat

**Le prix Laure-Bataillon/
 Courrier international**

Créer un prix littéraire qui récompenserait conjointement un auteur étranger et son traducteur français : il fallait y penser, et c'est la Maison des écrivains étrangers et traducteurs (Meet) de Saint-Nazaire qui l'a fait. Tous les ans depuis 1986, elle décerne le prix Laure-Bataillon. Baptisé du nom d'une traductrice réputée, il distingue “la meilleure œuvre de fiction traduite en français dans l'année”. Au fil des éditions, des auteurs aussi prestigieux qu'Erri De Luca, Duong Thu Duong et Peter Esterhazy, et des traducteurs aussi chevronnés que Bernard Hoepffner, Michel Volkovitch et Pierre Furlan ont été primés. La traduction composant le cœur de métier de *Courrier international*, il nous a semblé naturel de nous associer à un tel prix. Rick Bass et Aurélie Tronchet,

auteur et traductrice de *Toute la terre qui nous possède* (éd. Christian Bourgois, 2014), seront donc cette année le premier duo récompensé par le prix Laure-Bataillon/Courrier international. A l'invitation de l'écrivain Patrick Deville, membre du jury et président d'honneur de la Meet, deux membres de notre rédaction ont par ailleurs rejoint le cercle des jurés cette année. Deux cérémonies de remise du prix Laure-Bataillon/Courrier international sont organisées : l'une à Saint-Nazaire (le 22 novembre à la Meet), l'autre à Paris (le 24 novembre à la Maison de la poésie). Rick Bass et Aurélie Tronchet seront présents en ces deux occasions. Plus d'infos sur www.meetingsaintnazaire.com

plein écran.



Cent régiments et une armée de fantômes

En Chine, c'est un secret de Polichinelle que peu se risquent à dénoncer : les recettes au box-office de certains films seraient gonflées à des fins de propagande. A Pékin et Hong Kong, des journalistes ont mené l'enquête.

—**Duanchuanmei (The Initium)**
Hong Kong

Le 28 août dernier, l'industrie cinématographique chinoise, qui avait déjà battu des records de fréquentation durant la saison estivale, a vécu un petit miracle au box-office. Ce jour-là est sorti en grande pompe le film intitulé *L'Offensive des cent régiments* (*Baituan dazhan*), produit à l'occasion du 70^e anniversaire de la victoire de la Chine contre le Japon [dans la guerre sino-japonaise de 1937-1945]. Il a remporté un succès immédiat, générant un total de 33,6 millions de yuans de recettes [4,70 millions d'euros], alors qu'il n'était programmé que dans 10 % des salles.

Dans le même temps, la grande production hollywoodienne *Terminator Genisys*, qui sortait également le 28 août, a fait pâle figure puisqu'elle n'a dégagé que 34 millions de yuans [4,76 millions d'euros] malgré une présence dans 32 % des salles. Proportionnellement, il s'est donc vendu trois fois plus de places pour *L'Offensive des cent régiments* que pour *Terminator*.

✓ Photo de l'affiche du film
L'Offensive des cent régiments.
Photo SCMP Pictures

Selon des grands sites chinois d'analyse du box-office, les recettes journalières de *L'Offensive des cent régiments* ont ensuite progressé rapidement : il n'a fallu que cinq jours pour qu'elles dépassent les 70 millions de yuans. A raison de moins de 40 yuans [5,6 euros] en moyenne la place de cinéma, cela veut dire qu'environ 175 000 spectateurs par jour ont acheté un billet pour voir ce film. Le 3 septembre, à Pékin, une grande parade était organisée pour célébrer le 70^e anniversaire de la victoire du peuple chinois dans la guerre contre le Japon et celle contre le fascisme à l'échelle mondiale. A cette date, *L'Offensive des cent régiments* avait déjà enregistré 374 millions de yuans [52 millions d'euros] de recettes.

Pourtant, on avait constaté auparavant une lassitude du public chinois face aux films de guerre "sanguinolents". En 2012, la grande production *Back to 1942*, sur les horreurs de la guerre, saluée pour la profondeur des sentiments humains exprimés, avait fait un four, et malgré l'estampille de son réalisateur, Feng Xiaogang, s'était avérée déficitaire. Quant au dernier film à thème à avoir cartonné en Chine, *La Fondation d'une république* (*Jianguo daye*,

Des séances ont affiché salle comble même en pleine matinée de semaine

de Han Sanping et Huang Jianxin, 2009), il n'avait permis d'engranger que 130 millions de yuans [18 millions d'euros] au cours de sa première semaine d'exploitation.

De tels résultats ont donc laissé les professionnels perplexes : pourquoi, en 2015, un film sur la Huitième Armée de route [emblématique des forces communistes] durant la guerre sino-japonaise et noté seulement 4,2 sur 10 au classement des internautes sur le site culturel *Douban* a-t-il pu être un tel succès commercial ? Le scepticisme a peu à peu laissé place à un vent de polémique.

Directives. Des spectateurs et des médias pointilleux ont progressivement relevé des indices montrant que le film *L'Offensive des cent régiments* avait détourné des entrées de cinéma à son profit. On a appris que dans certaines salles des clients s'étaient vu donner au guichet des tickets pour ce long-métrage alors qu'ils allaient en voir un autre ; et les séances pour *L'Offensive des cent régiments* ont affiché salle comble même en pleine matinée de semaine, période habituellement pourtant très peu fréquentée.

En fait, pour que la célébration du 70^e anniversaire de la victoire contre le Japon reste longtemps présente sur les écrans de cinéma, les autorités avaient mis le paquet. Le 22 août, le bureau chargé du cinéma à la SARFT (Administration d'Etat de la radio, du film et de la télévision) a organisé une "cérémonie de promotion de

treize films majeurs” présentés en avant-première, dont *L'Offensive des cent régiments*. Ces longs-métrages suivaient tous le même schéma dramatique, racontant, du point de vue du Parti communiste chinois et de ses alliés, comment les combattants chinois avaient mis en déroute et infligé une cuisante défaite à la féroce et effrayante armée japonaise.

Le 24 août, sept ministères et commissions d'Etat, dont le département de la communication du Comité central, ont publié une circulaire conjointe à propos du film *L'Offensive des cent régiments*, incitant leurs services à organiser des projections pour les cadres du Parti, les membres des ligues communistes, les officiers et soldats de l'armée, ainsi que pour les écoliers et les étudiants. “Il faut faire de ces séances de cinéma collectives un élément important des activités de commémoration de la victoire contre le Japon, disait cette circulaire. Il convient de nommer des personnes responsables de cette organisation à tous les échelons. Les frais peuvent être pris sur les cotisations aux ligues communistes ou aux syndicats.”

En réaction à ces événements, le 28 août, Wang Zhonglei, PDG de la société de production Huayi Brothers, connu pourtant pour ses positions modérées et pour les bonnes relations qu'il entretient depuis plusieurs années avec l'administration du cinéma, a pour une fois utilisé son compte Weibo [l'équivalent chinois de Twitter] pour poster à titre de preuve deux copies d'écran des statistiques de tickets d'entrée vendus, avec le commentaire suivant : “Mais où sont donc passées les recettes ? Arrêtez les sales magouilles !” Sur ces copies d'écran, on pouvait voir les ventes de billets réalisées ce jour-là par *The Tale of Three Cities* (un film produit par Huayi Brothers) : entre 7 heures et 23 heures, loin d'augmenter, elles n'avaient fait que baisser, pour un manque à gagner d'au moins 2 millions de yuans [280 000 euros].

De telles anomalies ont été dénoncées par deux journalistes du quotidien

“Mais où sont donc passées les recettes ? Arrêtez les sales magouilles !”

pékinois *Xinjing Bao*, l'un chargé de la rubrique “économie et finances”, Zheng Daosen, l'autre de la rubrique “loisirs”, Wu Lixiang. Le 30 août, sur le site qu'ils ont créé ensemble, *Yule Ziben Lun* (Le capital du divertissement), ils ont publié un article dénonçant une fraude au box-office à propos de *L'Offensive des cent régiments* ; ils y révèlent que les bons scores réalisés s'expliquent par les instructions données par les organismes officiels de tutelle de louer des salles entières pour la projection de ce film. “L'Offensive des cent régiments a été cofinancé par les studios du 1^{er} Août [studios de l'armée] et du Film chinois. C'est ce dernier qui s'est occupé de sa distribution. Plusieurs directeurs de salles de cinéma indiquent avoir reçu de lui des instructions officielles leur demandant notamment d'atteindre un certain quota de recettes.”

CINÉMA

Cas isolés. Toujours selon l'article, “une personne travaillant pour la chaîne de cinéma Sichuan océan Pacifique, détenue par Le Film chinois, nous a confié qu'au cours du premier semestre les recettes réalisées par leur chaîne représentaient 2,88 % de l'ensemble du box-office chinois. Le studio du Film chinois leur a assigné comme mission de ne pas descendre au-dessous de ce pourcentage pour les ventes de billets du film *L'Offensive des cent régiments*. Trois autres directeurs de cinéma appartenant à des chaînes différentes et situés dans des régions distinctes nous ont confirmé avoir reçu la même directive, en ajoutant qu'on leur avait dit que si leur établissement parvenait à atteindre cet objectif avant le 3 septembre, les recettes réalisées durant cette période leur reviendraient intégralement sans qu'ils aient à en reverser une partie au distributeur, et ils pourraient en plus bénéficier d'une prime exceptionnelle.”

Après le 3 septembre, cela en a été fini du miracle réalisé au box-office par *L'Offensive des cent régiments* : d'une recette quotidienne de 50 à 60 millions de yuans, on est passé à 10 millions, puis à seulement 3 millions, en l'espace de trois jours. Un professionnel du secteur, qui souhaite garder l'anonymat, analyse ainsi la situation : “Durant les sept premiers jours d'exploitation, les autres films se sont sans doute fait souffler plus de 300 millions de yuans [42 millions d'euros] par *L'Offensive des cent régiments* !”

Sous le feu des médias, le directeur du bureau chargé du cinéma à la SARFT, Zhang Hongsen, a répondu aux critiques le 30 août. Fait très rare pour ce haut responsable qui supervise l'industrie cinématographique chinoise, il a choisi de le faire en postant un message adressé à son cercle d'amis sur le réseau social WeChat. Il y reconnaît des “cas isolés” de fraudes au box-office, mais sans critiquer de tels agissements. Il salue en revanche le travail effectué par les services de tutelle locaux pour encourager le public à aller voir ce film et les efforts consentis par les distributeurs en renonçant à leur marge pour augmenter les recettes. Enfin, le directeur n'oublie pas bien sûr de s'en prendre à l'enquête réalisée par les journalistes de *Yule Ziben Lun*, qu'il vilipende en les accusant de “ne pas connaître le fond du problème”.

Début septembre, le projet de loi sur la promotion de l'industrie cinématographique de la république de Chine populaire, très attendu par les professionnels, a été approuvé par le gouvernement [et examiné en première lecture le 30 octobre à l'Assemblée nationale du peuple]. On pouvait espérer que cette première loi sur le cinéma en Chine permettrait d'introduire un système de classification des films selon les publics concernés, de mieux encadrer le marché en sanctionnant les pratiques de concurrence déloyale comme le détournement de billets d'entrée, ou encore d'assouplir les restrictions pesant sur la création cinématographique. Mais le projet de loi impose un contrôle plus strict encore du contenu des films, en n'abordant que très

peu la question des pratiques concurrentielles déloyales, qui sévissent pourtant de plus en plus sur le marché chinois.

Certains semblent s'en étonner, mais la plupart des gens dans le milieu du cinéma considèrent tout cela comme prévisible après le “miracle des recettes” enregistré de manière aussi improbable par ce film commémoratif durant la saison estivale !

—Lu Xixi

Publié le 8 octobre

SOURCE



DUANCHUANMEI (THE INITIUM)

Hong Kong, Chine
theinitium.com

Ce nouveau site a été créé en août 2015 par des Chinois du continent ayant longtemps séjourné à l'étranger et désireux de fonder le média en chinois de leurs rêves : un site d'information indépendant. Installé à Hong Kong afin de ne pas subir la censure, il propose aux “Chinois du monde entier” un panorama complet de l'actualité et met l'accent sur les enquêtes et le datajournalisme. Le site s'accompagne d'une version papier hebdomadaire.



ARCHIVES courrierinternational.com

“Hollywood-Pékin, la guerre du box-office”. La comptabilité des entrées réalisées par les films constitue un sujet de préoccupation pour les studios américains, alors que la Chine affirme ses ambitions dans l'industrie du cinéma et entend rafler de plus en plus de parts de marché (dossier de une paru dans *CI* n° 1254, du 13 novembre 2014).

france culture VOUS
C'EST POUR VOUS

AFFAIRES ETRANGÈRES

CHRISTINE DCKRENT
ET LES MEILLEURS EXPERTS NOUS RACONTENT LE MONDE
CHAQUE SAMEDI, 11H-12H

franceculture.fr

partenariat avec
Courrier international

JEU DE PAUME

LAV DIAZ

LES TRÈS RICHES HEURES
DU 3 NOVEMBRE AU 5 DÉCEMBRE
1, place de la Concorde Paris 8^e

NORTE, LA FIN DE L'HISTOIRE

UN FILM DE LAV DIAZ
AU CINÉMA LE 4 NOVEMBRE

En partenariat avec le Festival d'Automne à Paris, la Cinémathèque royale de Belgique, Courtisane et BOZAR CINÉMA ainsi qu'avec la collaboration de Shellac, l'aide de l'ambassade des Philippines à Paris, et la complicité de Phantom, Dissident films, MUBI et Light Cone.

www.jeudepaume.org www.shellac-altern.org

fr Monde Courrier international arto TRANSFUGE

tendances.



KAMIL KOTARBA



ERAY CARBAJO

Maillot vert

MODE — Il sera bientôt possible de dépolluer les océans tout en y barbotant tranquillement. C'est en tout cas le pari d'une équipe d'ingénieurs de l'université de Riverside, en Californie, qui a mis au point un maillot de bain absorbant "l'huile et les produits chimiques présents dans l'eau", détaille le site d'information **Motherboard**. Ce "maillot éponge" peut en absorber jusqu'à 25 fois son poids sans mettre les produits toxiques en contact avec la peau du nageur et ne s'en débarrasse que lorsqu'il est chauffé à 1 000 °C. Il est ensuite réutilisable une vingtaine de fois.

Prévention artistique

ÉTATS-UNIS — Afin de réduire le nombre de morts sur ses routes, la ville de Los Angeles n'a pas opté pour une répression accrue mais pour un recours à la création. Le maire démocrate, Eric Garcetti, veut embaucher un artiste à la mairie, "pas seulement pour créer quelque chose de beau ou qui provoque des émotions, mais pour sauver des vies", annonce le **Los Angeles Times**. L'artiste ainsi recruté sera affecté au service des transports de la ville, qui a pour objectif d'éliminer tout accident fatal sur ses routes d'ici à 2025. Son rôle ne se limitera pas à la confection de messages informatifs, mais sera de réfléchir "en dehors des façons habituelles de penser" pour imaginer "comment changer la manière dont les Angelenos se déplacent dans le temps et l'espace".



La technologie à bout de bras

PHOTO

Comme beaucoup de gens, Kamil Kotarba a très vite ressenti une addiction après l'achat de son premier smartphone. "Peu importe où il se trouvait – en classe, dans le bus, en train de dîner avec des amis –, il se mettait à chercher frénétiquement son téléphone pour y jeter un coup d'œil, sans pouvoir s'en empêcher", raconte **Wired**. Son expérience personnelle lui a inspiré *Hide and Seek*, une série de photos qui rend manifeste l'importance de ces objets sur nos vies en effaçant les individus qui les tiennent en main. Il obtient cet effet surprenant en prenant plusieurs clichés puis en les superposant. Le photographe polonais assure ne pas vouloir juger les utilisateurs de smartphones, mais seulement "les encourager à réfléchir à leur comportement".



A méditer cette semaine :
Quelle est ta plus belle ou ta plus puissante qualité cachée ?

SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Retrouvez l'horoscope de Rob Brezsny, l'astrologue le plus original de la planète.

DESSIN DE MIKEL CASAL



DR

Le cancer prend des coups

PAYS-BAS — Le designer néerlandais Thijs Biersteker a trouvé une manière littérale de se battre contre le cancer. Il vient de lancer le premier sac de boxe numérique, qui permet de financer la recherche médicale grâce aux dons des cogneurs, indique le magazine **Fast Company**. Après avoir fourni quelques renseignements basiques (âge, mode de vie, sexe, etc.), le joueur, confronté à son risque statistique de développer la maladie, est invité à frapper des zones lumineuses qui s'affichent de façon aléatoire sur un sac de frappe, censées représenter des cellules cancéreuses. Les fonds collectés sont remis à l'association néerlandaise Fight Cancer, qui encourage l'organisation de levées de fonds en faveur de la lutte contre le cancer.

Retrouvez chaque semaine la chronique

Courrier d'ailleurs

sur OÛI FM

Jeu à 10 h et samedi à 17 h avec

Courrier international

SÉLECTION

RÉALISÉE PAR L'ÉQUIPE COMMERCIALE DE COURRIER INTERNATIONAL



WONDERBOX

Wonderbox célèbre la douce magie de Noël avec une collection revisitée qui fait la part belle aux nouveautés. Une multitude de parenthèses enchantées et des milliers de vœux à exaucer se dévoilent au fil des pages des offres Make a Wish, disponibles en trois formats, Découverte, Emotion et Sensation. Surprise, émotion et joie s'invitent dans ces coffrets pour faire de ce Noël 2015, une fête inoubliable. À partir de 29€90 Plus d'info sur www.wonderbox.com.

EDITION LIMITEE RICARD 2015

À l'occasion des fêtes de fin d'année, Ricard met en avant son rituel de dégustation avec de nouvelles formes contemporaines dans une édition limitée exclusive.

Élégante et lumineuse, cette édition limitée Ricard sera disponible en grande distribution dès le mois de novembre 2015 au prix public indicatif de 18,50€.



*L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.
A consommer avec modération.*

JOHNNIE WALKER

La maison Johnnie Walker présente son nouveau flacon parisien : Johnnie Walker Blue Label Edition Limitée Paris, une série unique et dévoilée à l'occasion des fêtes de fin d'année. Le flacon gravé des plus grands monuments de la capitale, invite à une visite de ces lieux symboles de Paris, synonymes d'élégance, inspiration et création. De délicates lignes blanches dessinent en vue panoramique le profil de la ville lumière, ses monuments emblématiques, signe d'un paysage reconnaissable dès le premier regard. Cette série spéciale « Johnnie Walker Blue Label Edition Limitée Paris » présente tout le savoir-faire et l'élégance de la Maison Walker. L'assemblage unique et rare de Blue Label en fait un whisky à la fois équilibré et complexe, riche d'une expertise et d'un savoir-faire qui se transmettent de génération en génération depuis plus de 200 ans, se révélant une nouvelle fois comme le blended scotch whisky de luxe et la pièce rare de la Maison. 1000 bouteilles numérotées seront disponibles en France pour tous les amateurs de whisky et les collectionneurs. Elles seront disponibles en exclusivité chez les meilleurs cavistes, au prix indicatif de 165€.



XL AIRWAYS

Compagnie incontournable si vous cherchez des vols vers Punta Cana au départ de Paris CDG, Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes ou Toulouse, XL Airways innove et ajoute Samana à son programme de vols vers la République dominicaine. A partir du 23 décembre 2015, un Airbus A330-200 reliera chaque mercredi Paris CDG à la station balnéaire du nord de l'île, permettant notamment aux voyageurs de rejoindre Las Terrenas. XL Airways sera la seule compagnie à proposer cette destination en vols réguliers depuis l'Europe ! L'aller/retour est à partir de 680 € TTC en classe économique.



mgen^{*}

MUTUELLE
SANTÉ
PRÉVOYANCE

MA SANTÉ, C'EST SÉRIEUX.

J'AI
CHOISI
MGEN

“Quand on est sportif de haut niveau, la santé c'est essentiel. Et se sentir bien protégé est un réel avantage sur le chemin de la victoire. C'est pourquoi je ne m'entoure que des meilleurs. Pour son engagement, pour sa solidarité, pour la performance de sa protection santé et la qualité de son accompagnement, j'ai choisi MGEN.”

**MARTIN FOURCADE, Champion du Monde
et Champion Olympique de biathlon.**

mgen.fr

MGEN, Mutuelle Générale de l'Education Nationale, n°775 685 399, MGEN Vie, n°441 922 002, MGEN Filia, n°440 363 588, mutuelles soumises aux dispositions du livre II du code de la Mutualité - MGEN Action sanitaire et sociale, n°441 921 913, MGEN Centres de santé, n°477 901 714, mutuelles soumises aux dispositions du livre III du code de la Mutualité.